



TRINOVAL

Site de THIEULLOY-L'ABBAYE (80)

Dossier de Demande d'Autorisation d'Exploiter (DDAE)

Dossier n°1 : Pièces administratives

Rapport

Réf : CDMCNO141022 / RDMCNO00918-04

AVO / KE / AC









13/12/2019



TRINOVAL

Site de THIEULLOY-L'ABBAYE (80)

Dossier de Demande d'Autorisation d'Exploiter
Dossier n°1 : Pièces administratives

Objet de l'indice	Date	Indice	Rédaction		Vérification		Validation	
			Nom	Signature	Nom	Signature	Nom	Signature
Rapport final	05/11/15	01	A.VOGT		K.ESCANDE		A.CHEREL	
Modifications suite remarques DREAL	01/12/17	02	A.VOGT		K.ESCANDE		A.CHEREL	
Corrections	09/11/18	03	S.HAMADANI					
Modifications demandées par la DREAL	13/12/19	04	S.HAMADANI					

Numéro de contrat / de rapport :	Réf : CDMCNO141022 / RDMCNO00918-04
Numéro d'affaire :	A23381
Domaine technique :	SD03
Mots clé du thésaurus	DDAE DECHETS ISDND ISDI

BURGEAP AGENCE NORD-OUEST
5, chemin des Filatiers
62 223 SAINTE CATHERINE LES ARRAS
Téléphone : 33(0)3.21.24.38.00 Télécopie : 33(0)3.21.24.38.09
agence.arras@burgeap.fr

Réf : CDMCNO141022 / RDMCNO00918-04	
AVO / KE / AC	
13/12/2019	Page 2/76

SOMMAIRE

Avant-propos	6
PIÈCE I : Présentation du syndicat TRINOVAL et du projet sur le site de Thieulloy-l'Abbaye (80)	8
1. Présentation de TRINOVAL.....	9
1.1 Présentation générale.....	9
1.2 Organisation des ressources.....	10
1.3 Organisation des pôles et services	12
1.4 Qualifications	13
2. Fiche administrative du demandeur	14
3. Présentation du projet.....	15
PIÈCE II : Capacités techniques et financières de TRINOVAL	17
1. Capacités techniques	18
1.1 Missions et compétences – Moyens humains	18
1.2 Installations et équipements	18
2. Capacités financières	19
PIÈCE III : Plans réglementaires.....	21
PIÈCE IV : Maîtrise foncière des parcelles du projet.....	23
PIÈCE V : Maîtrise foncière dans la bande des 200 m	25
PIÈCE VI : Nature et volumes des activités, classement ICPE des installations et conformité réglementaire.....	26
1. Présentation du site concerné par le présent DDAE.....	27
1.1 Localisation géographique.....	27
1.2 Fonctionnement du site et activités actuelles de gestion des déchets	28
2. Modifications induites par le projet sur le classement ICPE et Loi sur l'eau du site.....	30
2.1 Présentation du projet.....	30
2.2 Classement ICPE du site et du projet	30
2.3 Loi sur l'eau.....	35
PIÈCE VII : Contexte réglementaire.....	36
PIÈCE VIII : Origine des déchets et classification selon la nomenclature des déchets (Art. R.541-8 du code de l'environnement)	40
1. Origine et identification des déchets actuellement stockés sur le site	41
1.1 Installation de stockage de déchets non dangereux.....	41
1.2 Plateforme de compostage	41
1.3 Stockage de déchets amiantés	42
1.4 Stockage provisoire de déchets inertes.....	42

1.5	Déchets interdits.....	43
1.6	Procédures liées à la réception des déchets.....	43
1.6.1	Admission des déchets.....	43
2.	Origine et caractéristiques des nouveaux déchets admis.....	43
2.1	Déchets admis sur le nouveau casier 2 de l'ISDND.....	43
2.2	Déchets admis sur le stockage d'amiante lié.....	43
2.3	Déchets admis sur la plateforme de déchets inertes.....	44
2.4	Déchets interdits pour le stockage.....	45
3.	Estimation des tonnages de déchets.....	45
PIÈCE IX : Compatibilité du projet avec les plans départementaux, le plan régional et le plan national d'élimination des déchets.....		46
1.	Compatibilité avec les plans départementaux d'élimination des déchets.....	47
1.1	Le Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA) de la Somme.....	47
1.1.1	Principes généraux.....	47
1.1.2	Compatibilité du projet de TRINOVAL.....	48
1.2	Le Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA) de la Seine Maritime.....	50
1.2.1	Principes généraux.....	50
1.2.2	Compatibilité du projet de TRINOVAL.....	50
1.3	Le plan départemental de gestion des déchets du BTP.....	53
2.	Le Plan national d'élimination des déchets.....	54
3.	Le programme local de prévention des déchets.....	55
4.	Conclusion.....	55
PIÈCE X : Garanties financières.....		56
1.	Introduction.....	57
1.1	Objet.....	57
1.2	Références légales.....	57
2.	Périodes de garanties.....	58
3.	Calcul des garanties financières.....	58
4.	Cautionnement des garanties financières.....	61
PIÈCE XI : Conditions de remise en état.....		62
PIÈCE XII : Attestation de propriété.....		65

ANNEXES

Annexe 1. Rayon d'affichage 3 km	72
Annexe 2. Consignes TRINOVAL pour la gestion des matériaux contenant de l'amiante	73
Annexe 3. Instructions TRINOVAL pour le traitement des matériaux et produits contenant de l'amiante	74
Annexe 4. Données financières	75
Annexe 5. Liens contractuels entre TRINOVAL, IKOS ET OVIVE	76

FIGURES

Figure 1 : Localisation du territoire de gestion de TRINOVAL (source : TRINOVAL)	9
Figure 2 : Organigramme du SMIRTOM	11
Figure 3 : Organigramme des pôles et services	12
Figure 4 : Localisation des installations actuelles et futures	16
Figure 5 : Localisation du site (source : Géoportail)	27
Figure 6 : Plan des installations du site	28
Figure 7 : Représentation graphique de la procédure administrative d'obtention d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter	39

TABLEAUX

Tableau 1 : Répartition des salariés sur le site de TRINOVAL	18
Tableau 2 : Liste des moyens matériels présents par type d'activités (hors déchèterie et centre de tri)	19
Tableau 3 : Chiffre d'affaires du syndicat TRINOVAL sur les 5 dernières années	19
Tableau 4 : Information sur la dette : ratio (en k€) (données TRINOVAL)	20
Tableau 5 : Parcelles cadastrales concernées par le projet	24
Tableau 6 : Capacités actuelles de stockage	29
Tableau 7 : Classement ICPE du site actuel et volume des activités	32
Tableau 8 : Classement ICPE du projet	34
Tableau 9 : Déchets admis en ISDND et provenance (Source : GERE 2014 et 2016)	41
Tableau 10 : Déchets admis sur la plateforme de compostage (source : GERE 2014 et 2016)	42
Tableau 11 : Déchets admis sur le stockage de déchets amiantés (source : GERE 2014 et 2016)	42
Tableau 12 : Déchets admis sur le stockage de déchets inertes (source : GERE 2014 et 2016)	42
Tableau 13 : Liste des déchets inertes pouvant être autorisés sur le site	44
Tableau 14 : objectifs des taux de valorisation (source : conseil général de la somme)	48
Tableau 15 : Compatibilité du projet de TRINOVAL avec le PDEDMA de la Somme	48
Tableau 16 : Compatibilité du projet de TRINOVAL avec le PDEDMA de la Seine Maritime	50
Tableau 17 : Calcul du coût d'aménagement des futurs casiers	60

Avant-propos

Le site d'étude est situé sur les communes de Thieulloy l'Abbaye et Hornoy-le-Bourg. Le syndicat « SIRTOM des 4 cantons » est autorisé à exploiter ce centre d'enfouissement depuis le 28 juin 1982. L'exploitation des 2 premiers casiers s'est déroulée entre 1983 et 2002.

En 2001, le syndicat acquiert de nouveaux terrains et dépose une demande d'autorisation d'exploiter afin de lui permettre de poursuivre son activité lorsque les 2 premiers casiers seront comblés. Le syndicat est alors autorisé par l'arrêté du 11 juin 2001 à ouvrir 2 nouveaux casiers de 540 000 tonnes en tout et d'exploiter pendant 25 ans.

Parallèlement le « SIRTOM des 4 cantons » devient le « SIRTOM des 7 cantons », son territoire de collecte et de traitement s'agrandit.

Les compétences collecte et traitement sont ensuite séparées et le « SIRTOM des 7 cantons » est divisé en 2 entités : le « SMITOP » (Syndicat Mixte Interdépartemental de Traitement des déchets de l'Ouest Picard) pour le traitement et le « SIROM des 7 cantons » (Syndicat Intercommunal de Ramassage des Ordures Ménagères) pour la collecte.

Le « SIROM des 7 cantons » est composé des communes des cantons de CONTY, HALLENCOURT, HORNOY-LE-BOURG, MOLLIENS DREUIL (sauf Bovelles, Clairly-Saulchoix, Creuse, Guignemicourt, Pissy, Revelles et Quesnoy-sur-Airaines), OISEMENT, PICQUIGNY, POIX-DE-PICARDIE, et des communes de ARGOEUVES et SAINT-SAUVEUR.

Le « SMITOP » est constitué du SIROM des 7 cantons et de la Communauté de Communes de la Picardie Verte.

En 2009, le « SMITOP » est dissout. Le SIROM des 7 cantons devient alors le « SMIRTOM PICARDIE OUEST » (Syndicat Mixte Interdépartemental de Ramassage et de Traitement des Ordures Ménagères Picardie Ouest) et reprend également la compétence traitement.

Les communautés de communes du Sud-Ouest Amiénois, du canton de Conty, de l'Ouest Amiénois, du canton de Gamaches, du val de Nièvre, de la région d'Hallencourt, de la région de Oisemont, ainsi que les communes d'Argoeuves, Saint-Sauveur, et Bettencourt Rivière, adhèrent au syndicat pour les compétences collecte et traitement.

La communauté de communes de la Picardie Verte adhère au syndicat pour la compétence traitement uniquement.

Enfin, en vue de simplifier et de donner une image plus dynamique du syndicat, il est décidé en 2013 de renommer le SMIRTOM PICARDIE OUEST tout en conservant l'identité juridique. Le nom de **TRINOVAL** est retenu avec pour signification **TRIER, INNOVER, VALORISER**.

Pendant ces années, le site a évolué en s'adaptant naturellement aux nouvelles réglementations faisant du lieu un site plus sûr et réduisant ainsi l'impact environnemental lié à ses activités.

Dans un contexte réglementaire en perpétuelle évolution où la protection de l'environnement et de la santé publique est évidemment très forte, et où la concurrence est relativement importante, TRINOVAL doit évoluer, élargir ses compétences afin d'améliorer la qualité du service et de maintenir la satisfaction des usagers tout en maîtrisant les coûts.

L'évolution des activités projetées par TRINOVAL sur son site de Thieulloy-l'Abbaye permet d'en réduire l'impact environnemental en proposant de nouveaux services et en améliorant ceux existants.

L'aménagement d'une plateforme de valorisation des **déchets inertes** tels que les gravats, terres et cailloux provenant des usagers et des artisans permettra, une fois ces déchets triés, de revendre la partie valorisable et participer à la préservation de ressource en matériaux minéraux.

Afin de pérenniser l'activité du syndicat dans le secteur géographique, le TRINOVAL prévoit également l'augmentation du **tonnage** et la prolongation de la **durée d'autorisation** d'exploiter. En effet, pour

pérenniser l'activité et améliorer la qualité de service, il est indispensable de poursuivre l'exploitation du site actuel.

Dans le contexte économique actuel, les collectivités cherchent à optimiser les coûts de chaque service aux usagers. Les coûts de collecte et de traitement des déchets tendent à augmenter et les collectivités cherchent logiquement à maîtriser cette augmentation. Pour cela un des leviers pour maîtriser le budget est le passage de marchés publics pour obtenir le meilleur rapport qualité/prix.

TRINOVAL souhaite être en mesure de répondre à ces marchés et/ou faire adhérer de nouvelles collectivités, et pour cela il lui est nécessaire d'être en capacité d'accepter des tonnages supplémentaires. TRINOVAL souhaite donc étendre son volume d'activité de stockage de déchets non dangereux à 45 000 tonnes par an et 10 000 tonnes par an pour le stockage de déchets inertes.

En effet, TRINOVAL se doit de trouver des relais de croissance pertinents afin de se développer structurellement mais surtout géographiquement et ainsi concourir à une plus grande maîtrise des coûts supportés par les usagers.

Aujourd'hui, nous constatons que nous n'avons pas encore atteint une taille critique qui nous permettrait d'assurer notre pérennité tout en garantissant un mix « fonctionnement/redevance » supportable par nos concitoyens. Et cette taille critique ne peut être atteinte que par l'arrivée de nouveaux adhérents.

C'est ainsi que dans le cadre de la réforme territoriale, nous sommes déjà en discussion avec différents Syndicats et/ou Communautés de Communes (Communauté de Communes du Haut Clocher, Amiens-Métropole, SMIRTOM Plateau Picard-nord, etc.), mitoyens de notre territoire pour développer une plus grande efficacité et synergie dans nos métiers.

L'augmentation du tonnage permettra également de faire face à d'éventuelles fluctuations du marché ou d'aléas qui surviendraient sur les déchèteries, les recycleries, le centre de tri et les refus de déchets inertes, gérés par le TRINOVAL et ses partenaires en amont du stockage.

De plus, actuellement, la fin de l'autorisation d'exploiter est prévue dans l'arrêté préfectoral du 11 juin 2001 dans 12 ans soit en 2026.

L'exploitation du stockage en mode **bioréacteur** permet d'optimiser le volume du casier tout en réduisant les contraintes de gestion des eaux pluviales et du biogaz, et ainsi réduire les effets sur l'environnement.

Ce dossier comprend :

- **Partie 1 : Pièces administratives ;**
- Partie 2 : Notice descriptive des installations ;
- Partie 3 : Etude d'Impact et son résumé non technique ;
- Partie 4 : Volet sanitaire ;
- Partie 5 : Etude de Dangers et son résumé non technique ;
- Partie 6 : Notice Hygiène et Sécurité ;
- Partie 7 : Plans incluant les plans réglementaires ;
- Partie 8 : Annexes techniques.

Madame la Préfète
PREFECTURE DE LA SOMME
51, rue de la République
80 000 AMIENS

Thieulloy-l'Abbaye, le 16 juillet 2019

Objet : Demande d'autorisation d'Exploiter une installation classée sur les communes de Thieulloy-L'Abbaye et Hornoy-le-Bourg

Madame la Préfète,

Je soussigné, Joseph BLEYAERT, agissant en qualité de Président de TRINOVAL, dont l'identité est la suivante :

Raison sociale : TRINOVAL (SMIRTOM)
Siège social : Chemin rural n°3 – 80 640 Thieulloy-L'Abbaye
Code APE : 3811Z
N°SIRET : 258 002 344 00020

Sollicite de votre bienveillance l'autorisation d'exploiter et de développer :

- **une extension et une modification du mode d'exploitation de l'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) :**
 - Aménagement du casier 2 pour une exploitation en mode bioréacteur,
 - Augmentation de la capacité de stockage du casier 2 et du volume d'activité de l'ISDND à hauteur de 45 000 t/an ;
- **une plateforme de valorisation et d'un casier de stockage des déchets inertes ;**
- **un nouveau casier de stockage d'amiante.**

sur les territoires des communes de Thieulloy-L'Abbaye et Hornoy-le-Bourg, au lieu-dit « Chemin rural n°3 – 80640 Thieulloy-L'Abbaye ».

Un premier dossier a été déposé en préfecture le 18 décembre 2015 et complété le 22 novembre 2018. Il a été déclaré non recevable en date du 6 juin 2019.

Le Dossier de demande d'autorisation d'exploiter a donc été précisé et développé afin que l'ensemble des parties prenantes puisse apprécier la nature des modifications demandées.

Les activités actuellement présentes sur le site sont les suivantes :

- un stockage d'amiante lié ;
- une plateforme de tri et de valorisation des déchets verts ;
- un stockage de déchets non dangereux équipé d'un système de traitement des lixiviats et de valorisation in situ du biogaz.

Le site est autorisé à exploiter ces installations par l'arrêté préfectoral du **11 juin 2001**, complété le **10 décembre 2013**.

Afin d'optimiser et de pérenniser l'exploitation, TRINOVAL souhaite faire évoluer son site de Thieulloy-L'Abbaye.

Les parcelles concernées par le projet sont les suivantes :

Section cadastrale	Propriétaire	Superficie (m²)	Commune	Installations
YXa	TRINOVAL	648	Hornoy le Bourg	Casier 1
YX4z	TRINOVAL	4 491	Hornoy le Bourg	Casier 1
YX3a	TRINOVAL	110 927	Hornoy le Bourg	Casiers 1 et 2
YX3c	TRINOVAL	19 670	Hornoy le Bourg	Casiers 1 et 2
YX3d	TRINOVAL	23 973	Hornoy le Bourg	Casiers 1 et 2
YX3e	TRINOVAL	8 635	Hornoy le Bourg	Casiers 1 et 2
YX3f	TRINOVAL	1 887	Hornoy le Bourg	Casiers 1 et 2
YX3g	TRINOVAL	3 877	Hornoy le Bourg	Casiers 1 et 2
YX3h	TRINOVAL	1 460	Hornoy le Bourg	Casiers 1 et 2
YX3i	TRINOVAL	330	Hornoy le Bourg	Casiers 1 et 2
YX3z	TRINOVAL	12 047	Hornoy le Bourg	Casiers 1 et 2
YX3b	TRINOVAL	42 359	Hornoy le Bourg	Plateforme de compostage et casier amiante
ZH39	TRINOVAL	13 504	Thieulloy l'Abbaye	Ancienne décharge
ZH56 (en partie)	TRINOVAL	75	Thieulloy l'Abbaye	Chaufferie et unité de valorisation
YX 17 (en partie)	TRINOVAL	300	Thieulloy l'Abbaye	Chaufferie et unité de valorisation

L'ensemble des activités seront aménagées selon les Meilleures Techniques Disponibles. Elles couvriront une surface d'environ 24 ha.

Les activités du site seront soumises à autorisation et relèveront des rubriques de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement suivantes :

rubrique ICPE	Intitulé de la rubrique	Volume des activités	Classement
1436	Liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C (1), à l'exception des boissons alcoolisées (stockage ou emploi de). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines étant : 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t	Réservoir de 20 000 L, double paroi (9 000 L GO+5 500 L de GNR+ 5 500 L ADBLUE) Calcul capacité équivalente totale : Gazole et GNR catégorie C 9000+5500 = 14500L 14500/5 (car double paroi) = 2900L Cuve mobile sur casier de 2500L C équivalente totale = (2900+2500)/5 = 1080L soit 1 m3 Densité de 845Kg/m3 donc <1Tonne	NC
1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. La quantité annuelle de carburant distribuée étant inférieure à 100 m3	Gazole = 265 m3 GNR = 22 m3 GNR ISDND = 44 m3 C équiv totale = (265+22+44)/5 = 66 m3/an	NC
2710.1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m3	Stockage de déchets de bois : volume autorisé de 4 500 m3	A-1
2780	Installation de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale Compostage de matière végétale ou déchets végétaux, d'effluents d'élevage, de matières stercorales La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 3 t/j et inférieure à 30 t	Plateforme de compostage : volume autorisé inférieur à 30 T/j	D
2921.2	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installation de) : La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3000 KW	Evaporateur : puissance thermique autorisée 1400 KW	DC
2760.2	Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 2720 et celles relevant des dispositions de l'article L.541-30-1 du Code de l'Environnement Installation de stockage de déchets non dangereux	Centre de stockage de déchets non dangereux : volume autorisé de 30 000 T Volume projeté de 44 kt/an de DND Volume projeté de 1 kt/an d'amiante lié	A-1
3540	Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 2720 et 2760-3 et celles relevant des dispositions de l'article L. 541-30-1 du code de l'environnement, recevant plus de 10 tonnes de déchets par jour ou d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes		A-3
2760.3	Installation de stockage de déchets Inertes	Volume admis de 10 kt/an de déchets Inertes (dont 8 kt/an pour le stockage et de 2 kt/an pour la valorisation)	E
2791.1	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, et 2782. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10T/j	Installation de broyage des déchets de bois 187 T/J	A-2
Sans	Installations connexes à l'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux	Installations destinées à la destruction ou valorisation du biogaz Torchère : 1750 kw Chaudière 1950 kw	NC
2510.3	Affouillements du sol (à l'exception des affouillements rendus nécessaires pour l'implantation des constructions bénéficiant d'un permis de construire et des affouillements réalisés sur l'emprise des voies de circulation), lorsque les matériaux prélevés sont utilisés à des fins autres que la réalisation de l'ouvrage sur l'emprise duquel ils ont été extraits et lorsque la superficie d'affouillement est supérieure à 1000 mètres carrés ou lorsque la quantité de matériaux à extraire est supérieure à 2000 tonnes	Les affouillements des sols envisagés pour la création de l'ISDI comprend une superficie de 10 800 m2 et un volume de déblais de 70 800 m3.	A-3
2515.1	Installations de broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minéraux et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2. La puissance installée des installations, étant : b) Supérieure à 200 kW, mais inférieure ou égale à 550 kW	Puissance de 315 kW	E
2517	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques	Aire de transit prévue de 1 000 m2	NC

Le présent document est soumis en 4 exemplaires (Article R181-12 du Code de l'Environnement). Il est complété par les plans demandés à l'article R.512-47 du Code de l'Environnement.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Directive IED, le rapport de base prévu par l'article R.515-70 du Code de l'environnement est également joint au Dossier de Demande d'Autorisation d'Exploiter.

Nous avons l'honneur de solliciter l'autorisation de modification l'échelle du plan d'ensemble ; en raison de l'importante superficie de la zone concernée, ce sera établi au 1/1 000^{ème}.

Vous remerciant de l'attention que vous voudrez bien porter à notre demande, je vous prie de croire, Madame la Préfète, en l'assurance de mes respectueuses salutations.

Le Président,

Trinival
www.trinival.fr - 02 40 00 00 00

Joseph BLEYAERT

PIÈCE I : Présentation du syndicat TRINOVAL et du projet sur le site de Thieulloy-l'Abbaye (80)

1. Présentation de TRINOVAL

1.1 Présentation générale

Le SMIRTOM Picardie Ouest (Syndicat Mixte Interdépartemental de Ramassage et de Traitement des Ordures Ménagères) gère le service public de collecte et de traitement des déchets des ménages et assure l'élimination des autres déchets qui, eu égard à leurs caractéristiques et aux quantités produites, peuvent être collectés et traités sans sujétions techniques particulières. TRINOVAL est le nom de l'identité commerciale de la structure.

Implanté sur les communes de Thieulloy-l'Abbaye et d'Hornoy-le-Bourg, le territoire de TRINOVAL a la particularité de s'étendre sur 2 départements : la Somme et l'Oise.

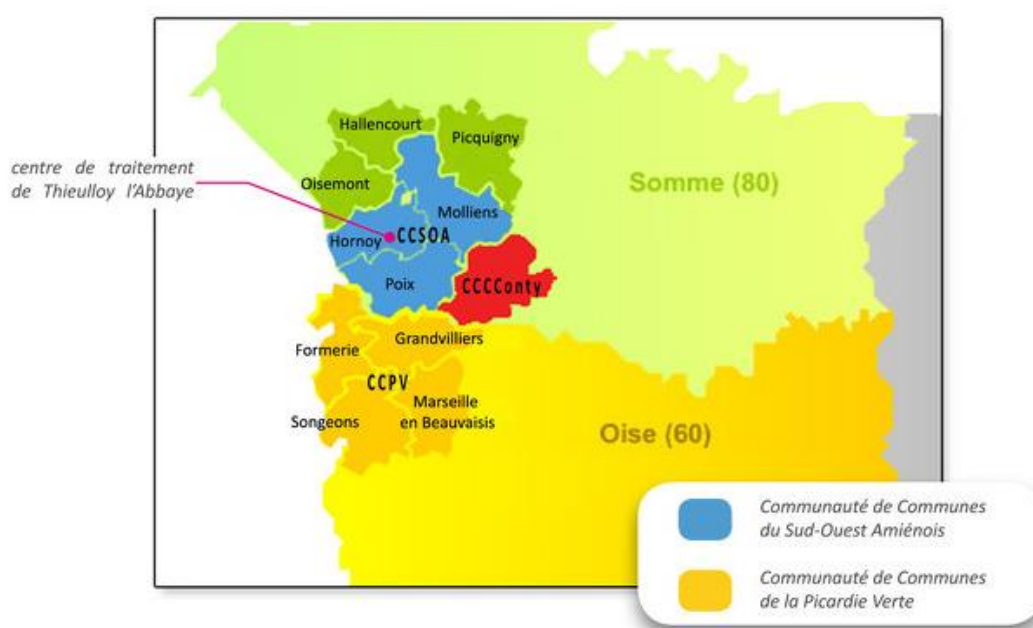


Figure 1 : Localisation du territoire de gestion de TRINOVAL (source : TRINOVAL)

Le centre de traitement de Thieulloy l'Abbaye, exploité depuis 1982, est composé de plusieurs installations :

- un centre de tri ;
- un centre d'enfouissement ;
- une plate-forme de compostage ;
- une déchetterie.

3 déchetteries extérieures (Hallencourt, Loeuilly et La Chaussée-Tirancourt) sont également gérées par TRINOVAL.

Les compétences principales de TRINOVAL sont :

- la collecte des ordures ménagères et assimilées de 161 communes de la Somme comprenant :
 - la collecte hebdomadaire en porte à porte des ordures ménagères et assimilées ;
 - la collecte sélective toutes les 2 semaines en porte à porte des matières recyclables ;
 - la collecte par apport volontaire du verre ;
 - la gestion des déchetteries ;
- le traitement des ordures ménagères et assimilées de 161 communes de la Somme et de 89 communes de l'Oise comprenant :
 - le suivi d'exploitation (gestion par IKOS Environnement) et la gestion de l'investissement du centre d'enfouissement technique ;
 - la gestion (exploitation et investissement) du centre de tri ;
 - le suivi d'exploitation (gestion par IKOS Environnement) et la gestion de l'investissement de la plateforme de compostage de déchets verts.

De plus, les déchets recyclables de quelques communes de Seine-Maritime (convention avec IKOS) sont traités par le centre de tri de Thieulloy l'Abbaye.

La présente demande d'autorisation d'exploiter concerne l'évolution du site du Thieulloy-l'Abbaye afin d'optimiser et pérenniser son activité de stockage et valorisation de déchets et pour lequel un projet d'extension est notamment prévu.

La présente demande d'autorisation ne concerne pas l'emprise du centre de tri et de la déchetterie qui font l'objet d'un autre arrêté préfectoral d'autorisation (arrêté du 20 novembre 1995).

1.2 Organisation des ressources

La stratégie du SMIRTOM est définie par le président et les vice-présidents élus. Leurs fonctions sont présentées dans l'organigramme ci-dessous.



ORGANIGRAMME ÉLUS

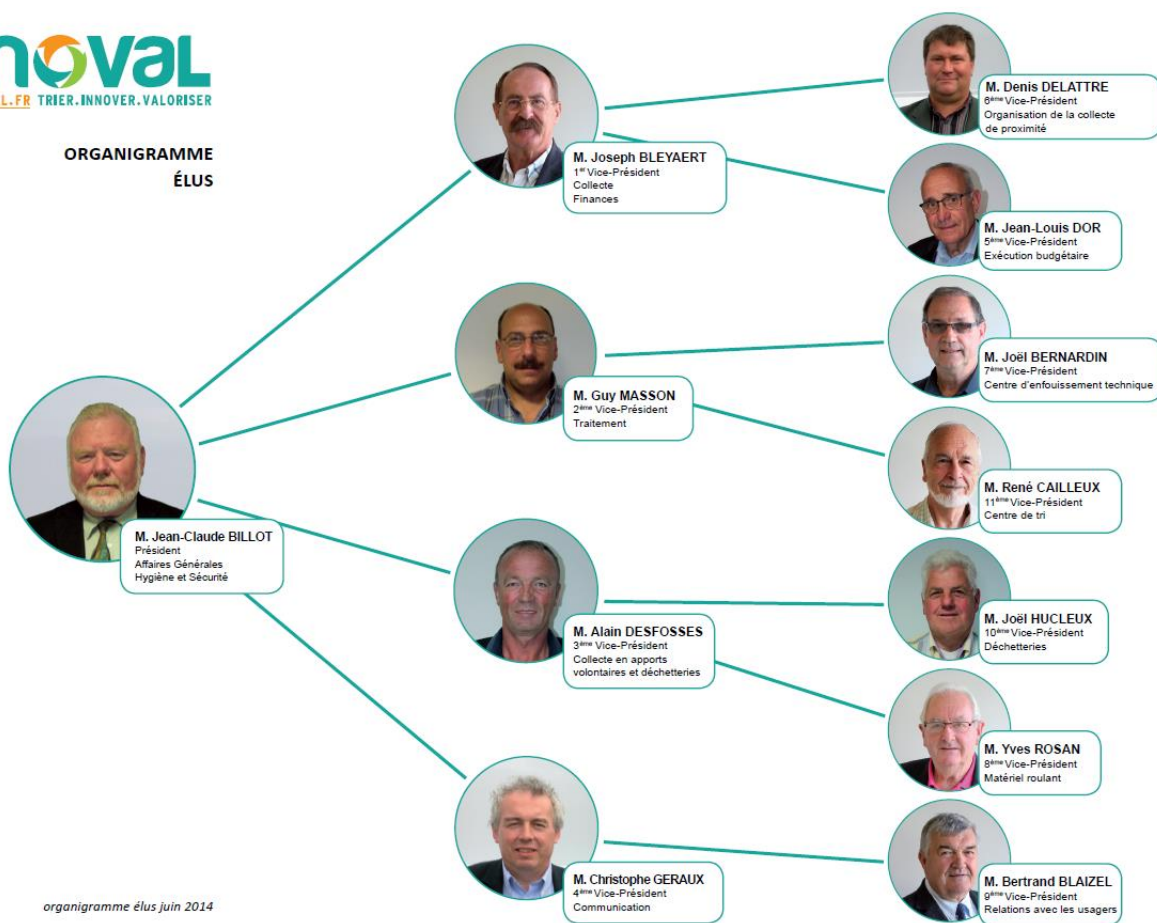


Figure 2 : Organigramme du SMIRTOM

1.3 Organisation des pôles et services

Les services en charge du bon fonctionnement des installations sont placés sous la direction de Monsieur Jean-Claude BILLOT.

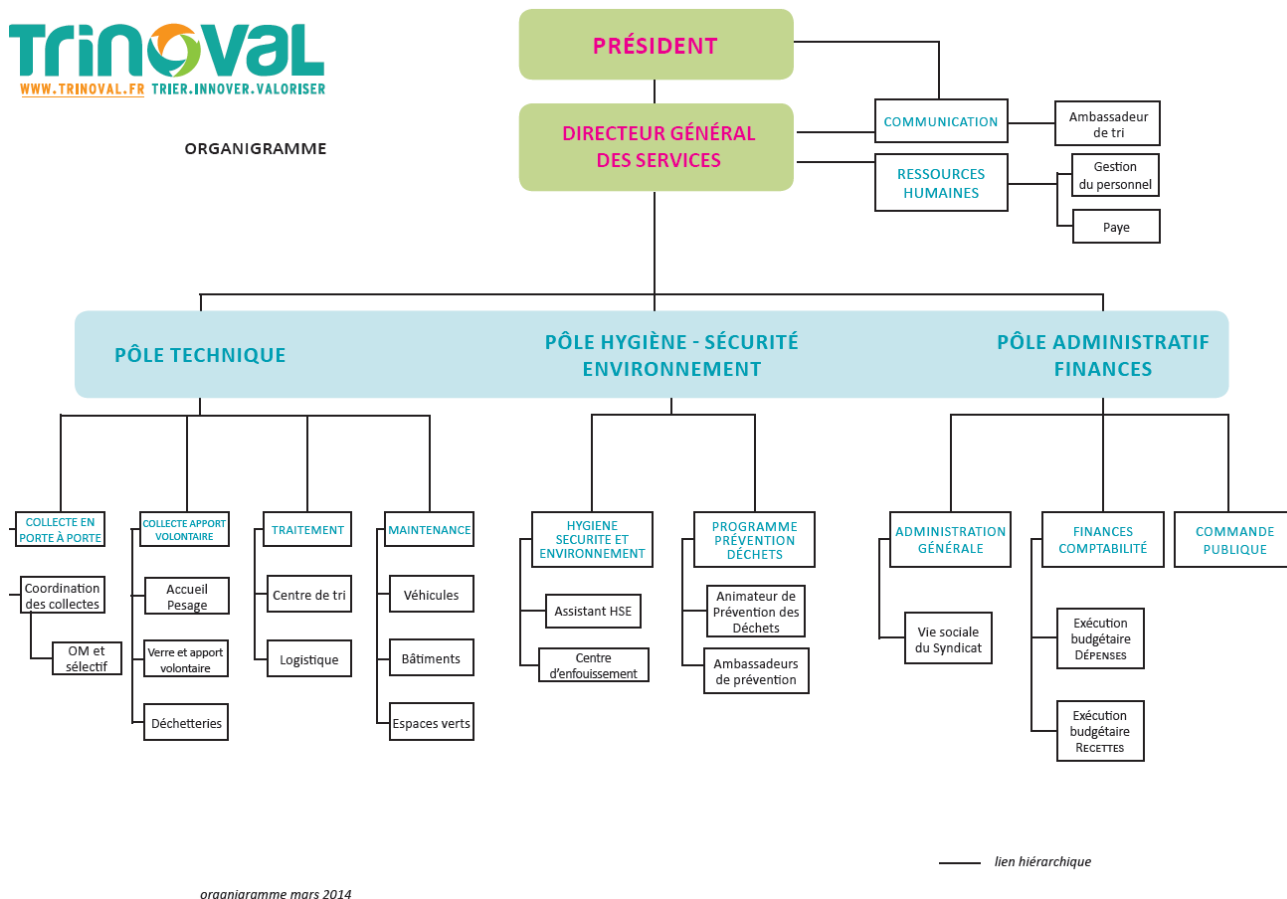


Figure 3 : Organigramme des pôles et services

Les grandes étapes du développement et de l'évolution du syndicat sont les suivantes :

- 1981 : Création du SIRTOM des 4 cantons dont l'activité est la collecte et le traitement des déchets ménagers de 99 communes soit 30 000 habitants ;
- 1982 : Ouverture du centre de stockage où sont enfouis 15 à 20 000 tonnes de déchets par an ;
- 1995 - 1996 : Construction du centre de tri et de la première déchèterie à Thieulloy l'Abbaye ;
- Octobre 1996 : Début de la collecte sélective pour 50 000 habitants ;
- Janvier 2001, Le SIRTOM des 4 cantons devient le SIRTOM des 7 cantons puis le SIROM des 7 cantons (Syndicat Intercommunal de Ramassage des Ordures Ménagères) pour l'activité de collecte ;
- Création du SMITOP (Syndicat Mixte Interdépartemental de Traitement des déchets ménagers de l'Ouest Picard) pour l'activité de traitement. Le SMITOP regroupe 247 communes de deux départements (l'Oise et la Somme) soit 91 098 habitants ;

- Mai 2002 : Extension du centre d'enfouissement technique par l'ouverture d'un deuxième casier (casier 1a) sur le centre de stockage où sont enfouis 30 000 tonnes de déchets chaque année ;
- Décembre 2004 : Certification du SMITOP pour la norme ISO 14001 pour l'environnement et le référentiel OHSAS 18001 pour la santé, sécurité des personnes ;
- Juillet 2007 : Ouverture du casier 1b ;
- Septembre 2007 : Fermeture du casier 1a ;
- Janvier 2009 : Le SMITOP est dissout et le SIROM des 7 cantons devient le SMIRTOM Picardie Ouest (Syndicat Mixte Interdépartemental de Ramassage et de traitement des Ordures Ménagères). Les adhérents sont alors issus des communes ou des communautés de communes ;
- Juin 2010 : Modernisation du centre de tri ;
- Janvier 2011 : Le SMIRTOM Picardie Ouest soustraite à IKOS environnement l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux ;
- Janvier 2013 : le SMIRTOM Picardie Ouest adopte une nouvelle identité et un nom commercial : TRINOVAL.

1.4 Qualifications

Le site de TRINOVAL à Thieulloy-L'Abbaye est certifié ISO 14001:2004 et OHSAS 18001:2007 depuis 2004.

2. Fiche administrative du demandeur

Nom du demandeur bénéficiaire :	TRINOVAL
Statut :	Syndicat de traitement
Activité du syndicat :	Collecte et traitement de déchets non dangereux
Numéro SIRET :	258 002 344 00012
Code APE :	900 B
Effectif :	<p>CDT : 19 titulaires, 11 non titulaires ENP public et 1 non titulaire ENP privé</p> <p>Déchetterie : 8 titulaires et 3 non titulaires ENP public</p> <p>Collecte : 32 titulaires et 15 non titulaires ENP public</p> <p>Administratif : 14 titulaires, 4 non titulaires sur emploi permanent, 2 non titulaire ENP public et 1 non titulaire ENP privé</p> <p>APV : 5 titulaires</p> <p>Maintenance : 6 titulaires</p>
Adresse du siège social :	Chemin rural n°3 80640 Thieulloy-l'Abbaye
Téléphone :	03.22.90.36.60
Télécopie :	03.22.90.10.59
Représentant légal :	Joseph BLEYAERT – Président de TRINOVAL
Responsable administratif et financier :	Christophe PEYRAMAURE – responsable administratif et finances
Responsable technique	Patrick BEUVRY – Directeur général des services David PHILIPPIN – Responsable des services techniques
Chiffre d'affaires 2013 :	7 065 548,00 €
Adresse du site concerné le DDAE :	Chemin rural n°3 80640 Thieulloy-l'Abbaye
Personne en charge du présent DDAE :	Céline CERJAK Responsable Santé Sécurité Environnement 03.22.90.36.60 c.cerjak@trinoval.fr

3. Présentation du projet

Le SMIRTOM Picardie Ouest, aujourd'hui TRINOVAL, exploite depuis 1982 un site de stockage de déchets non dangereux sur les communes de Thieulloy-l'Abbaye et d'Hornoy le Bourg (80).

Les activités actuellement présentes sur le site sont les suivantes :

- un stockage d'amiante lié ;
- une plateforme de tri et de valorisation des déchets verts ;
- un stockage de déchets non dangereux équipé d'un système de traitement des lixiviats et de valorisation in situ du biogaz, avec des installations connexes dont notamment les systèmes de gestion des effluents de l'ISDND, et une plateforme d'accueil de déchets inertes utilisés à la création de pistes et la couverture intermédiaire de l'ISDND.

Ces activités relèvent de la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement. Actuellement, le site est autorisé à exploiter ces installations par l'arrêté préfectoral du 11 juin 2001 complété le 10 décembre 2013.

Afin d'optimiser et de pérenniser l'exploitation, TRINOVAL souhaite faire évoluer son site de Thieulloy-l'Abbaye.

TRINOVAL souhaite développer les installations suivantes :

- l'augmentation du tonnage de l'installation de **stockage de déchets non dangereux** ;
- une plateforme de valorisation des **déchets inertes** (plateforme de valorisation et casier de stockage)
- un nouveau casier amiante ;
- l'évolution des modalités d'exploitation de l'ISDN vers une **exploitation en mode bioréacteur**. Dans ce cadre, une demande d'autorisation a déjà été soumise à la Préfecture en décembre 2014 et complétée en juin 2015 pour l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux en mode **bioréacteur**. Les éléments de cette demande sont intégrés dans le présent DDAE.

L'aménagement d'une plateforme de valorisation des **déchets inertes** tels que les gravats, terres et cailloux provenant des usagers et des artisans permettra, une fois ces déchets triés, de revendre la partie valorisable et participer à la préservation de ressource en matériaux minéraux.

Afin de pérenniser l'activité du syndicat dans le secteur géographique, TRINOVAL prévoit également l'augmentation du **tonnage** et la prolongation de la **durée d'autorisation** d'exploiter de son site. En effet, pour améliorer la qualité de service, il est indispensable de poursuivre l'exploitation du site actuel.

Les installations qui seront adaptées et créées seront réalisées sur des parcelles appartenant à TRINOVAL et jouxtant les activités actuelles du site, au sein de la même emprise ICPE actuellement autorisée. Il n'y a pas de modification de la surface totale du site.

Remarque : La présente demande d'autorisation ne concerne pas l'emprise du centre de tri et de la déchetterie qui font l'objet d'un autre arrêté préfectoral d'autorisation en date du 20 novembre 1995

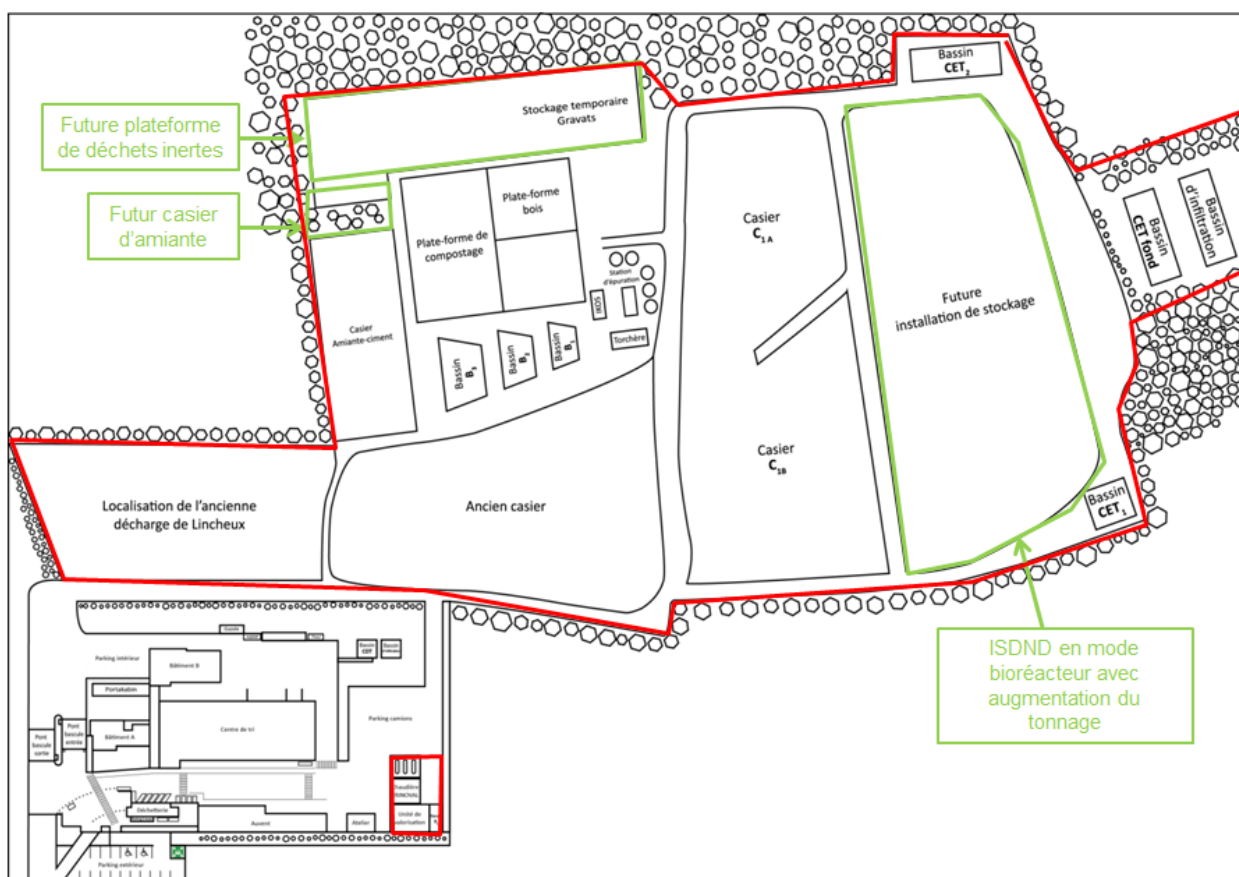


Figure 4 : Localisation des installations actuelles et futures

Le détail du projet envisagé est présenté dans le **Dossier n°2 – Notice descriptive des installations.**

Le projet a été élaboré en cohérence avec :

- les objectifs locaux : le programme local de prévention des déchets dans lequel TRINOVAL s'est engagé avec l'ADEME qui a pour objectif de réduire la production d'ordures ménagères et assimilées de 7 % par habitant pour 2016 ;
- les objectifs départementaux et régionaux : le plan départemental des Déchets Ménagers et Assimilés dont la révision a été approuvée le 20 décembre 2007 qui a notamment pour objectif d'augmenter le taux de valorisation des déchets ;
- les objectifs nationaux et européens : la directive cadre européenne (Directive Cadre Déchets n°2008/98/CE) qui prévoit d'atteindre 70 % de taux de réemploi, recyclage et valorisation matière pour les déchets non dangereux d'ici 2020.

PIÈCE II : Capacités techniques et financières de TRINOVAL

1. Capacités techniques

1.1 Missions et compétences – Moyens humains

Le SMIRTOM Picardie ouest est un syndicat mixte qui regroupe les compétences de collecte et traitement pour plusieurs communes et communautés de communes.

Les compétences principales de TRINOVAL sont :

- la collecte des ordures ménagères et assimilées de 161 communes de la Somme (collecte hebdomadaire des ordures ménagères, collecte bimensuelle des matières recyclables, collecte de verre) ;
- le traitement des ordures ménagères et assimilées de 161 communes de la Somme et de 89 communes de l'Oise (centre d'enfouissement technique, centre de tri et plateforme de compostage de déchets verts).

Le site comprend :

Tableau 1 : Répartition des salariés sur le site de TRINOVAL

Activité	Nb de salariés
Administratif	21
Déchetterie	11
Collecte	47
Maintenance	6
Centre de tri	31
APV	5

Du personnel temporaire est recruté en fonction des nécessités (ramassages d'envols...). Ces personnes sont alors encadrées par le personnel de l'entreprise et non affectées à des travaux dangereux.

Une personne du site est formée par la société fournisseur de l'unité de traitement des lixiviats actuelle afin d'assurer l'entretien courant de l'installation – vérification du bon fonctionnement et de la disponibilité des fournitures en réactif et d'entretien. Cette formation sera complétée lors de la mise en place de la nouvelle installation.

1.2 Installations et équipements

Actuellement, le site regroupe les installations et équipements suivants :

- une installation de stockage de déchets non dangereux comprenant :
 - un casier en fonctionnement (casier 1b) ;
 - un casier fermé (casier 1a) ;
 - un centre de stockage fermé depuis 1998 ;
 - une zone technique avec une station de traitement des lixiviats ;
 - 3 bassins de stockage lixiviats et eaux de ruissellement de la plateforme déchets verts ;

- une torchère ;
- une chaudière biogaz et un évaporateur ;
- une station de traitement des lixiviats ;
- une plate-forme de compostage de déchets verts ;
- une déchetterie ;
- une zone de stockage d'amiante lié ;
- des bassins de collecte et d'infiltration des eaux pluviales ;
- un stockage provisoire déchets inertes.

Afin d'assurer le bon fonctionnement de ces installations, TRINOVAL possède le matériel suivant par type d'activité.

**Tableau 2 : Liste des moyens matériels présents par type d'activités
(hors déchetterie et centre de tri)**

Activités	Moyens matériels
ISDND et stockage d'amiante lié	Compacteur à déchets (type CATERPILLER 816) Chargeuse sur chenille (type Liebherr LR634 Litronic) Puit de pompage avec débitmètre Bassins de collecte des eaux pluviales avec débitmètre, vannes et cannes d'aspiration
Plateforme compostage	Engins de manutention Chargeuse Cribleuse

Dans le cadre de son projet d'extension, TRINOVAL ne prévoit pas de compléter ses moyens matériels.

2. Capacités financières

Le chiffre d'affaires du syndicat sur les dernières années est le suivant.

Tableau 3 : Chiffre d'affaires du syndicat TRINOVAL sur les 5 dernières années

Années	2010	2011	2012	2013	2014
Chiffre d'affaires (en k€)	6 278	7 003	7 400	7 065	6 800

Pour 2014, le compte administratif produit par TRINOVAL et le compte de gestion produit par le comptable public sont présentés ci-après. Ils complètent la description des capacités financières de la société PSI.

L'installation actuellement active est composée de 4 casiers aménagés pour être exploités en mode bioréacteur. Le deuxième est en cours d'exploitation.

La finalisation de l'alvéole accueillant ces casiers et l'aménagement des 5 futurs casiers qui la complèteront nécessitera un investissement total de 900 K€. Ce chiffrage, basé sur la première tranche de travaux effectuée en 2014 a été évaluée en tenant compte de l'évolution constatée puis estimée de l'indice TP, à horizon 2019, année au cours de laquelle cet investissement est programmé.

La couverture définitive des anciens casiers est budgétisée à hauteur de 200 K€.

La réalisation des tranchées drainantes dans chacun des casiers exploités s'effectue à l'avancement à raison de 41 K€ par an.

L'exploitation des installations est assurée par la société IKOS environnement dans le cadre d'un marché de service qui arrivera à échéance au plus tard en 2023. IKOS fait sous-traiter la gestion de la station d'épuration à la société OVIVE.

Une provision est effectuée en prévision de la post-exploitation des installations à hauteur de 160 K€ par an (compte 6815 dans le compte administratif).

Avec une épargne nette de 2,4 millions d'euros et une capacité de désendettement d'1,2 an en 2016, le Syndicat présente une très solide capacité d'investissement (cf. résultats cumulés page 3 du compte administratif en **Annexe 4**).

Tableau 4 : Information sur la dette : ratio (en k€) (données TRINOVAL)

	2013	2014	2015	2016
Emprunts (k €)	1000	1830	0	0
Encours de dette au 31/12 (K €)	2843	4150	3460	2827
Epargne brute (K €)	1042	1345	1565	2399
Capital d'emprunts remboursé	444	528	691	633
Epargne nette	598	817	874	1767
Capacité de désendettement (en années)	2,7	3,1	2,2	1,2

TRINOVAL est un établissement public dont les recettes courantes sont composées à 70 % des Redevances d'Enlèvement des Ordures Ménagères (REOM) perçues directement auprès des usagers et des contributions versées par les collectivités adhérentes. Ses ressources courantes présentent donc une réelle garantie de stabilité.

L'exploitation de l'ISDND est confiée à la société IKOS et la gestion de la station d'épuration est confiée à OVIVE.

TRINOVAL présente une très solide capacité d'investissement, comme présentée dans le compte administratif et le compte de gestion 2017 en **Annexe 5**

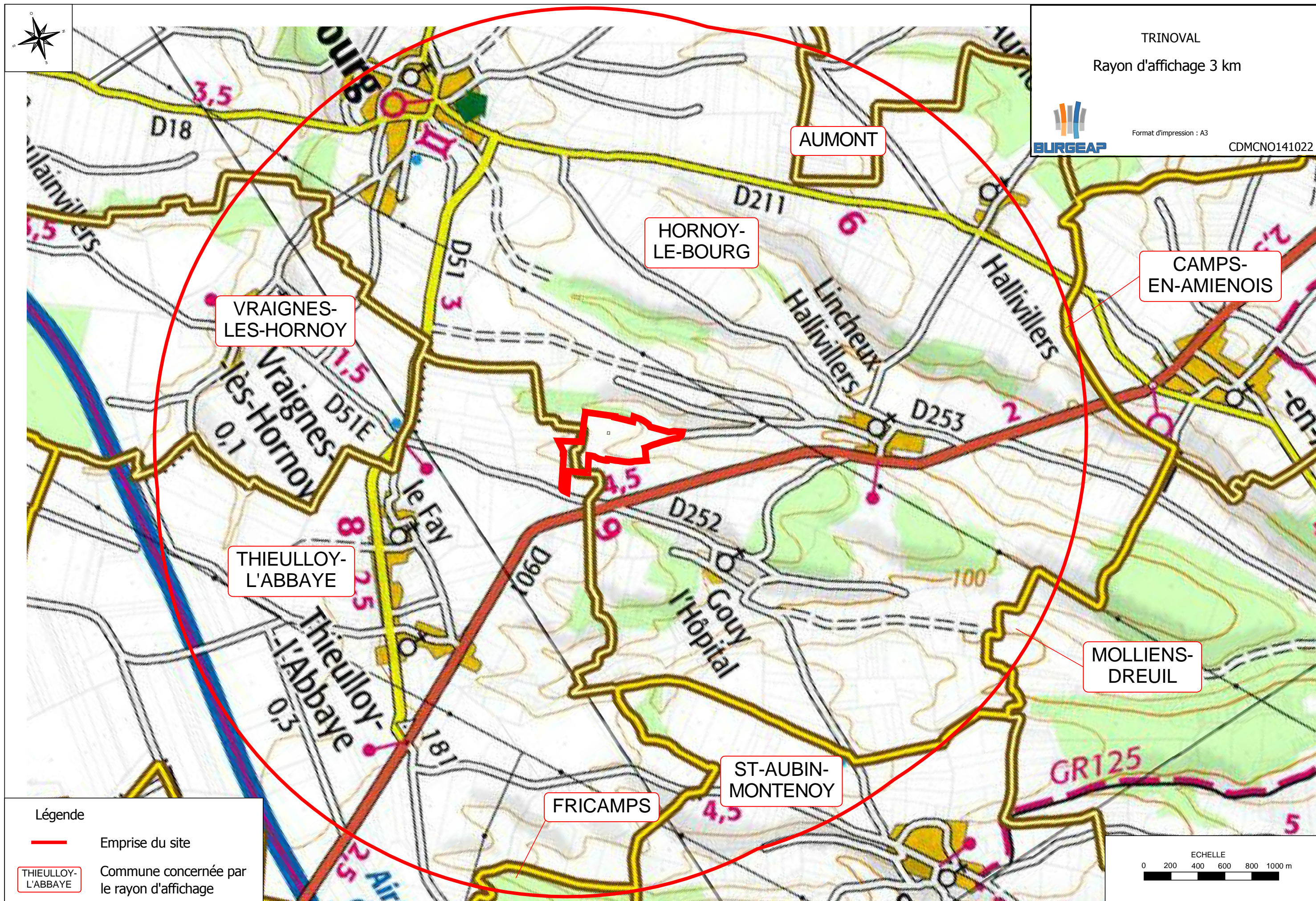
Avec un résultat cumulé de plus de 5,8 millions d'euros au 31/12/2017 et un niveau d'endettement faible, TRINOVAL présente de réelles et solides capacités d'investissement.

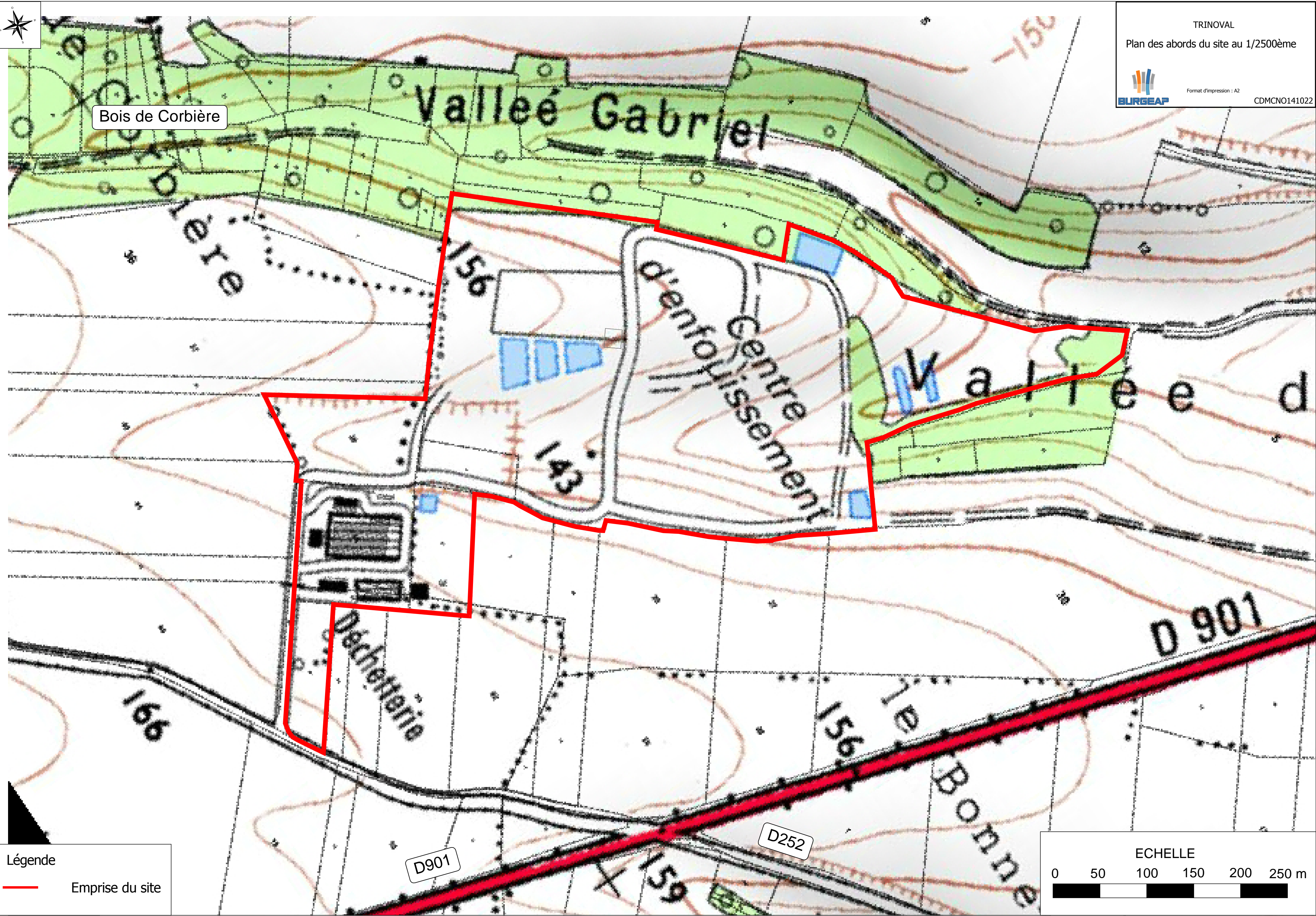
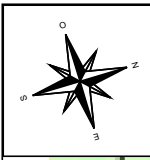
PIÈCE III : Plans réglementaires

- **carte au 1/25 000^{ème}**
- **plan des abords au 1/2 500^{ème}**
- **plan d'ensemble au 1/1 000^{ème}**


Les plans réglementaires joints au présent DDAE sont les suivants :

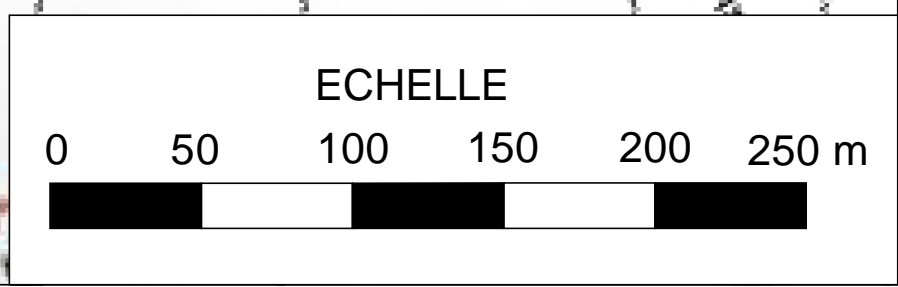
- carte au 1/25 000^{ème} de situation du projet ;
- plan au 1/2 500^{ème} des abords de l'installation ;
- plan d'ensemble et d'aménagement au 1/1 000^{ème}. L'échelle réglementaire de 1/200^{ème} ne permettant pas une impression de la globalité du plan d'exploitation, nous vous demandons de bien vouloir nous accorder l'autorisation de modifier l'échelle de ce plan au 1/1 000^{ème} pour permettre à vos services d'avoir une vue complète du site.

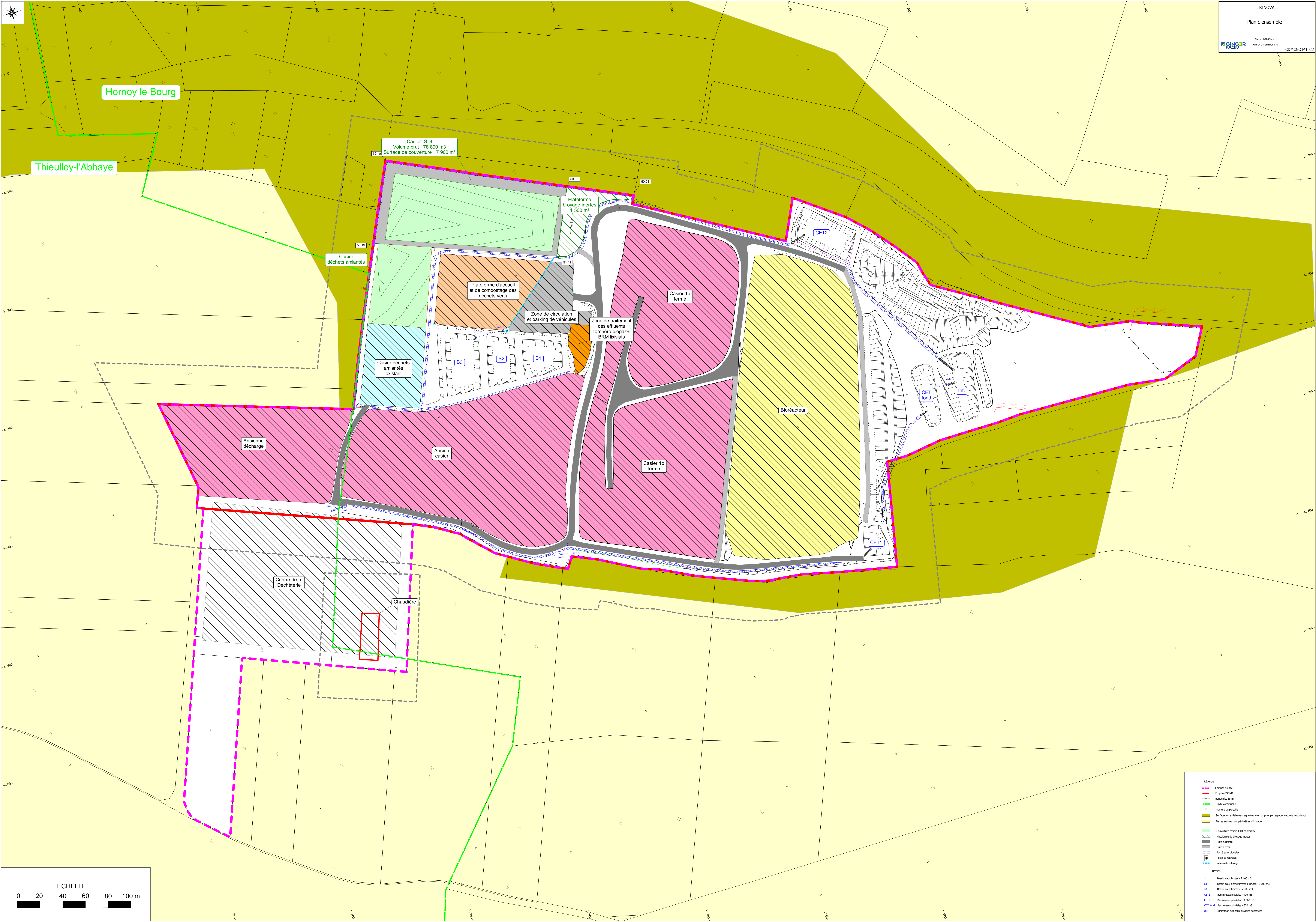




Légende

 Emprise du site





PIÈCE IV : Maîtrise foncière des parcelles du projet

Le site TRINOVAL, situé sur les communes de Thieulloy-l'Abbaye et d'Hornoy le Bourg, est actuellement localisé sur les parcelles cadastrales présentées dans le tableau ci-dessous.

Un plan d'implantation cadastrale du site actuel est joint dans le **Dossier n°7 – Plans**.

Les activités concernées par le projet faisant l'objet du dossier, sont envisagées sur les parcelles cadastrales du site TRINOVAL actuel, qui sont toutes la propriété du Syndicat.

Tableau 5 : Parcelles cadastrales concernées par le projet

Section cadastrale	Propriétaire	Superficie (m²)	Commune	Installations
YXa	TRINOVAL	648	Hornoy le Bourg	Casier 1
YX4z	TRINOVAL	4 491	Hornoy le Bourg	Casier 1
YX3a	TRINOVAL	110 927	Hornoy le Bourg	Casiers 1 et 2
YX3c	TRINOVAL	19 670	Hornoy le Bourg	Casiers 1 et 2
YX3d	TRINOVAL	23 973	Hornoy le Bourg	Casiers 1 et 2
YX3e	TRINOVAL	8 635	Hornoy le Bourg	Casiers 1 et 2
YX3f	TRINOVAL	1 887	Hornoy le Bourg	Casiers 1 et 2
YX3g	TRINOVAL	3 877	Hornoy le Bourg	Casiers 1 et 2
YX3h	TRINOVAL	1 460	Hornoy le Bourg	Casiers 1 et 2
YX3i	TRINOVAL	330	Hornoy le Bourg	Casiers 1 et 2
YX3z	TRINOVAL	12 047	Hornoy le Bourg	Casiers 1 et 2
YX3b	TRINOVAL	42 359	Hornoy le Bourg	Plateforme de compostage et casier amiante
ZH39	TRINOVAL	13 504	Thieulloy l'Abbaye	Ancienne décharge
ZH56 (en partie)	TRINOVAL	75	Thieulloy l'Abbaye	Chaudière et unité de valorisation
YX 17 (en partie)	TRINOVAL	300	Thieulloy l'Abbaye	Chaudière et unité de valorisation

Remarque : La présente demande d'autorisation ne concerne pas l'emprise du centre de tri et de la déchetterie (parcelle ZH54, Zh55, ZH56 en partie, ZH47, YX17 en partie) qui font l'objet d'un arrêté préfectoral d'autorisation indépendant en date du 20 novembre 1995.

Ces parcelles hors site sont néanmoins concernées par la zone de servitudes des 200 m (se reporter en Partie V du présent document)

Les installations de valorisation du biogaz rattachées à l'installation de l'ISDND sont situées sur les parcelles ZH56 et YX17, localisées sur les anciennes parcelles AB49 et AB72 mentionnées par l'arrêté préfectoral du 20 novembre 1995.

PIÈCE V : Maîtrise foncière dans la bande des 200 m

TRINOVAL

Site de THIEULLOY-L'ABBAYE (80)

Dossier de Demande d'Autorisation d'Exploiter (DDAE)

Dossier n°1 : Pièces administratives

Pièce n°V : Maitrise foncière dans la bande des 200 m - Dossier de
Servitudes d'Utilité Publique

Rapport

Réf : CDMCN141022 / RDMCNO00918-03

AVO / KE / AC

13/12/2019










TRINOVAL

Site de THIEULLOY-L'ABBAYE (80)

Dossier de Demande d'Autorisation d'Exploiter (DDAE)

Dossier n°1 : Pièces administratives

Pièce n°V : Maitrise foncière dans la bande des 200 m

Objet de l'indice	Date	Indice	Rédaction		Vérification		Validation	
			Nom	Signature	Nom	Signature	Nom	Signature
Rapport initial	05/11/15	01	A.VOGT		K.ESCANDE		A.CHEREL	
Modifications suite relecture DREAL	01/12/17	02	A.VOGT		K.ESCANDE		A.CHEREL	
Corrections	13/12/19	03	S.HAMADANI					

Numéro de contrat / de rapport :	Réf : CDMCN141022 / RDMCNO00918-03
Numéro d'affaire :	A23381
Domaine technique :	SD03
Mots clé du thésaurus	DDAE DECHETS ISDND ISDI

BURGEAP AGENCE NORD-OUEST

5, chemin des Filatiers

62 223 SAINTE CATHERINE LES ARRAS

Téléphone : 33(0)3.21.24.38.00 Télécopie : 33(0)3.21.24.38.09

agence.arras@burgeap.fr

Réf : CDMCN141022 / RDMCNO00918-03	
AVO / KE / AC	
13/12/2019	Page 2/22

SOMMAIRE

1.	Notice de présentation	5
1.1	Rappel du contexte	5
1.2	Objet de la demande.....	6
1.3	Situation du projet.....	6
1.4	Règlement d'urbanisme.....	8
1.5	Description sommaire du projet	10
2.	Zonage et nature des terrains dans la zone de servitudes	11
3.	Evaluation des impacts du projet sur la zone de servitudes	12
3.1	Au regard de la compatibilité des activités environnantes	12
3.2	Au regard des nuisances susceptibles d'être générées par les activités du projet sur les activités environnantes	14
3.2.1	Impact sur le milieu humain	14
3.2.2	Impact sur les sols.....	14
3.2.3	Impact sur les eaux souterraines	14
3.2.4	Impacts sur la santé, l'air et les odeurs.....	15
3.2.5	Impacts sur le niveau sonore et vibrations	15
3.2.6	Impact lié aux émissions lumineuses	16
3.2.7	Risque incendie	16
4.	Périmètre concerné et énoncé des règles envisagées	17
4.1	Procédure et références réglementaires	17
4.2	Périmètre concerné par les servitudes	17
4.3	Enoncé des règles envisagées dans le cadre de la constitution des servitudes	20
4.4	Durée d'institution des servitudes.....	20
4.5	Indemnités.....	20

ANNEXES

Annexe 1. Plan parcellaire des zones concernées par le projet et la demande de Servitudes d'Utilité Publique	22
--	----

FIGURES

Figure 1 : Localisation du site (source : Géoportail)	7
Figure 2 : Cadastre du site de TRINOVAL (Source : Géoportail)	9
Figure 3 : Vue de l'occupation du site et de ses environs (Source : Géoportail)	12

TABLEAUX

Tableau 1 : Situation administrative du site projeté	6
Tableau 2 : Descriptif des terrains dans les rayons de 35 m et de 200 m autour du site	11
Tableau 3 : Parcelles implantées dans un rayon de 200 m en pourtour de l'ISDND projetée	18

1. Notice de présentation

1.1 Rappel du contexte

Le SMIRTOM Picardie Ouest, aujourd'hui TRINOVAL, exploite depuis 1982 un site de stockage de déchets non dangereux sur les communes de Thieulloy-l'Abbaye et d'Hornoy le Bourg (80).

Les activités actuellement présentes sur le site sont les suivantes :

- un stockage d'amiante lié ;
- une plateforme de tri et de valorisation des déchets verts ;
- un stockage de déchets non dangereux équipé d'un système de traitement des lixiviats et de valorisation in situ du biogaz.

Ces activités relèvent de la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement. Actuellement, le site est autorisé à exploiter ces installations par l'arrêté préfectoral du 11 juin 2001 complété le 10 décembre 2013.

Afin d'optimiser et de pérenniser l'exploitation, TRINOVAL souhaite faire évoluer son site de Thieulloy l'Abbaye. Dans ce cadre, une demande d'autorisation a été soumise à la Préfecture en décembre 2014 pour la gestion de l'installation de stockage de déchets non dangereux en mode **bioréacteur**.

TRINOVAL souhaite également développer les installations suivantes :

- l'augmentation du tonnage de l'installation de **stockage de déchets non dangereux** ;
- une plateforme de valorisation des **déchets inertes** (plateforme de valorisation et casier de stockage)
- un nouveau casier amiante ;
- l'évolution des modalités d'exploitation de l'ISDND vers une **exploitation en mode bioréacteur**. Dans ce cadre, une demande d'autorisation a déjà été soumise à la Préfecture en décembre 2014 et complétée en juin 2015 pour l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux en mode **bioréacteur**. Les éléments de cette demande sont intégrés dans le présent DDAE.

L'aménagement d'une plateforme de valorisation des **déchets inertes** tels que les gravats, terres et cailloux provenant des usagers et des artisans permettra, une fois ces déchets triés, de revendre la partie valorisable et participer à la préservation de ressource en matériaux minéraux.

Afin de pérenniser l'activité du syndicat dans le secteur géographique, TRINOVAL prévoit également l'augmentation du **tonnage** et la prolongation de la **durée d'autorisation** d'exploiter de son site. En effet, pour améliorer la qualité de service, il est indispensable de poursuivre l'exploitation du site actuel.

Le projet a été élaboré en cohérence avec :

- les objectifs locaux : le programme local de prévention des déchets dans lequel TRINOVAL s'est engagé avec l'ADEME qui a pour objectif de réduire la production d'ordures ménagères et assimilées de 7 % par habitant pour 2016 ;
- les objectifs départementaux : le plan départemental des Déchets Ménagers et Assimilés dont la révision a été approuvée le 20 décembre 2007 qui a notamment pour objectif d'augmenter le taux de valorisation des déchets ;
- les objectifs nationaux et européens : la directive cadre européenne (Directive Cadre Déchets n°2008/98/CE) qui prévoit d'atteindre 70 % de taux de réemploi, recyclage et valorisation matière pour les déchets non dangereux d'ici 2020.

1.2 Objet de la demande

Dans un contexte réglementaire en perpétuelle évolution où la protection de l'environnement et de la santé publique est évidemment très forte, et où la concurrence est relativement importante, TRINOVAL doit évoluer, élargir ses compétences afin d'améliorer la qualité du service et de maintenir la satisfaction des usagers tout en maîtrisant les coûts.

L'évolution des activités projetées par TRINOVAL sur son site de Thieulloy-l'Abbaye permet d'en réduire l'impact environnemental en proposant de nouveaux services et en améliorant ceux existants.

1.3 Situation du projet

Le site d'exploitation de TRINOVAL est implanté sur les communes de Thieulloy-l'Abbaye et d'Hornoy-le-Bourg dans le département de la Somme (80).

L'accès au site s'effectue par le chemin rural n°3, puis par un chemin en béton bitumeux.

Le site s'étend actuellement sur environ 24 ha et concerne les parcelles identifiées dans le tableau ci-après.

Tableau 1 : Situation administrative du site projeté

Région	Picardie
Département	Somme
Commune	Thieulloy-l'Abbaye Hornoy-le-Bourg
Section cadastrale	Thieulloy-l'Abbaye : ZH Hornoy-le-Bourg : YX
N° de parcelles	ZH : 39, 56 (en partie) YX : 3, 4 et 17 (en partie)
Superficie totale (ha)	24

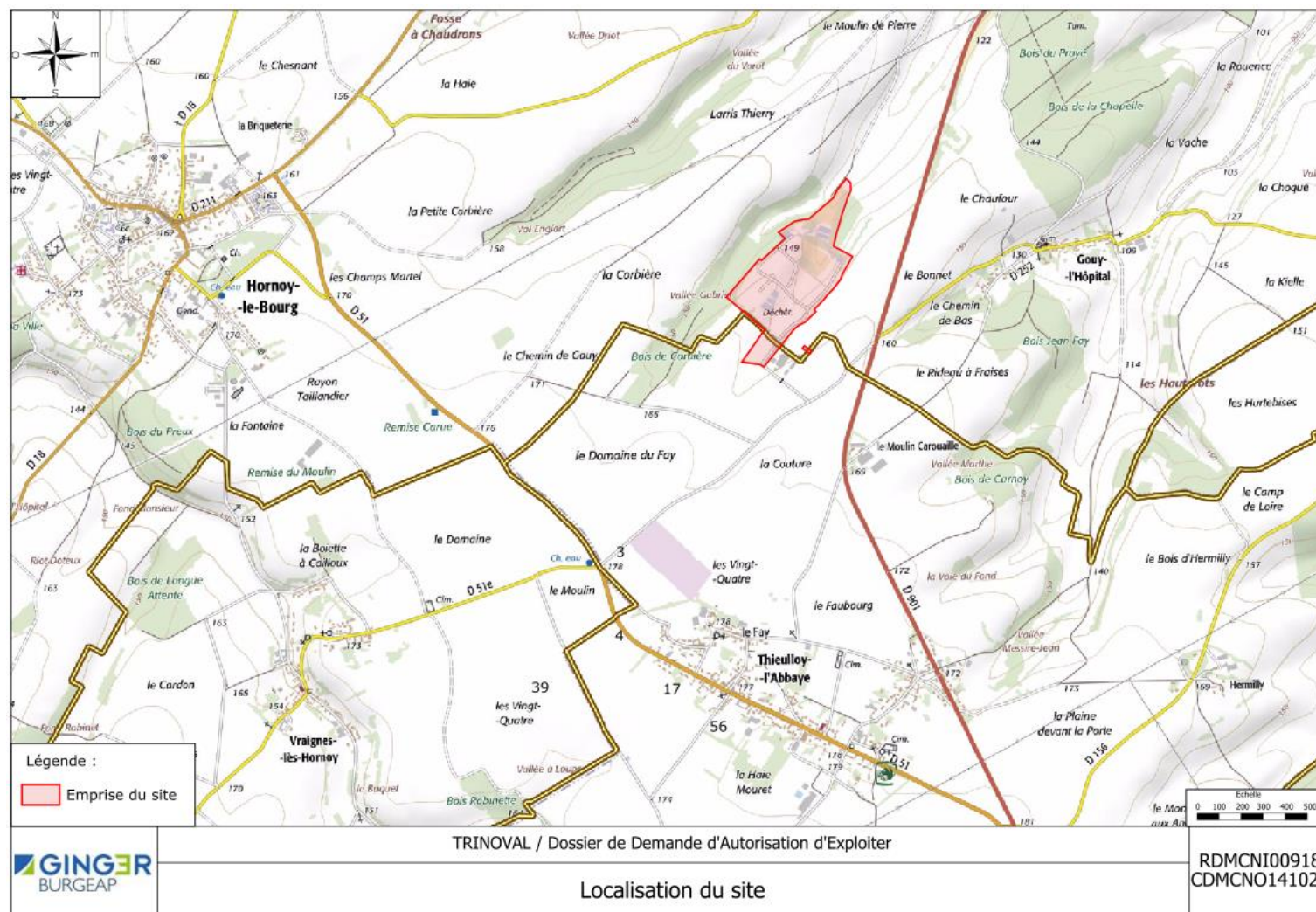


Figure 1 : Localisation du site (source : Géoportail)

Réf : CDMCN141022 / RDMCNO00918-03	
AVO / KE / AC	
13/12/2019	Page 7/22

1.4 Règlement d'urbanisme

Le centre de stockage est situé en zone « NCo » du Plan d'Occupation des Sols (POS) de la commune d'Hornoy-le-Bourg, approuvé le 11 septembre 1989 et révisé le 2 février 2000.

La zone « NCo » autorise uniquement les décharges contrôlées d'ordures ménagères et les constructions et installations directement liées à l'exploitation des décharges d'ordures ménagères.

Ce classement est donc compatible avec le projet.

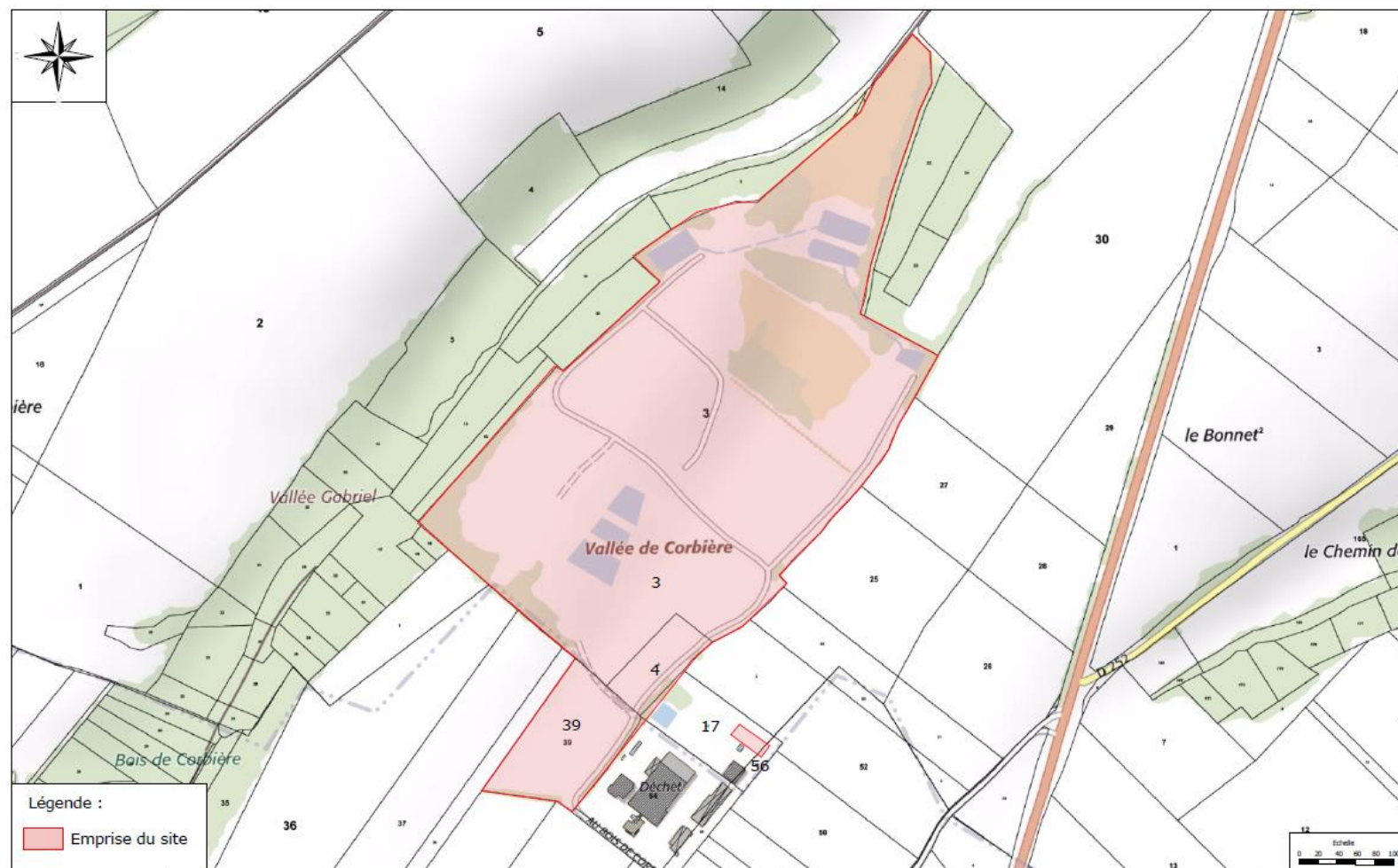


Figure 2 : Cadastre du site de TRINOVAL (Source : Géoportail)

1.5 Description sommaire du projet

Le détail du projet envisagé est présenté dans le **Dossier n°2 – Notice descriptive des installations**.

La surface totale du site restera la même qu'actuellement, soit environ 24 ha.

2. Zonage et nature des terrains dans la zone de servitudes

Les parcelles hors site concernées par la zone de servitudes des 200 m au-delà de la future zone à exploiter de l'ISDND comprennent :

- des parcelles agricoles cultivées ;
- le centre de tri et la déchèterie ;
- des boisements.

De manière à répondre à l'article 7 de l'Arrêté Ministériel du 15 février 2016, en ce qui concerne les garanties d'isolement des tiers dans un rayon de 200 m, il convient de noter l'absence d'habitation dans ce rayon.

Le tableau suivant résume l'utilisation des terrains dans un rayon de 35 m et 200 m autour du projet :

Tableau 2 : Descriptif des terrains dans les rayons de 35 m et de 200 m autour du site

	200 m autour du stockage	35 m autour du site
Bâtiments	Station d'épuration	Centre de tri et déchèterie
Voies ferrées	Non	Non
Voies publiques	Non	Chemin rural n°3
Points d'eau	Non	Non
Canaux	Non	Non
Cours d'eau	Non	Non
Terrains avoisinants	ISDND Parcelles agricoles Zones boisées	Centre de Tri et Déchèterie TRINOVAL Parcelles agricoles Zones boisées
Canalisations	Réseau lixiviats uniquement	Non
Ligne électrique	Non	Oui
Ligne téléphonique	Non	Oui

Les servitudes, si elles sont constituées, concerneront les parcelles situées dans la bande des 200 m non incluses dans l'emprise ICPE du site projeté et seront annexées à la carte communale de Thieulloy-l'Abbaye dans les conditions prévues par les articles L.126-1 et R.123-22 du Code de l'urbanisme.

3. Evaluation des impacts du projet sur la zone de servitudes

L'étude d'impact complète et détaillée du projet sur son environnement est présentée dans le **Dossier n°3 – Etude d'impact**.

3.1 Au regard de la compatibilité des activités environnantes

Le site de TRINOVAL se situe en zone rurale.

L'environnement proche du périmètre d'étude est composé de zones de champs cultivés et de massifs boisés. Les terrains actuels de TRINOVAL sont bordés au nord, au sud et à l'est par des parcelles agricoles cultivées et à l'ouest par des espaces boisés.

Les zones urbanisées les plus proches sont Thieulloy-l'Abbaye à 1,7 km au sud et Hornoy-le-Bourg à environ 2,5 km à l'ouest.

L'occupation des sols est présentée sur l'illustration ci-après.

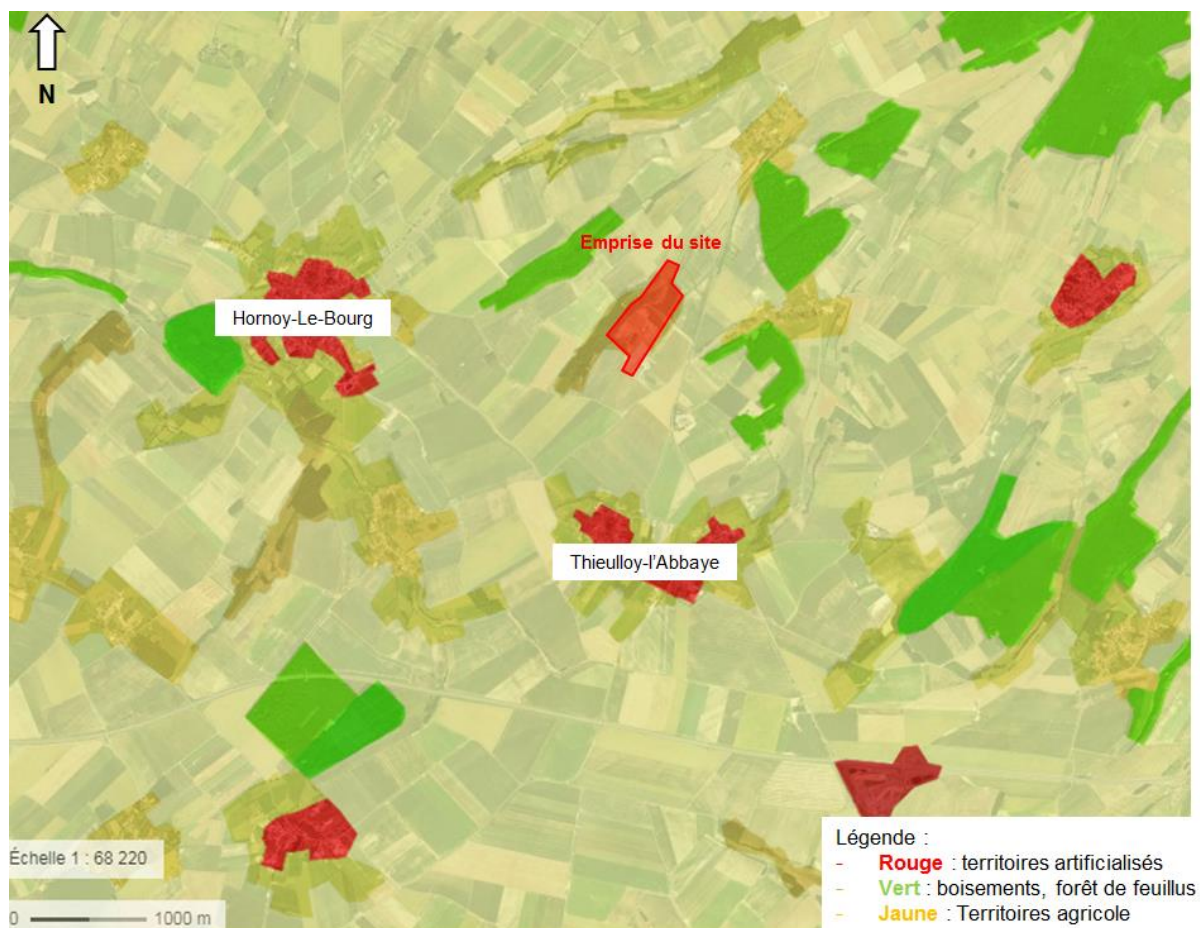


Figure 3 : Vue de l'occupation du site et de ses environs (Source : Géoportail)

Les activités agricoles ne font pas l'objet de pompage d'eau dans les fossés présents en bordure de voirie ou des chemins, ni dans les cours d'eau non pérennes à proximité immédiate du site.

Le site étudié ne se situe pas dans l'emprise d'un périmètre de protection de captage AEP. Aucun forage n'a par ailleurs été recensé dans ce périmètre des 200 m.

Aucun bâtiment à usage d'habitation n'a été recensé dans ce périmètre.

Enfin, on peut noter l'absence de tout vestige, monument classé ou inscrit, ou infrastructures sportives ou touristiques dans le périmètre concerné.

Ainsi, les activités environnantes ne présentent pas d'incompatibilité avec les activités du site en projet.

3.2 Au regard des nuisances susceptibles d'être générées par les activités du projet sur les activités environnantes

3.2.1 Impact sur le milieu humain

Le site d'étude est situé au sein d'espaces agricoles et boisées.

Les premières habitations sont situées à plus de 700 m du site, un établissement recevant du public est situé en limite sud du site. Les communes environnantes sont rurales et l'agriculture représente le premier secteur d'activité dans la zone d'étude.

Les nouvelles activités du site TRINOVAL auront un impact sur le développement économique des communes de Thieulloy-l'Abbaye et d'Hornoy-Le-Bourg.

En effet, l'augmentation de la capacité de stockage de déchets non dangereux, le renforcement et la mise en place de nouvelles activités (valorisation et stockage de déchets inertes) permettra de pérenniser le site et donc l'activité et le personnel pour une quinzaine d'années. Aucune création d'emploi n'est prévue.

3.2.2 Impact sur les sols

Mouvements de terre

Les aménagements liés au projet consisteront à des opérations de déblais/remblais. L'équilibre remblais/déblais sera atteint. Les terres issues de l'excavation des casiers ISDND et ISDI, seront utilisées sur site pour la création de pistes et le recouvrement périodique de l'ISDND.

Casier ISDND

Le complexe d'étanchéité mis en place (barrières passive et active), couplé à un système de collecte des lixiviats, réduit au minimum tout risque d'infiltration de lixiviats vers les sols lié à l'exploitation de l'**ISDND**. L'exploitation en mode bioréacteur réduit de plus l'apport des eaux météoriques dans le flux de lixiviats, ce qui assure le fonctionnement du système de gestion des lixiviats vis-à-vis de son dimensionnement.

Les consignes et procédures en cas d'incendie dans les casiers permettent également de limiter les risques de transfert de lixiviats lié à un potentiel endommagement du dispositif d'étanchéité.

Afin de ne pas modifier de façon importante les écoulements superficiels et l'érosion des sols consécutifs, un réseau de collecte des eaux de ruissellement sera mis en place dès le début des travaux.

Ainsi, les impacts liés aux mouvements de terres et ceux liés à l'exploitation du projet sur la qualité des sols, seront maîtrisés.

3.2.3 Impact sur les eaux souterraines

3.2.3.1 Impacts des zones de stockage et de valorisation de déchets inertes

Les activités du site ne présentent aucun risque compte tenu de la nature inerte des déchets stockés.

En effet, les déchets inertes ne se décomposent pas, ne brûlent pas et ne produisent aucune réaction physique ou chimique. Ils ne sont pas biodégradables et ne se détériorent pas au contact d'autres matières d'une manière susceptible d'entraîner une pollution de l'environnement ou de nuire à la santé humaine. Le stockage de ces déchets n'engendrera pas de pollutions des eaux souterraines.

Les activités de traitement physique des déchets inertes mettent en jeu du matériel mobile de concassage et de criblage. Les opérations seront menées sur une plateforme bétonnée isolant le sol sous-jacent des risques de fuite d'huile ou de carburant.

Par ailleurs, aucun usage sensible n'a été relevé en aval du site, le captage le plus proche étant celui de Molliens-Dreuil situé à 7 km.

*Compte tenu de la faible profondeur des terrassements, et de l'étanchéité prévue des zones de valorisation, **aucun impact** sur les eaux souterraines n'est attendu pour ces installations.*

3.2.3.2 Impacts de la gestion de l'ISDND en mode bioréacteur

L'impact potentiel de cette évolution du site sur les eaux souterraines est lié à l'infiltration des lixiviats, et à la contamination de la nappe d'eaux souterraines. Un tel phénomène apparaît comme improbable étant donné les mesures mises en œuvre : le confinement des lixiviats est assuré par l'étanchéité de l'ISDND conformément à la réglementation en vigueur.

En effet, la structure multicouche sous-jacente sera constituée d'une barrière dite passive et d'une barrière dite active.

L'exploitation du casier 2 en mode bioréacteur ne présente aucun impact potentiel supplémentaire vis-à-vis d'une exploitation classique, telle qu'autorisée par l'arrêté préfectoral en vigueur.

*La mise en place des barrières d'étanchéité et des rétentions sur les différents aménagements et équipements des activités projetées permet d'assurer **un impact potentiel limité du projet sur les eaux souterraines, et aucun impact supplémentaire vis-à-vis des installations autorisées.***

3.2.4 Impacts sur la santé, l'air et les odeurs

Dans le cadre de l'établissement du DDAE, les risques sanitaires liés aux rejets atmosphériques ont été évalués au travers de l'étude santé (**Dossier n°4- Volet sanitaire**). Les évaluations suivantes ont été menées :

- Évaluation des émissions de l'installation ;
- Évaluation des enjeux et des voies d'exposition ;
- Évaluation de l'état des milieux ;
- Évaluation prospective des risques sanitaires liés au site.

Une campagne de mesure de la qualité de l'air a pour cela été réalisée.

Cette étude a permis d'apporter des éléments d'appréciation pour la gestion des émissions de l'installation classée et de son impact sur l'environnement.

L'interprétation de l'état de milieux montre qu'en l'état actuel de fonctionnement de l'installation, **l'état des milieux est compatible avec les usages.**

Dans les conditions d'études retenues et en l'état actuel des connaissances scientifiques, le risque sanitaire lié à l'inhalation des polluants atmosphériques potentiellement émis par le site TRINOVAL, dans ses configurations actuelle et future, est non significatif.

3.2.5 Impacts sur le niveau sonore et vibrations

Par rapport aux installations actuellement autorisées, les nouvelles installations mises en place n'entraîneront des nuisances supplémentaires qu'à l'occasion des campagnes de traitement mécanique des déchets inertes

en vue de leur valorisation. Ces impacts restent limités dans le temps : faible fréquence (moins d'une campagne par mois).

Aucun impact supplémentaire concernant le bruit et les vibrations n'est à prévoir.

3.2.6 Impact lié aux émissions lumineuses

Comme actuellement, les horaires d'ouverture du site limiteront l'usage d'éclairage artificiel à la période hivernale.

Compte tenu de l'éloignement des premières habitations, du dénivelé naturel du site et de la présence de végétations entourant le site, les projecteurs et phares des véhicules ne pourront pas être perceptibles et ne sont pas de nature à provoquer une gêne pour les habitations.

De plus, l'ensemble des éclairages sera éteint en dehors des périodes d'exploitation. Seuls les éclairages de sécurité seront maintenus sur le site.

Le nouveau projet d'aménagement n'aura pas d'effet supplémentaire sur l'ambiance lumineuse par rapport à l'état initial.

3.2.7 Risque incendie

L'étude de danger réalisée dans le cadre du projet (voir **Dossier n°5 - Etude de Danger**), a mis en évidence que le risque d'incendie interne faisait partie des risques prépondérants pour les activités de TRINOVAL.

Les nombreuses mesures de prévention mises en place permettront de maîtriser les potentiels de dangers identifiés et de réduire la probabilité de ce risque.

Cependant, il reste envisageable qu'un incendie se déclare malgré toutes les précautions qui seront prises. La détection rapide d'un sinistre ainsi que les moyens et méthodes d'intervention proposées permettront de limiter sa durée, son extension et de réduire l'impact sur le milieu extérieur au site. Toutefois, aucune habitation n'étant implantée dans le périmètre de 200 m autour de la zone à exploiter, les risques pour la population demeurent faibles.

Les activités existantes dans le périmètre de 200 mètres, objet de la présente demande, ne sont pas de nature à être modifiées par l'institution des règles intérieures de fonctionnement.

De plus, les équipements de détection et moyens mis en place pour prévenir ou combattre un éventuel incendie, ne sont pas de nature à perturber les activités existantes autour du site dans le périmètre concerné.

4. Périmètre concerné et énoncé des règles envisagées

4.1 Procédure et références réglementaires

La procédure relative à l'institution de Servitudes d'Utilité Publique (SUP) est définie par les articles R.515-24 à R.515-31 de la partie réglementaire du Code de l'Environnement.

Cette demande est fondée selon les dispositions de l'article L.515-12 du Code de l'Environnement modifié par l'article 149 de la Loi n°2002-276 relative à la démocratie de proximité, en date du 27 février 2002.

Les servitudes, si elles sont constituées, seront annexées au document d'urbanisme de la commune de Thieulloy l'Abbaye dans les conditions prévues par les articles L.126-1 et R.123-22 du Code de l'urbanisme.

4.2 Périmètre concerné par les servitudes

Le périmètre concerné par les servitudes concerne une bande foncière de 200 mètres autour de la zone de stockage des déchets non dangereux qui a été délimitée à partir de la crête de digue des casiers.

L'ensemble des parcelles concernées par cette bande des 200 m, figurent sur le plan en **Annexe 1** et sont répertoriées dans le **Tableau 3** ci-après.

Tableau 3 : Parcelles implantées dans un rayon de 200 m en pourtour de l'ISDND projetée

Parcelle	Surface concernée par bande 200 m hors site ICPE (m²)	Surface totale (m²)	Propriétaire
XL1	8 744	9 272	Mr Lamory
ZH36	25 923	61 813	Mr Lamory
ZH37	22 019	31 054	Mr Lamory
ZH38	6 444	8 732	Mr Lamory
ZH 40	14 606	23 422	Mr Barbier
ZH 41	19 799	33 912	Mr Buchard
ZH 42	4 279	8 478	Mme Hesse
ZH 44	7 903	29 637	Mme Hesse
ZH 48	1 108	3 034	Mr Tetu
ZH 49	2 132	6 349	Mr Tetu
ZH 50	4 362	14 434	Mmes Saillofest et de Visne
ZH 52	7 325	16 059	Mr Portalis
ZH 53	1 365	1 470	Indivision Duboëlle
XL 2	9 422	9 422	Mr Portalis
XL 21	960	6 142	Duboelle/Marie-Jeanne Blanche Brigitte
XL 22	6 752	6 752	
YX 25	20 300	20 300	Indivision Duboëlle
YX 26	4 559	20 473	Indivision Duboëlle
YX 27	15 842	15 842	Mme Baronchelli épouse Duboëlle
YX 28	4 313	13 490	Mme Baronchelli épouse Duboëlle
YX 29	2 426	16 818	Mmes Saillofest et de Visme
YX 30	27 705	77 877	Mmes Saillofest et de Visme
YX 5	10 225	120 222	Mr Fertel
YX 22	4 068	9 540	Commune d'hornoy le bourg
YX 23	2 600	2 600	Indivision Despots-Brouard
YX 24	1 871	5 140	Mme Duchaussoy
YX 1	5 566	5 710	Mr Fertel
YX 20	5 550	5 550	Mr Fertel
YX 21	8 340	8 340	Mr Fertel
YX 18	6 843	7 750	Mr Hesse
YX 19	2 501	2 710	Mr Hesse
YW 12	14 375	57 937	Mr Denoyelle
YW 14	9 643	16 226	Mmes Saillofest et de Visne
YW 2	5 230	131 248	Mr Lejeune
YW 3	14 838	15 280	Mr Buchard
YW 4	8 780	11 499	Commune d'hornoy le bourg
YW 5	2 280	78 279	Mme Guillemain
YW 15	1 145	4 930	Mrs Canalpe
YX 17	7 835	7 835	TRINOVAL
YW 18	427	620	Mme Hesse
YW 19	372	620	Mme Macret-Guilbert
YW 21	58	930	Mr Thuillier

Bien que disposant de la maîtrise foncière d'une partie des parcelles concernées, TRINOVAL fait porter la demande de servitudes sur l'ensemble des parcelles concernées par la bande des 200 mètres.

En application de l'article L512-12 et 515-9 du Code de l'Environnement, le syndicat TRINOVAL demande l'institution de servitudes d'utilité publique (SUP).

Cette demande est faite en parallèle de la procédure au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

Les enquêtes publiques de ces deux procédures seront concomitantes.

4.3 Enoncé des règles envisagées dans le cadre de la constitution des servitudes

Les servitudes d'utilité publique objet de la présente demande d'institution porteront sur les critères définis ci-après :

- **interdiction du droit d'implanter des constructions à usage d'habitation** et d'aménager des terrains de camping, de stationnement de caravanes, mobil-homes et camping-cars,
- **subordination des conditions d'utilisation du sol et du sous-sol** (forages, drainages...) à l'absence d'utilisation humaine ou animale des eaux prélevées ;
- **subordination des modifications de l'état du sol et du sous-sol** (retenues d'eau, carrières...) au respect des prescriptions tendant à assurer la protection du site d'exploitation ;
- **limitation des ouvrages et constructions** à un usage autre que celui d'habitation, les bâtiments d'élevage devant être soumis à des prescriptions préfectorales propres permettant d'assurer leur protection et celle de l'environnement ;
- tout stockage de produits explosifs ou inflammables sera interdit,
- tout comblement sans dérivation des fossés ou ruisseaux temporaires recevant les différents rejets du site sera interdit,
- devront être soumis à étude d'impact préalable les ouvrages ou travaux suivants compris dans la bande des 200 mètres :
 - création de captages d'eau, de puits ou de forages ;
 - création de carrières ou galeries souterraines ;
 - travaux de drainage en profondeur affectant les écoulements d'eau souterrains,
 - dérivation des fossés ou ruisseaux temporaires recevant les différents rejets du site, ou captage d'eau pour un usage quelconque dans ces fossés ou ruisseaux temporaires.
- l'accès aux parcelles sera rendu possible pour permettre la surveillance et l'entretien du site.

4.4 Durée d'institution des servitudes

Les servitudes d'utilité publique, objet de la présente demande, devront être instituées jusqu'à la fin de la période de post-exploitation de l'ISDND, soit 30 ans après la fermeture du site.

La date d'échéance des servitudes est donc envisagée au 31 décembre de l'année 2061, pour une exploitation du casier de 2016 à 2031.

Dans l'hypothèse où les déchets seraient retirés de la zone de stockage, les servitudes cesseront de produire leur effet.

4.5 Indemnités

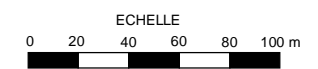
Conformément aux dispositions de l'article L.515-12 du Code de l'Environnement, ces servitudes pourront être indemnisées à l'amiable dans les conditions prévues par l'article L.515-11 du même code, dès lors que leur institution entraînera un préjudice direct, matériel et certain aux propriétaires, aux titulaires de droits réels ou à leurs ayants droits.

ANNEXES

Annexe 1.

Plan parcellaire des zones concernées par le projet et la demande de Servitudes d'Utilité Publique

Cette annexe contient 1 page.



PIÈCE VI : Nature et volumes des activités, classement ICPE des installations et conformité réglementaire

1. Présentation du site concerné par le présent DDAE

Les activités et installations actuelles et futures présentes sur le site TRINOVAL de Thieulloy-L'Abbaye sont soumises au régime des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (régime décrit dans le tableau en pages suivantes).

1.1 Localisation géographique

Le site d'exploitation de TRINOVAL est implanté sur les communes de Thieulloy-L'Abbaye et d'Hornoy-le-Bourg dans le département de la Somme (80). L'accès au site s'effectue par le chemin rural n°3, puis par un chemin en béton bitumeux.

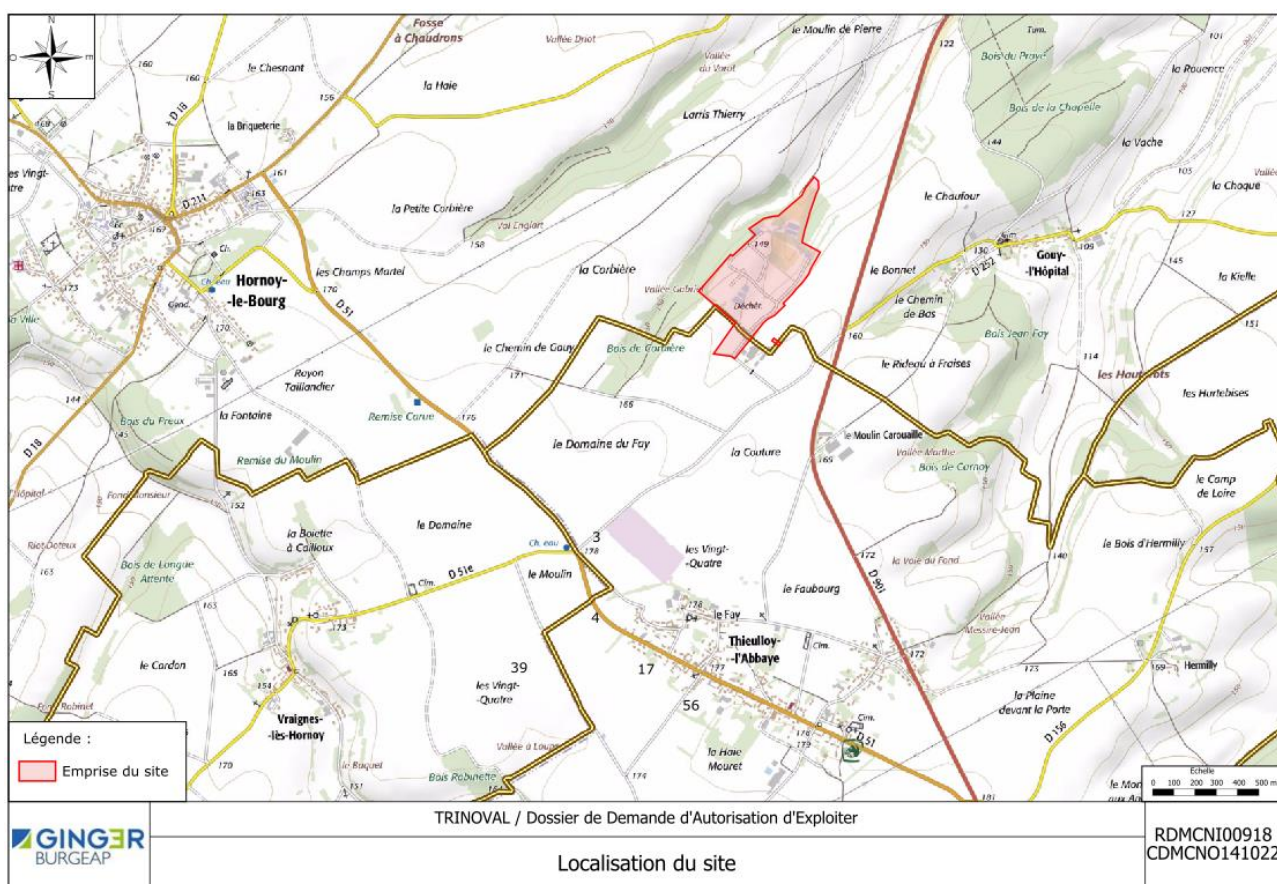


Figure 5 : Localisation du site (source : Géoportail)

Le site s'étend actuellement sur environ 24 ha.

1.2 Fonctionnement du site et activités actuelles de gestion des déchets

Le site fonctionne du lundi au jeudi, de 8 h à 17 h et le vendredi de 8 h à 16 h toute l'année.

Les installations du site, présentées sur la figure ci-dessous, sont composées de :

- une plateforme de compostage de déchets verts ;
- un casier amiante lié ;
- une zone de stockage provisoire de déchets inertes (réutilisés sur site) ;
- 3 bassins de collecte des eaux pluviales et un bassin d'infiltration ;
- des bassins de rétention des lixiviats ;
- une installation de stockage de déchets non dangereux comprenant :
 - un ancien casier ;
 - le casier 1a fermé ;
 - le casier 1b en cours d'exploitation ;
 - le casier 2 en projet ;
 - de zones techniques de traitement et de valorisation des effluents liquides et gazeux.

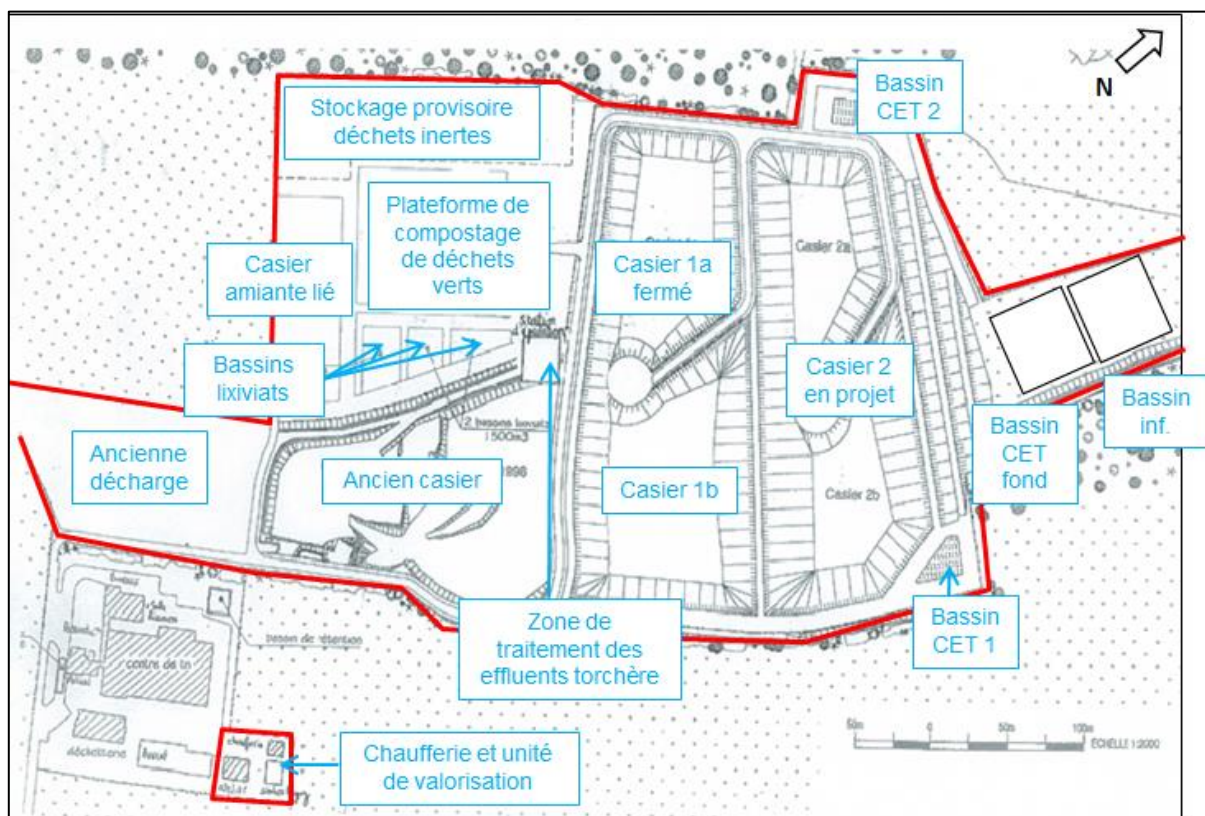


Figure 6 : Plan des installations du site

Les capacités actuelles des installations de TRINOVAL sont présentées dans le tableau suivant.

Tableau 6 : Capacités actuelles de stockage

Type de déchets	Flux annuels (moyenne 2010 à 2013)	Volumes annuels autorisés par arrêté préfectoral
Déchets non dangereux	28 743 t/an Dont déchets amiantés 19t/an	30 000 t/an
Bois	2 183 t/an	-
Déchets verts	3 395 t/an	-
Gravats inertes	3 115 T/an	-

Le détail des installations actuellement présentes sur le site est présenté dans le **Dossier n°2 – Notice descriptive des installations.**

Une station de traitement des lixiviats est également présente sur le site, et exploitée par OVIVE ; le périmètre de l'installation modifiée ne comprend pas la STEP.

2. Modifications induites par le projet sur le classement ICPE et Loi sur l'eau du site

2.1 Présentation du projet

Le projet d'évolution des installations de TRINOVAL comprend :

- l'aménagement du casier 2 pour une exploitation en mode bioréacteur, et la modification des modalités de couverture finale des casiers 1 et 2, avec une rehausse du dôme final ;
- l'augmentation de la capacité de stockage du casier 2 et du volume d'activité de l'ISDND ;
- la création d'un nouveau casier amiante dans le prolongement du précédent ;
- l'adaptation des activités existantes : aménagement d'une plateforme de valorisation et d'un casier de stockage des déchets inertes.

Le reste des installations ne sera pas modifié.

Le détail des évolutions des installations de TRINOVAL est présenté dans le **Dossier n°2 – Notice descriptive des installations.**

Ces différentes modifications engendrent certaines évolutions dans le classement ICPE des installations du site.

2.2 Classement ICPE du site et du projet

Le site TRINOVAL de Thieulloy-l'Abbaye est actuellement soumis aux prescriptions des arrêtés préfectoraux suivants :

- arrêté préfectoral du 11 Juin 2001 autorisant le SMIRTOM des Quatre Cantons à exploiter l'extension du centre de stockage susvisé de déchets ménagers et assimilés ou de déchets ultimes provenant de déchets ménagers et assimilés, une plateforme de déchets verts et un centre de stockage de déchets d'amiante ciment ;
- arrêté complémentaire du 9 Décembre 2009 délivré au SMITOP modifiant certaines dispositions de l'arrêté préfectoral du 11 Juin 2001 et du 9 Novembre 2001 ;
- arrêté du 6 Avril 2010 délivré au SMIRTOM Picardie Ouest l'autorisant à se substituer au SMITOP en validant le changement d'exploitant et la modification de l'arrêté du 11 Juin 2001 et de tous arrêtés complémentaires s'y rattachant pour son site ;
- arrêté préfectoral du 10 décembre 2013 délivré au SMIRTOM Picardie Ouest pour la mise en œuvre d'une installation de valorisation de biogaz.

En complément de ces activités, dont certaines vont évoluer, le projet comprend la création d'une plateforme de déchets inertes.

Les activités, objet du présent dossier de demande d'autorisation d'exploiter, relèvent donc de la Nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

Les tableaux ci-après présentent le classement ICPE du site actuel ainsi que le nouveau classement ICPE induit par le projet d'évolution du site TRINOVAL.

Ce classement a été établi avec la nomenclature des ICPE – version avril 2017. Les abréviations utilisées dans le tableau sont les suivantes :

- A-X : Autorisation et rayon d'affichage en kilomètres ;
- E : Enregistrement ;

- D : Déclaration ;
- DC : Déclaration avec contrôle périodique ;
- S : Servitude d'utilité publique ;
- NC : Non Classé.

Tableau 7 : Classement ICPE du site actuel et volume des activités

rubrique ICPE	Intitulé de la rubrique	Volume des activités	Classement
1432.2	Stockage en réservoir manufacturé de liquides inflammables. Le stockage de liquides inflammables représentant une capacité équivalente totale inférieure à 10 m ³	Cuve à fioul de 3 m ³ : capacité équivalente de 0,6 m ³	NC
1435	Station-service : Installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. La quantité annuelle de carburant étant inférieure à 100 m ³	Installation de remplissage des réservoirs des engins : 8 m ³ /an	NC
2515	Broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, nettoyage tamisage, mélange de pierres, de cailloux de minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes	Installation mobile	NC
2714.1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m ³	Stockage de déchets de bois : volume autorisé de 4 500 m ³	A-1
2760.2	Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 2720 et celles relevant des dispositions de l'article L.541-30-1 du Code de l'Environnement Installation de stockage de déchets non dangereux	Centre de stockage de déchets non dangereux : volume autorisé de 30 000 T	A-1
2780	Installation de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale Compostage de matière végétale ou déchets végétaux, d'effluents d'élevage, de matières stercoraires La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 3 t/j et inférieure à 30 t	Plateforme de compostage : volume autorisé inférieur à 30 T/j	D
2791	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. La quantité de déchets traités étant : supérieure ou égale à 10 T/j	Installation de broyage de déchets de bois : volume autorisé 187 T/j	A-2
2921.2	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installation de) : La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3000 KW	Evaporateur : puissance thermique autorisée 1400 KW	DC
2910-B	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b (v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est :	Installation de combustion de biogaz produit par l'installation : 1750 kW	A
3540	Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 2720 et 2760-3 et celles relevant des dispositions de l'article L. 541-30-1 du code de l'environnement, recevant plus de 10 tonnes de déchets par jour ou d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes	Volume total : 600 000 m ³ Volume annuel maximal autorisé : 30 000 T	A-3

Suite à la transposition de la directive IED dans le droit français, notamment au niveau de la nomenclature des ICPE, le site est soumis à autorisation (rayon d'affichage de **3 km**) sous la rubrique ICPE n°3540 « Installations de stockage de déchets d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes ».

A noter que l'activité de l'unité mobile de valorisation des matériaux n'est pas classée par la réglementation ICPE car cette unité mobile sera prise en charge par le prestataire IKOS et ne sera donc pas incluse dans les installations du site de TRINOVAL.

Elle ne fait en effet pas partie du périmètre ICPE du site.

Le classement ICPE du site projeté a été actualisé, et rappelé dans le tableau suivant. Les rubriques suivantes ont été ajoutées :

- n°2510-3 : concernant les affouillements de sol, régime de l'autorisation,
- n°2515-1 : installation de broyage, régime de l'enregistrement,
- n°2517 : installation de transit, non classée,
- n°2760-2 : concernant le stockage d'amiante, régime d'autorisation.

Le classement ICPE des nouvelles activités est présenté dans le tableau suivant :

Tableau 8 : Classement ICPE du projet

rubrique ICPE	Intitulé de la rubrique	Volume des activités	Classement
1436	Liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C (1), à l'exception des boissons alcoolisées (stockage ou emploi de). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines étant : 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t	Réservoir de 20 000 L, double paroi (9 000 L GO+5 500 L de GNR+ 5 500 L ADBLUE) Calcul capacité équivalente totale : Gazole et GNR catégorie C 9000+5500 = 14500L 14500/5 (car double paroi) = 2900L Cuve mobile sur casier de 2500L C équivalente totale = (2900+2500)/5 = 1080L soit 1 m3 Densité de 845Kg/m3 donc <1Tonne	NC
1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. La quantité annuelle de carburant distribuée étant inférieure à 100 m³	Gazole = 265 m3 GNR = 22 m3 GNR ISDND = 44 m3 C équiv totale = (265+22+44)/5 = 66 m3/an	NC
2714.1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m³	Stockage de déchets de bois : volume autorisé de 4 500 m³	A-1
2780	Installation de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale Compostage de matière végétale ou déchets végétaux, d'effluents d'élevage, de matières stercoraires La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 3 t/j et inférieure à 30 t	Plateforme de compostage : volume autorisé inférieur à 30 T/j	D
2921.2	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installation de) : La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3000 KW	Evaporateur : puissance thermique autorisée 1400 KW	DC
2760.2	Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 2720 et celles relevant des dispositions de l'article L.541-30-1 du Code de l'Environnement Installation de stockage de déchets non dangereux	Centre de stockage de déchets non dangereux : volume autorisé de 30 000 T Volume projeté de 44 kT/an de DND Volume projeté de 1 kt/an d'amiante lié	A-1
3540	Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 2720 et 2760-3 et celles relevant des dispositions de l'article L. 541-30-1 du code de l'environnement, recevant plus de 10 tonnes de déchets par jour ou d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes		A-3
2760.3	Installation de stockage de déchets inertes	Volume admis de 10 kT/an de déchets inertes (dont 8 kT/an pour le stockage et de 2 kT/an pour la valorisation)	E
2791.1	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, et 2782. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10T/j	Installation de broyage des déchets de bois 187 T/J	A-2
Sans	Installations connexes à l'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux	Installations destinées à la destruction ou valorisation du biogaz Torchère : 1750 kw Chaudière 1950 kw	NC
2510.3	Affouillements du sol (à l'exception des affouillements rendus nécessaires pour l'implantation des constructions bénéficiant d'un permis de construire et des affouillements réalisés sur l'emprise des voies de circulation), lorsque les matériaux prélevés sont utilisés à des fins autres que la réalisation de l'ouvrage sur l'emprise duquel ils ont été extraits et lorsque la superficie d'affouillement est supérieure à 1000 mètres carrés ou lorsque la quantité de matériaux à extraire est supérieure à 2000 tonnes	Les affouillements des sols envisagés pour la création de l'ISDI comprend une superficie de 10 800 m² et un volume de déblais de 70 800 m³.	A-3
2515.1	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2. La puissance installée des installations, étant : b) Supérieure à 200 kW, mais inférieure ou égale à 550 kW	Puissance de 315 kW	E
2517	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques	Aire de transit prévue de 1 000 m²	NC

* L'installation de combustion de biogaz (1750 kW) est à conserver dans le projet. La rubrique 2910-B figure sur le certificat d'antériorité mais est considérée comme une activité connexe au centre de stockage de déchet.

Le rayon d'affichage de l'enquête publique est modifié par le nouveau classement ICPE du site. Il passe de 1 km à 3 km. Les communes concernées par ce nouveau rayon d'affichage de **3 km** sont :

- Thieulloy-l'Abbaye ;
- Hornoy Le Bourg ;
- Gouy l'Hopital ;
- Lincheux Hallivillers ;
- Hallivillers ;
- Vraignes Les Hornoy.

La carte IGN incluse **en Annexe 1 du présent dossier** permet de visualiser ce rayon d'affichage.

2.3 Loi sur l'eau

Le projet n'est pas soumis à la Loi sur l'Eau car :

- Aucun prélèvement et aucun rejet dans les eaux souterraines et superficiel n'est prévu ;
- Le projet n'est pas localisé en zone inondable ;
- Le projet ne modifie pas l'écoulement d'un cours d'eau et aucune création de plan d'eau n'est prévu ;
- Le projet n'est pas localisé en milieu marin ;
- Le projet n'est pas localisé au sein d'une zone humide.

PIÈCE VII : Contexte réglementaire

Le syndicat TRINOVAL envisage l'extension de son site de Thieulloy-l'Abbaye en réalisation un nouveau casier de stockage de déchets non dangereux en mode bioréacteur un nouveau casier amiante et une plateforme de valorisation et de stockage de déchets inertes.

Le reste des installations ne sera pas modifié.

Le présent Dossier de Demande d'Autorisation d'Exploiter est réalisé dans le cadre de ce projet, conformément aux articles L.511-1 à L.512-2 et R.512-1 à R.517-10 du Code de l'Environnement.

Ces textes prévoient que les modifications induites par le projet, de par leur classement au titre de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), sont substantielles et doivent faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation d'exploiter préalable à leur exploitation.

Une nouvelle autorisation d'exploitation sera donnée sous la forme d'un arrêté préfectoral qui fixera les dispositions que l'exploitant devra respecter pour l'ensemble du site de Thieulloy-l'Abbaye.

Cette autorisation est délivrée par le préfet du département après instruction du dossier par les services compétents de l'état, enquête publique et avis des conseils municipaux concernés, puis après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST).

La consultation de la population se fait par enquête publique. Elle est obligatoire et découle des articles L.512-2, R.512-14 et R.512-15 du Code de l'Environnement.

Le déroulement de l'enquête publique est régi par les articles L.123-1 à L.123-16 et R.123-1 à R.123-33 du Code de l'Environnement.

L'enquête publique a une durée de 1 mois avec une possibilité de prolongation exceptionnelle de 15 jours supplémentaires sur l'initiative du Commissaire Enquêteur.

La procédure administrative complète (depuis le dépôt du dossier jusqu'à la décision préfectorale) est représentée dans le schéma figurant sur la page suivante.

Les principaux textes de référence à rappeler dans le cadre de cette procédure sont les suivants :

- les articles L.511-1 et suivants du Code de l'Environnement ;
- les articles R.512-1 à R.517-10 du Code de l'Environnement.

Par ailleurs, les principaux textes réglementaires régissant les activités du site et du projet d'extension sont rappelés ci-après :

- l'Arrêté Préfectoral du 28 Juin 1982 autorisant le SIRTOM des quatre cantons à exploiter un dépôt d'ordures ménagères en décharge contrôlée ;
- l'Arrêté préfectoral du 11 Juin 2001 autorisant le SIRTOM des quatre cantons à exploiter l'extension du centre de stockage susvisé de déchets ménagers et assimilés ou de déchets ultimes provenant de déchets ménagers et assimilés, une plateforme de déchets verts et un centre de stockage de déchets d'amiante ciment ;
- l'Arrêté du 9 Novembre 2001 autorisant le SMITOP à se substituer au SIRTOM des quatre cantons dans l'exploitation du centre de stockage des déchets ménagers et assimilés ou de déchets ultimes provenant de déchets ménagers et assimilés, une plateforme de déchets verts et un centre de stockage de déchets d'amiante ciment ;
- l'Arrêté complémentaire du 9 Décembre 2009 délivré au SMITOP modifiant certaines dispositions de l'arrêté préfectoral du 11 Juin 2001 et du 9 Novembre 2001 ;
- l'Arrêté du 6 Avril 2010 délivré au SMIRTOM Picardie Ouest l'autorisant à se substituer au SMITOP en validant le changement d'exploitant et la modification de l'arrêté du 11 Juin 2001 et de tous arrêtés complémentaires s'y rattachant pour son site ;

- l'Arrêté du 10 décembre 2013 délivré au SMIRTOM Picardie Ouest pour la mise en œuvre d'une installation de valorisation de biogaz ;
- l'Arrêté du 24 avril 2014 délivré au SMIRTOM Picardie Ouest de mise en demeure pour stopper l'infiltration des lixiviats traités ;
- l'Arrêté du 24 décembre 2014 délivré au SMIRTOM Picardie Ouest pour l'arrêt de procédure de mise en demeure.

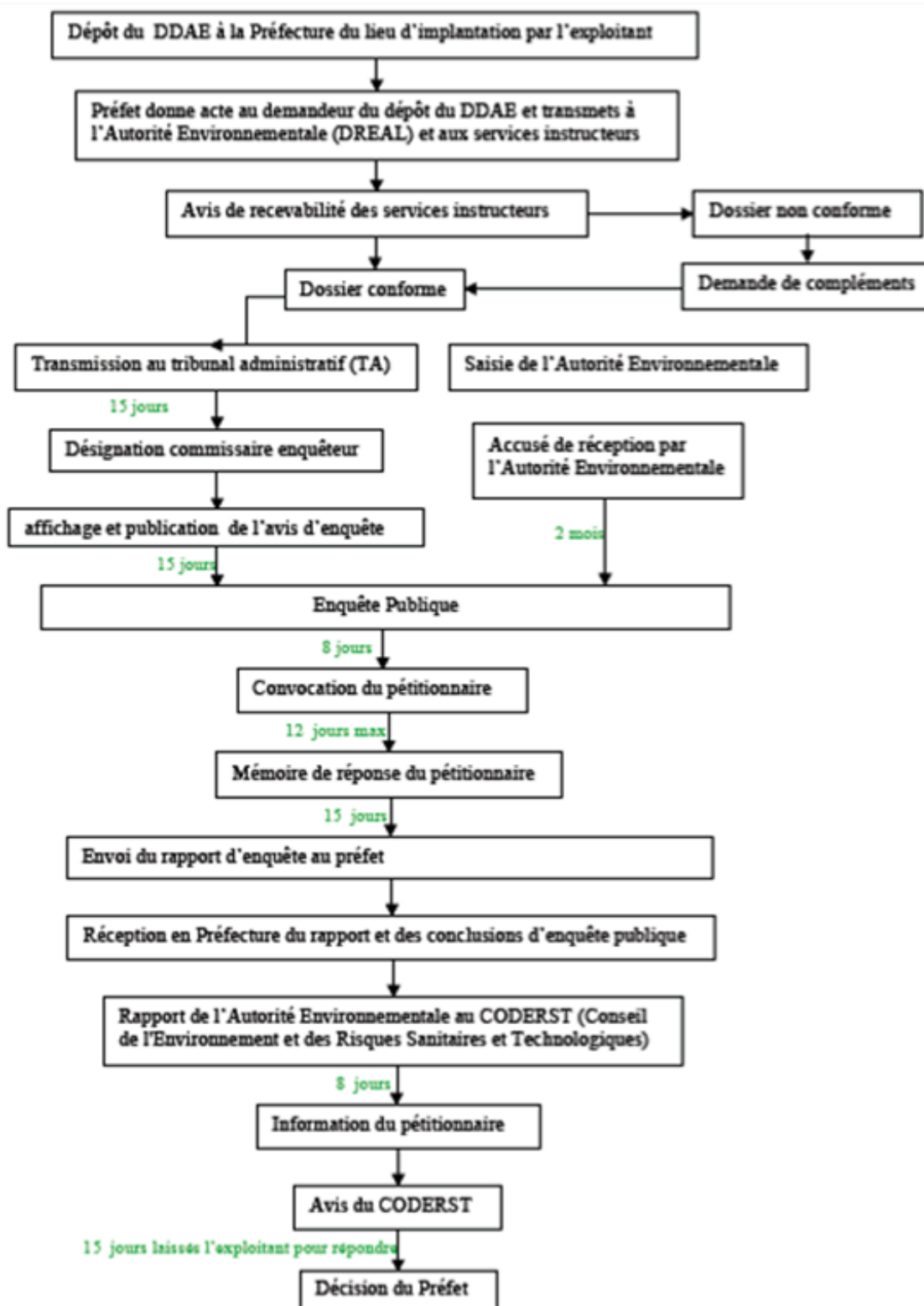


Figure 7 : Représentation graphique de la procédure administrative d'obtention d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter

PIÈCE VIII : Origine des déchets et classification selon la nomenclature des déchets (Art. R.541-8 du code de l'environnement)

1. Origine et identification des déchets actuellement stockés sur le site

1.1 Installation de stockage de déchets non dangereux

D'après l'arrêté préfectoral du 11 juin 2001, les déchets admis sont les déchets ménagers et assimilés et les déchets ultimes au sens de la loi n°76-663 issus des déchets ménagers et assimilés provenant des départements de la Somme, de la Seine Maritime et de l'Oise.

Les déchets admis dans le cadre du projet resteront inchangés.

La quantité journalière des déchets admis au sein de l'installation doit être de 100 t en moyenne et la quantité annuelle ne peut excéder 30 000 t dont 15 000 t par an maximum pouvant provenir des départements limitrophes.

D'après la déclaration des rejets polluants (GEREP) des années 2014 et 2016, la liste des déchets non dangereux réceptionnés sur le site est présentée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 9 : Déchets admis en ISDND et provenance (Source : GEREP 2014 et 2016)

Classification des déchets	Désignation usuelle	Provenance	Quantité en 2014 (T)	Quantité en 2016 (T)
20 01 99	Autres fractions non spécifiées ailleurs	Seine Maritime	1,34	0
		Oise	10 076,08	12 735,92
		Somme	18 715,35	21 634,41

1.2 Plateforme de compostage

D'après l'arrêté préfectoral du 11 juin 2001, les déchets verts traités au droit de la plateforme de compostage sont issus :

- des déchèteries ;
- des végétaux apportés avec les DIB ;
- des végétaux apportés par les services d'entretien des espaces verts des communes concernées.

En 2014, 4546,13 tonnes de déchets verts entrants ont été acceptés sur la plateforme.

1 018 tonnes de compost ont été vendues et produites selon la norme NFU 44-051, principalement pour alimenter la filière agricole et les particuliers du secteur géographique.

La valorisation des déchets verts produit 45 % de compost, 20 % de refus de criblage qui sont valorisés en chaudières industrielles (bois classe A) ou enfouis en ISDND (bois classe B), et 35 % de perte d'eau due à la dégradation organique.

D'après la déclaration des rejets polluants (GEREP) des années 2014 et 2016, la liste des déchets verts réceptionnés sur le site est présentée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 10 : Déchets admis sur la plateforme de compostage (source : GERE 2014 et 2016)

Classification des déchets	Désignation usuelle	Provenance	Quantité en 2014 (T)	Quantité en 2016 (T)
20 02 01	Déchets biodégradables	Somme	4 546,13	4 575,40

1.3 Stockage de déchets amiantés

En 2014, 69,48 tonnes de déchets amiantés ont été réceptionnés sur le site. En 2016, ce chiffre était descendu à 34,41 tonnes. Ces déchets proviennent principalement de la Somme (89 %), de l'Oise (10 %) et de la Seine Maritime (1 %). Les déchets d'amiante lié sont exclusivement amenés par des particuliers. Lors de l'arrivée de ce type de déchets, un bordereau indiquant les coordonnées du producteur, la quantité et la date d'amenée est renseignée.

Après chaque amenée de déchets d'amiante liée, ceux-ci sont recouverts de terre afin de limiter leur envol.

D'après la déclaration des rejets polluants (GEREP) des années 2014 et 2016, la liste des déchets amiantés réceptionnés sur le site est présentée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 11 : Déchets admis sur le stockage de déchets amiantés (source : GERE 2014 et 2016)

Classification des déchets	Désignation usuelle	Provenance	Quantité en 2014 (T)	Quantité en 2016 (T)
17 06 05*	Matériaux de construction contenant de l'amiante	Somme	61,7	28,63
		Oise	6,8	5,56
		Seine Maritime	0,98	0,22

1.4 Stockage provisoire de déchets inertes

Des déchets inertes (de type gravats) sont réceptionnés au droit du site. Ils sont stockés provisoirement et ensuite réutilisés sur le site comme matériaux de réalisation de pistes sur le casier d'enfouissement. Ils sont aussi utilisés comme matériaux de recouvrement.

D'après la déclaration des rejets polluants (GEREP) des années 2014 et 2016, la liste des déchets inertes réceptionnés sur le site est présentée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 12 : Déchets admis sur le stockage de déchets inertes (source : GERE 2014 et 2016)

Classification des déchets	Désignation usuelle	Provenance	Quantité en 2014 (T)	Quantité en 2016 (T)
17 05 04	Terres et cailloux autres que ceux visés à la rubrique 17 05 03	Somme	4 094,42	3 763,48

1.5 Déchets interdits

D'après l'arrêté préfectoral du 11 juin 2001, les déchets suivants sont interdits au droit du site :

- les déchets dangereux et les déchets industriels spéciaux définis par l'arrêté ministériel du 18 décembre 1992 modifié ;
- les déchets d'activité de soins et assimilés à risque infectieux ;
- les déchets radioactifs, c'est-à-dire toute substance qui contient un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection ;
- les déchets contenant plus de 50 mg/kg de PCB ;
- les déchets d'emballages dont les détenteurs ne sont pas les ménages et qui sont valorisables dans des conditions techniques et économiques acceptables ;
- les déchets non refroidis, inflammables et explosifs ;
- les déchets dangereux, des ménages collectés séparément ;
- les déchets liquides ou dont la teneur en eau est inférieure à 30 % ;
- les pneumatiques usagés à compter du 1^{er} juillet 2002.

1.6 Procédures liées à la réception des déchets

1.6.1 Admission des déchets

TRINOVAL utilise un logiciel comme registre des admissions. Chaque camion entrant sur site passe d'abord par le pont bascule et l'opérateur enregistre alors le tonnage et le numéro d'immatriculation du camion dans le logiciel.

Les contrôles à l'admission se font à deux endroits : au moment de la pesée et au moment du déchargement. Lorsqu'un camion repart, un ticket est imprimé via le logiciel, valant accusé de réception.

Concernant les déchets inertes, les procédures de déchargement sur la zone, d'enfouissement des déchets, de broyage/valorisation et de contrôle de la qualité des matériaux à l'entrée du site seront établies avant la mise en exploitation.

2. Origine et caractéristiques des nouveaux déchets admis

2.1 Déchets admis sur le nouveau casier 2 de l'ISDND

Les déchets admis sur le casier 2 seront ceux actuellement admis sur le casier 1b en exploitation conformément à l'arrêté préfectoral du 11 juin 2001, c'est-à-dire les déchets ménagers et assimilés provenant des départements de la Somme, de la Seine Maritime et de l'Oise.

Dans le cadre du projet, les déchets admis resteront inchangés.

2.2 Déchets admis sur le stockage d'amiante lié

Les déchets admis sur l'extension du stockage d'amiante lié seront les mêmes que ceux admis actuellement.

Des consignes pour la gestion de l'amiante (annexe 2) et des instructions pour le traitement des matériaux et produits contenant de l'amiante (annexe 3) ont été mises en place par TRINOVAL.

2.3 Déchets admis sur la plateforme de déchets inertes

Les déchets inertes sont des déchets qui ne subissent aucune modification physique, chimique ou biologique importante.

Les conditions d'admission des déchets au sein des ISDI sont désormais fixées par l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.

Les déchets inertes pouvant être stockés sur le site TRINOVAL seront notamment des déchets issus des travaux relatifs à la réhabilitation et à la démolition dans le secteur du bâtiment et des travaux publics ainsi que les travaux de dépollution. Ils proviendront du réseau de déchetteries de TRINOVAL, des artisans et des particuliers sur le périmètre d'action de TRINOVAL.

Les déchets stockés sur le site pourront être par exemple :

- des déchets de construction et de démolition (y compris déblais provenant de sites contaminés) en mélange ou non ;
- des mélanges de béton, briques, tuiles et céramiques ;
- des mélanges bitumineux autres que ceux visés à la rubrique ;
- des terres (y compris déblais provenant de sites contaminés), sables, cailloux et boues de dragage ;
- des ballasts de voie.

Les types de déchets inertes pouvant être stockés sur le site, selon la codification européenne des déchets de l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement, sont présentés dans le tableau suivant.

Tableau 13 : Liste des déchets inertes pouvant être autorisés sur le site

Code déchet	Désignation du déchet (*)	Restrictions
10 11 03	Déchets de matériaux à base de fibre de verre	Seulement en l'absence de liant organique
17 01 01	Béton	Uniquement les déchets de construction et de démolition triés (**) et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés
17 01 02	Briques	Uniquement les déchets de construction et de démolition triés (**) et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés
17 01 03	Tuiles et céramiques	Uniquement les déchets de construction et de démolition triés (**) et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés
17 01 07	Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses	Uniquement les déchets de construction et de démolition triés (**) et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés
17 03 02	Mélanges bitumineux ne contenant pas de goudron	-
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés

Code déchet	Désignation du déchet (*)	Restrictions
20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe

(*) : Annexe II à l'article R.541-8 du code de l'environnement

(**) : Les déchets de construction et de démolition triés mentionnés dans cette liste et contenant en faible quantité d'autres types de matériaux tels que des métaux, des matières plastiques, du plâtre, des substances organiques, du bois, du caoutchouc, etc. peuvent également être admis dans les installations de stockages visées par le présent arrêté sans réalisation de la procédure d'acceptation préalable prévue à l'article 9.de l'arrêté modifié du 28 octobre 2010.

En fonction de leur nature, certains déchets inertes du BTP seront analysés afin de valider leur caractère inerte. Seuls les déchets respectant les critères d'admission définis dans l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux installations de stockage de déchets inertes peuvent être admis.

2.4 Déchets interdits pour le stockage

Les déchets interdits sur le site seront les mêmes que ceux actuellement interdits d'après l'arrêté préfectoral du 11 juin 2001 (voir paragraphe 1.6).

Pour le stockage de déchets inertes, seront exclus (cf. article 3 de l'arrêté du 12 décembre 2014) :

- les stockages de déchets radioactifs au sens de la directive 96/29/EURATOM du Conseil du 13 mai 1996 fixant les normes de base relatives à la protection sanitaire de la population et des travailleurs contre les dangers résultant des rayonnements ionisants ;
- les stockages de déchets à risques infectieux tels que définis dans le décret n° 97-1048 du 6 novembre 1997 relatif à l'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques et modifiant le code de la santé publique ;
- les stockages de déchets provenant de la prospection, de l'extraction, du traitement et du stockage de ressources minières, y compris les matières premières fossiles, et les déchets issus de l'exploitation des mines et carrières, y compris les boues issues des forages permettant l'exploitation des hydrocarbures ;
- les stockages dans des cavités naturelles ou artificielles en sous-sol.

3. Estimation des tonnages de déchets

Sur la base des quantités 2014 et 2016 et au vu des perspectives présentées dans les précédents paragraphes, les volumes d'activité retenus pour les différents stockages sont :

- déchets non dangereux : 45 000 t/an dont :
 - 44 000 t/an de DND divers ;
 - 1 000 t/an d'amiante lié (casier spécifique) ;
- déchets inertes : 10 kt/an de déchets inertes dont 8 kt/an pour le stockage et 2 kt/an pour la valorisation.

PIÈCE IX : Compatibilité du projet avec les plans départementaux, le plan régional et le plan national d'élimination des déchets

1. Compatibilité avec les plans départementaux d'élimination des déchets

Les déchets ménagers et assimilés traités sur le site de TRINOVAL proviennent des départements de la Somme, de l'Oise et de la Seine-Maritime. Le département de l'Oise ne dispose pas de plan départemental d'élimination des déchets. Les paragraphes suivants s'attachent à montrer la compatibilité du site avec les plans départementaux d'élimination des déchets de la Somme et de la Seine Maritime.

1.1 Le Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA) de la Somme

1.1.1 Principes généraux

Chaque département est couvert par un plan départemental ou interdépartemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés. Pour la Somme, cette planification a fait l'objet d'un premier document réalisé en 1995 par le Préfet de la Somme puis révisé en janvier 2000.

Le Conseil Général de la Somme a décidé de prendre la compétence « révision, suivi et animation du plan départemental des déchets ménagers et assimilés » par délibération du 26 juin 2002.

Il s'est appuyé sur l'état des lieux 2004 et sur les conclusions de 2 études pour réaliser la 2^{ème} révision du plan. Cette révision a été adoptée en Assemblée Départementale le 20 décembre 2007. Elle comprend :

- un état des lieux ;
- des objectifs à atteindre pour 2001 et 2016 ;
- un programme de 36 actions ;
- un plan d'équipement pour atteindre ces objectifs.

Les objectifs prioritaires de ce plan, conformes aux orientations fixées par la loi Grenelle Environnement, sont les suivantes :

- prévenir la production de déchets :
 - inciter les collectivités à mettre en œuvre des programmes de prévention et la redevance spéciale,
 - engager des actions de sensibilisation et d'information,
 - inciter les entreprises à limiter leur production de déchets et les administrations à donner l'exemple,
 - améliorer la collecte et le traitement des déchets toxiques ;
- réduire de 75 000 t les apports en centre de stockage :
 - efforts de prévention et de déduction à la source,
 - amélioration de la collecte sélective et des recyclables secs,
 - éco-gestion des déchèteries,
 - moins de déchets verts présents dans les poubelles traditionnelles,
 - effort sensible en matière de collecte des bio-déchets,
 - meilleure gestion des DIB (Déchets Industriels Banals),
 - limitation raisonnée des importations ;
- augmenter le taux de valorisation :

Tableau 14 : objectifs des taux de valorisation (source : conseil général de la somme)

	Situa- tion 2004	Objectif 2011	Objectif 2016
Valorisation matière	16 %	18 %	21 %
Valorisation organique	22 %	24 %	26 %
Valorisation énergétique	4 %	6 %	8 %
Valorisation globale	42 %	48 %	55 %

- autres actions :
 - résorber les dépôts sauvages,
 - réhabiliter les anciennes décharges,
 - mettre en conformité le stockage des boues d'épuration.

1.1.2 Compatibilité du projet de TRINOVAL

Actuellement, les activités de TRINOVAL sont compatibles avec le Plan Départemental des Déchets Ménagers et Assimilés de la Somme. TRINOVAL s'est doté d'outils de communications (site internet, plaquettes, magazine TRICYCLE...) afin de sensibiliser la population afin de prévenir la production de déchets et réduire les apports en centre de stockage. TRINOVAL contribue également à la réduction des apports de déchets en centre de stockage (mise en place de centre de tri) et à la valorisation des déchets (compostage, biogaz).

Tableau 15 : Compatibilité du projet de TRINOVAL avec le PDEDMA de la Somme

Actions prévues dans le PDEDMA	Actions engagées de TRINOVAL
Action 1 : Inciter la mise en œuvre des programmes locaux de prévention des déchets, Action 2 : Engager des actions de sensibilisation et d'information auprès des scolaires, Action 7 : Soutenir les collectivités qui s'engagent dans une communication active et continue auprès des producteurs, Action 22 : Soutenir et développer les opérations de compostage individuel, Action 23 : Encourager et inciter les collectivités à détourner les « grands flux » de déchets organiques,	TRINOVAL s'est engagé avec l'ADEME, par le biais d'un accord-cadre signé le 26 octobre 2011, dans un programme local de prévention des déchets pour une durée de 5 ans. L'objectif est de réduire la production d'ordures ménagères et assimilées de 7% par habitant pour 2016. Une équipe de 6 personnes assure la mise en œuvre d'une communication efficace et le déploiement du programme local de prévention des déchets (ambassadeurs de tri, de prévention, animateur, chargé de mission) : des actions spécifiques sont mises en œuvre auprès des usagers, des scolaires, collèges, entreprises, collectivités, et associations.
Action 6 : Optimiser la collecte sélective des recyclables secs,	La collecte sélective a été conteneurisée en 2010, la collecte d'OM a été conteneurisée en 2013.
Action 9 : Favoriser la création de nouvelles déchèteries,	Une nouvelle déchetterie a été créée en 2012 à la Chaussée-Tirancourt.

Actions prévues dans le PDEDMA	Actions engagées de TRINOVAL
Action 10 : Encourager et soutenir tous les projets de recycleries et développer un réseau de recycleries-ressourceries,	Un partenariat est engagé avec les recycleries de Poix de Picardie et de Condé-Folie.
Action 12 : Dans ce cadre, soutenir toutes les actions qui peuvent être menées pour améliorer l'écogestion en déchèteries, Action 28 : Encourager les collectivités à collecter les déchets toxiques des ménages, Action 15 : Soutenir dès à présent la mise en place de nouvelles filières dédiées notamment pour les imprimés non sollicités, les textiles usagés et les DEEE	Une mise en place progressive des filières REP (déchets diffus spécifiques, ameublement) dans les déchetteries, Prise en charge des déchets toxiques des ménages, des DEEE, des huiles alimentaires, des piles, des textiles déjà en place
Action 20 : Inciter les collectivités à prendre toutes les mesures qui permettent de retirer les déchets verts de la poubelle OMR,	Arrêt de la collecte en porte à porte des déchets verts en 2009 et parallèlement, une incitation forte au compostage à domicile en soutenant, via le programme local de prévention des déchets, l'achat de composteurs. TRINOVAL soutient également le compostage des déchets de cantines des collègues
Action 27 : Encourager la valorisation du biogaz produit par tous les centres de stockage de la Somme,	Valorisation du biogaz pour le traitement thermique des lixiviats (AP du 10/12/2013), Amélioration de l'exploitation du casier d'enfouissement de déchets non dangereux en exploitant en mode bioréacteur,
Action 17 : identifier les sites autorisés pour le stockage de type classe III et soutenir la création de nouvelles capacités de stockage de déchets inertes	Demande d'autorisation de créer un casier de stockage de déchets inertes Demande d'autorisation pour les activités de broyage, concassage et criblage des déchets inertes en vue de leur valorisation
Action 18 : Améliorer la prise en charge de l'amiante-ciment,	Présence d'un casier de stockage d'amiante-ciment

Le projet de TRINOVAL va permettre d'augmenter le taux de valorisation des déchets :

- valorisation des déchets inertes ;
- mise en place d'un bioréacteur permettant de valoriser plus de biogaz ;
- réduction des volumes rejetés de lixiviats traités grâce au traitement spécifique des eaux de ruissellement de la plateforme de compostage par phyto-remédiation et rejet au TTRC.

Les installations et aménagements projetés par TRINOVAL sont en cohérence avec le Plan Départemental des Déchets Ménagers et Assimilés qui prévoit une politique forte et ambitieuse de réduction à la source, de tri, de valorisation et de traitement des déchets ménagers et assimilés répondant aux objectifs, afin qu'il ne reste que le déchet ultime admissible en ISND.

1.2 Le Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA) de la Seine Maritime

1.2.1 Principes généraux

En Seine-Maritime, le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés de la Seine Maritime (PDEDMA) a été adopté le 30 mars 2010 par délibération du Conseil Général.

Les principales orientations du PDEDMA de la Seine Maritime sont les suivantes :

- Réduire la production des déchets ;
- Favoriser davantage la valorisation matière et organique ;
- Améliorer le service en déchetterie ;
- Créer deux centres de tri ainsi qu'un centre de stockage pour les déchets industriels banals ;
- Organiser l'élimination des déchets dans la région de Dieppe ;
- Réhabiliter les décharges brutes à impact fort.

Ce plan met l'accent sur la réduction des déchets. Il ambitionne une réduction de la quantité de déchets collectés de l'ordre de 20 kg/hab/an en 2014 et 60 kg/hab/an en 2019.

1.2.2 Compatibilité du projet de TRINOVAL

La compatibilité du projet de TRINOVAL avec le PDEDMA de la Seine-Maritime est présentée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 16 : Compatibilité du projet de TRINOVAL avec le PDEDMA de la Seine Maritime

Actions prévues dans le PDEDMA	Actions engagées de TRINOVAL
<p>Prévenir la production de déchets :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir les actes d'achat moins générateurs de déchets, afin d'orienter les citoyens, les collectivités et les entreprises dans leur choix de consommation ou dans leurs pratiques d'utilisation vers des comportements d'achat qui limitent ou évitent la production de déchets ; - Promouvoir la prévention par la mise en place de tarifications incitatives, qui responsabilisent les particuliers et les professionnels et les encouragent à agir pour réduire les quantités de déchets qu'ils produisent ; - Promouvoir la réduction de la production de déchets par l'exemplarité des acteurs publics ; - Développer la pratique du compostage domestique pour diminuer la part de déchets fermentescibles dans les ordures ménagères résiduelles ; - Promouvoir une gestion des espaces verts peu génératrices de déchets, afin de diminuer les quantités de pesticides et déchets organiques collectés ; - Promouvoir le réemploi et la location plutôt que l'achat, afin de 	<p>TRINOVAL s'est doté d'outils de communications site internet, plaquettes, magazine TRICYCLE...) afin de sensibiliser la population afin de prévenir la production de déchets et réduire les apports en centre de stockage.</p> <p>TRINOVAL contribue également à la réduction des apports de déchets en centre de stockage (mise en place de centre de tri) et à la valorisation des déchets (compostage, biogaz). De plus, TRINOVAL s'est engagé avec l'ADEME, par le biais d'un accord-cadre signé le 26 octobre 2011, dans un programme local de prévention des déchets pour une durée de 5 ans. L'objectif est de réduire la production</p>

Actions prévues dans le PDEDMA	Actions engagées de TRINOVAL
<p>limiter les quantités d'encombrants à éliminer ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Diminuer les quantités d'imprimés non sollicités jetés ; - Réduire l'utilisation des sacs de caisse dans les commerces ; - Transmettre une culture générale de la prévention des déchets, en sensibilisant le public aux gestes de prévention de la production de déchets ; - Prévention de la production des déchets générés par les entreprises et les produits par réduction à la source de l'éco-conception ; - Promouvoir la prévention du nouveau cadre d'intervention départemental. <ul style="list-style-type: none"> ➔ A terme, ces actions permettront de stabiliser le gisement global des déchets. 	<p>d'ordures ménagères et assimilées de 7% par habitant pour 2016.</p> <p>Une équipe de 6 personnes assure la mise en œuvre d'une communication efficace et le déploiement du programme local de prévention des déchets (ambassadeurs de tri, de prévention, animateur, chargé de mission) : des actions spécifiques sont mises en œuvre auprès des usagers, des scolaires, collègues, entreprises, collectivités, et associations.</p>
<p>Développer la collecte des emballages et des matériaux recyclables :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Atteindre 100 % des contractualisations avec les éco-organismes Eco-emballages/Adelphes, pour garantir des filières pérennes de valorisation des matériaux d'emballages ; - Ne plus collecter les emballages quand ils sont contenus dans des sacs à OMr non prévus à cet effet, ce qui augmente les refus de tri ; - Poursuivre la communication sur le geste tri, afin d'ancrer cette pratique dans les comportements quotidiens et maximiser le taux d'emballages valorisés ; - Développer les collectes des cartons des professionnels, afin d'assurer leur valorisation ; - Mettre en place le dispositif financier pour les Imprimés Non Sollicités en contractualisant avec l'éco-organisme Eco-Folio ; - Inciter au recyclage du PVC des professionnels, via les initiatives des recycleurs départementaux et régionaux. <ul style="list-style-type: none"> ➔ Ces actions permettront d'augmenter la part d'emballages faisant l'objet d'un recyclage matière. 	<p>Non concerné par l'installation actuelle (c'est la déchetterie et le centre de tri qui s'occupent des emballages et des matériaux recyclables).</p>
<p>Développer et pérenniser la valorisation des déchets organiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Optimiser l'utilisation des sites de valorisation des déchets organiques existants et permettre la création de nouvelles plateformes publiques ; - Développer la filière bois, permettant ainsi de valoriser les déchets de bois par biomasse ; - Pérenniser la valorisation agronomique du compost, en améliorant les garanties de qualité et de traçabilité du compost produit ; - Pérenniser l'épandage des boues. <ul style="list-style-type: none"> ➔ Ces actions permettront de diminuer la part de déchets organiques non valorisés. 	<p>Arrêt de la collecte en porte à porte des déchets verts en 2009 et parallèlement, une incitation forte au compostage à domicile en soutenant, via le programme local de prévention des déchets, l'achat de composteurs. TRINOVAL soutient également le compostage des déchets de cantines des collègues</p>

Actions prévues dans le PDEDMA	Actions engagées de TRINOVAL
<p>Améliorer le service offert par les déchèteries :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Développer le tri sur le flux de « tout-venant », afin d'améliorer la valorisation de certains de ses constituants ; - Améliorer la formation des gardiens, afin de mieux orienter les usagers et de promouvoir l'utilisation des déchèteries ; - Accueillir les déchets toxiques et dangereux (DDM), offrant ainsi aux particuliers une solution pour ces déchets et réduisant la part de toxicité présente dans le gisement des déchets résiduels ; - Consolider les filières « Textiles », « Piles », « Pneus » via les organismes agréés, en informant sur les filières existantes et en mobilisant ces filières ; - Instaurer la filière des Déchets d'Équipements Electriques et Electroniques (DEEE), en contractualisant avec un éco-organisme ; - Harmoniser les conditions d'accès des professionnels dans toutes les déchèteries, en mettant en place une tarification spécifique ; - Poursuivre la labellisation des déchèteries via la Charte Qualité créée par l'ADEME et le Département, pour assurer l'amélioration de la qualité du service ; - Renforcer le réseau de déchèteries et prévoir les opérations de renouvellement nécessaires. <p>→ Ces actions permettront d'obtenir un service de qualité offert par un réseau de déchèterie cohérent au niveau départemental, et apportant des solutions de collecte pour un grand nombre de déchets, tant pour les particuliers que pour les professionnels.</p>	<p>Non concerné.</p>
<p>Valoriser les ordures ménagères résiduelles et optimiser leur coût de traitement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Inciter et assurer un suivi des opérations de réhabilitation des décharges brutes, pour protéger l'environnement et aller dans le sens d'une meilleure valorisation des déchets ; - Reformuler l'usine de traitement des ordures ménagères résiduelles de Brametot, afin d'assurer la production d'un fertilisant organique normalisé ou homologué en sortie ; - Détourner les ordures ménagères résiduelles actuellement traitées dans l'UIOM de Dieppe vers une autre installation ; - Optimiser les installations de valorisation publiques, afin de maximiser la part des ordures résiduelles valorisées par production d'électricité, de chaleur ou de biogaz ; - Permettre les apports d'ordures ménagères résiduelles en provenance des départements limitrophes, afin de saturer les installations du département et de réduire les coûts de traitement. <p>→ Ces actions permettront d'augmenter la part des ordures résiduelles valorisées et de diminuer les coûts de traitement.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Valorisation du biogaz pour le traitement thermique des lixiviats (AP du 10/12/2013), - Amélioration de l'exploitation du casier d'enfouissement de déchets non dangereux en exploitant en mode bioréacteur.

Actions prévues dans le PDEDMA	Actions engagées de TRINOVAL
<p>Maîtriser la gestion des déchets industriels banals :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Généraliser la mise en place de la redevance spéciale, afin d'améliorer le financement du service et sa qualité et d'encourager au tri ; - Mobiliser les Chambres de Commerce et d'Industrie (CCI), pour développer la concertation des acteurs dans le but d'augmenter la part de DIB triés et valorisés ; - Améliorer la connaissance du gisement de DIB, afin d'assurer un suivi sur le long terme des quantités et des pratiques d'élimination des DIB ; - Créer une ISDND pour l'enfouissement des DIB. <ul style="list-style-type: none"> → Ces actions permettront d'assurer une meilleure valorisation des DIB et une meilleure connaissance du gisement. 	<p>Amélioration de l'exploitation du casier d'enfouissement de déchets non dangereux en exploitant en mode bioréacteur.</p>
<p>Optimiser les solutions de transport :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Optimiser l'utilisation des quais de transfert routiers, qui permettent une rupture de charge et le remplissage optimal des camions ; - Développer des modes de transport alternatifs et moins polluants, tels le transport fluvial ou ferroviaire ; - Prévoir des solutions de détournement en cas de panne d'une installation. <ul style="list-style-type: none"> → Ces actions permettront des flux de transport de déchets rationalisés, faisant appel à la complémentarité des différents types de transport. 	<p>Non concerné.</p>

Le projet de TRINOVAL est compatible avec les orientations du le PDEDMA de la Seine-Maritime.

1.3 Le plan départemental de gestion des déchets du BTP

Dans la Somme, il n'existe actuellement aucun plan départemental de gestion des déchets du BTP.

2. Le Plan national d'élimination des déchets

La prévention des déchets a été introduite en 1992 dans la loi française, avec pour objectif de réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la fabrication et sur la distribution des produits.

Le plan d'actions 2009-2012 répondait à des objectifs ambitieux et visait à faire de la France un des piliers de la société européenne de recyclage : il s'agissait d'utiliser les déchets comme ressources, tout en renforçant l'ambition première de prévention. Il offrait un cadre renouvelé des objectifs que la France souhaitait atteindre, suite à l'impulsion du Grenelle Environnement. Il était issu des réflexions et concertations menées lors du Grenelle Environnement, en articulation cohérente avec la future transposition de la directive européenne du 19 novembre 2008 sur les déchets.

Le plan national de prévention des déchets, qui couvre la période 2014-2020, s'inscrit dans le contexte de la directive-cadre européenne sur les déchets (directive 2008/98/CE du 19 novembre 2008), qui prévoit une obligation pour chaque État membre de l'Union européenne de mettre en œuvre des programmes de prévention des déchets.

Dans ce cadre, le Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie a lancé dès 2012, en lien avec l'ADEME, des réflexions associant l'ensemble des parties prenantes concernées par la prévention des déchets (représentants de l'État et des collectivités territoriales, des entreprises, des acteurs du traitement de déchets, de l'économie sociale et solidaire, des associations de protection de l'environnement et des consommateurs) afin d'élaborer ce plan de manière concertée.

Le présent plan national de prévention des déchets 2014-2020 cible toutes les catégories de déchets (déchets minéraux, déchets dangereux, déchets non dangereux non minéraux), de tous les acteurs économiques (déchets des ménages, déchets des entreprises privées de biens et de services publics, déchets des administrations publiques).

Il se donne comme ambition de rompre progressivement le lien entre la croissance économique et la production de déchets et il constitue un levier pour la mise en œuvre de la transition énergétique et environnementale. Il s'inscrit en effet pleinement dans la démarche de l'économie circulaire en tant qu'outil au service de l'évolution de notre modèle économique vers un modèle durable, non seulement au plan environnemental, mais aussi économique et social.

Le projet de plan national de prévention des déchets pour la période 2014-2020 a fait l'objet d'une consultation publique du 4 décembre 2013 au 4 février 2014.

La directive européenne n°2008/98/CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets établit une hiérarchie d'interventions sur les déchets : prévention, préparation en vue du réemploi, recyclage, autres valorisations, notamment énergétique, élimination. Elle fixe un objectif général de priorité à la prévention.

La loi de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement, datée du 3 août 2009, fait de la prévention de la production de déchets une priorité (article 41) : « *L'objectif de réduction de la production d'ordures ménagères et assimilées fixé par le Grenelle de l'Environnement est une réduction de 7% par habitant pendant les cinq prochaines années.* »

Les conseils généraux, chargés de la planification dans le domaine des déchets non dangereux, doivent intégrer la prévention dans les Plans départementaux d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PEDMA) afin de faciliter l'adaptation des mesures aux contraintes locales. Les mesures de prévention doivent aussi être spécifiées dans les nouveaux plans départementaux de gestion des déchets du BTP ainsi que dans les Plans Régionaux d'Élimination des Déchets Dangereux (PREDD).

Le projet de TRINOVAL est en cohérence avec le plan départemental de gestion des déchets qui intègre les objectifs du plan national d'élimination des déchets. Aussi, le projet est en compatibilité avec les objectifs nationaux.

3. Le programme local de prévention des déchets

En octobre 2011, TRINOVAL s'est engagé avec l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) dans un programme local de prévention des déchets, en application du « Grenelle 2 de l'environnement », qui a pour objectif de réduire la production d'ordures ménagères et assimilées de 7% par habitant pour les cinq prochaines années.

Cette démarche s'inscrit dans une volonté de promouvoir et de développer des actions de prévention au sein de son territoire.

A travers ce programme, TRINOVAL souhaite apporter à ses usagers des solutions clés en main pour inciter à la réduction de leur production de déchets, par le biais d'actions de sensibilisation sur l'ensemble du territoire.

4. Conclusion

Le projet de TRINOVAL est donc compatible avec les différents plans d'élimination des déchets (plans départementaux, régional et national).

En effet, il répond aux :

- objectifs départementaux : Prévention de la production de déchets, réduction des apports et centre de stockage et valorisation des déchets ;
- objectifs nationaux : objectifs issus de la directive européenne n°2008/98/CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets prévoyant un taux de 70% de réemploi, recyclage et valorisation matière pour les déchets non dangereux d'ici 2020.

PIÈCE X : Garanties financières

1. Introduction

1.1 Objet

L'arrêté du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumise à l'obligation de constitution des garanties financières en application du 5° de l'article R516-1 du Code de l'Environnement impose l'obligation de constitution de garanties financières à toutes les installations autorisées au titre de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Les installations du site TRINOVAL concernées par la constitution de garanties financières sont par conséquent :

- l'installation de stockage de déchets non dangereux (rubrique ICPE 2760-2) ;
- la plateforme de déchets verts (rubrique ICPE 2780.1.b) et de bois (rubrique ICPE 2714.1) avec broyage (rubrique ICPE 2791.1) ;
- l'évaporateur (rubrique ICPE 2921.2) ;
- la cuve de 3 m³ de fioul (rubrique ICPE 1432.2) ;
- l'installation de remplissage des réservoirs des engins (rubrique ICPE 1435) ;
- l'installation mobile de déchets (rubrique ICPE 2515).

Le présent calcul des garanties financières a donc été établi sur la base de ces différentes activités, en prenant en compte les installations communes (gardiennage, clôture de fermeture du site, etc.) ainsi que les dispositions communes de suivi environnemental et de remise en état du site.

Conformément à l'arrêté du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines, le montant de la garantie est évalué en tenant compte du coût :

- de la remise en état du site après exploitation des différentes activités concernées ;
- de la surveillance après l'exploitation ;
- d'une intervention éventuelle en cas d'accident ou de pollution.

Lorsque le montant est validé par l'inspection des installations classées, le préfet prend un arrêté dans les formes de l'article R.512-31 du Code de l'Environnement qui fixera le montant de la garantie et le délai dans lequel l'exploitant devra fournir son attestation de constitution des garanties, dans tous les cas avant le démarrage de l'exploitation du site.

L'arrêté préfectoral peut prévoir son fractionnement en différentes périodes de garanties, fonction du rythme d'exploitation de l'installation.

1.2 Références légales

Le calcul de ces garanties financières s'appuie sur :

- la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (codifiée dans le cinquième livre de la partie législative du code de l'environnement) et ses décrets d'application, maintenant codifiés dans les articles R.511-1 à R.511-8 du Code de l'Environnement ;
- la circulaire DPPR/SDPD n°96-858 du 28 mai 1996 relative aux garanties financières pour l'exploitation d'installations de stockage de déchets ;

- la circulaire complémentaire du 23 avril 1999 concernant l'activité ISDND ;
- l'arrêté du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre des mesures de gestion de pollution des sols et des eaux souterraines ;
- note du 20 novembre 2013 relative aux garanties financières pour la mise en sécurité des installations définies au 5^e du R516-1 du Code de l'Environnement.

2. Périodes de garanties

La période de garantie est de 5 ans entre le 1^{er} janvier 2015 et le 31 décembre janvier 2019.

3. Calcul des garanties financières

Les coûts estimatifs des opérations devant être couvertes par les garanties ont été évalués sur la base des recommandations des circulaires du 28 mai 1996 et du 23 avril 1999.

Le montant des garanties à constituer sur une période de garantie doit être suffisant pour réaliser à l'instant donné les opérations liées :

- **au réaménagement des zones à exploiter pendant la période considérée.** Le montant dépend de la quantité de déchets stockés ou de la surface aménagée ;
- **à la surveillance du casier exploité** pendant 30 ans suivant l'exploitation du site. Son montant dépend de paramètres variables dépendant de la quantité de déchets ou surface aménagée, et de paramètres fixes comme le suivi environnemental ;
- au coût des interventions éventuelles en cas d'accident ou de pollution sur ce même casier, valeur considérée fixe en période d'exploitation.

Le calcul des garanties avec la méthode forfaitaire globalisée a été effectué à l'aide de la formule fournie dans la circulaire du 23 avril 1999 :

$$G = T \cdot 10^{-6} \times (120 - T/10000) + 1,5$$

Où :

G est le montant des garanties financières en MF HT,

T est le tonnage annuel autorisé par arrêté préfectoral.

A ce montant calculé selon une formule prenant comme référence des prix établis en 1999, la circulaire prévoit l'application d'une actualisation sur la base de l'évolution de l'indice TP01.

Selon l'article 8.2 de l'arrêté préfectoral du 09/12/2009, les garanties financières sont évaluées par la formule suivante :

$$1 \text{ M€} \times [(t \times 10^{-6} \times (120 - t / 10000)) + 1,5] / 6,55957 \times \text{indice TP01 actuel} / \text{indice TP01 avril 1999}$$

Le coefficient multiplicateur (α) se calcule par la formule suivante :

$$\alpha = (\text{index} / \text{index0})$$

Avec :

- Index = indice TP01 au moment de la rédaction du dossier : mai 2015 = 104,7. Il faut le convertir avec le coefficient TP01 (6,5345). Donc : $104,1 \times 6,5345 = \mathbf{680,2}$;

- Index0 = indice TP01 d'avril 1999, soit **413,6** ;

Le coefficient multiplicateur α s'élève donc à 1,64.

Le montant non actualisé est de **1 021 027 €**.

Sur la base d'un tonnage annuel de 45 000 t et en prenant l'actualisation sur la base des prix établis en mai 2015, le nouveau montant est de **1 679 165,29 € HT**.

Les calculs des montants des garanties financières ont été validés avec la DREAL et l'assureur. Le calcul par la méthode détaillée n'a pas été retenu.

Par ailleurs, le calcul du cout d'aménagement des futurs casiers est présenté ci-après.

Tableau 17 : Calcul du coût d'aménagement des futurs casiers
LOT 1 GROS ŒUVRE

DESIGNATION	Unité	Prix unitaire	REALISE	
Installation et repliement de chantier	F	55 000,00	100%	55 000,00
Etudes et plans d'exécution, PAQ et PPSP	F	1 670,00	100%	1 670,00
Essais et contrôles	F	2 880,00	100%	2 880,00
Contrôles internes et externes de la barrière passive	F	3 000,00	100%	3 000,00
Plans de récolement et Dossier des Ouvrages Exécutés	F	500,00	100%	500,00
Planche d'essai avec les matériaux pour la reconsitution de la barrière de sécurité passive	F	6 000,00	100%	6 000,00
Mise en œuvre de remblais et compactage des matériaux argileux pour une perméabilité en place $k < 1,10 \cdot 10^{-9}$ m/s y compris diguettes de séparation des alvéoles	F	68 085,00	100%	68 085,00
Fourniture et pose de collecteurs drainants lixivants PEHD SDR 11 diam 200 mm PE 100	F	4 249,80	100%	4 249,80
Canalisation diam 273 ext en inox 316 L connectée à chaque pont bas de chaque alvéole	F	43 332,80	100%	43 332,80
Collecte des eaux de ruissellement = fossés étanches	F	8 228,25	100%	8 228,25
Evacuation des eaux de ruissellement = descente d'eaux pluviales	F	2 223,50	100%	2 223,50
Fourniture et mise en œuvre de matériaux drainant siliceux	F	5 478,00	100%	5 478,00
Fourniture et pose d'attache et fixations PR pour cana inox	F	11 501,40	100%	11 501,40
Transformation des fossés étanches en fossés drainants	F	7 618,50	100%	7 618,50
Planche d'essai (bentonite) avant reprise barrière passive	F	6 000,00	100%	6 000,00
Mise en œuvre de remblais et compactage des matériaux y compris diguettes	m3	68 085,00	100%	68 085,00
Traitement matériaux pour barrière passive	m3	87 210,00	100%	87 210,00
Contrôles internes et externes de la barrière passive suite traitement	F	5 245,00	100%	5 245,00

386 307,25
LOT 2 ETANCHEITE

Ammenée et repli des matériels et de l'équipe de pose d'étanchéité	F	12 792,26	1	12 792,26
Etablissement PAQ +- PPSPS - PLANS EXE	F	2 117,77	1	2 117,77
Essais et contrôles	F	9 978,50	1	9 978,50
Plans de récolement et Dossier des Ouvrages Exécutés	F	1 694,22	1	1 694,22
Fourniture et pose de géosynthétique bentonitique - Fourniture	m2	3,95	16845	66 537,75
Fourniture et pose de géosynthétique bentonitique - Pose	m2	1,70	16845	28 636,50
Fourniture et pose de géosynthétique bentonitique sodique - Fourniture		2,40	12940	31 056,00
Fourniture et pose de géosynthétique bentonitique - Pose		1,04	12940	13 457,60
Fourniture et pose de géomembrane PEHD - Fourniture	m2	4,72	16845	79 508,40
Fourniture et pose de géomembrane PEHD - Pose	m2	2,02	16845	34 026,90
Fourniture assemblage et de géotextile de protection - Fourniture	m2	2,35	16845	39 585,75
Fourniture assemblage et de géotextile de protection - pose	m2	1,00	16845	16 845,00
Plus value pour sujétions de pose	m2	5,30	735	3 895,50
Fourniture et pose d'une géomembrane PEHD ep 1,5 mm	m2	8,50	693	5 890,50

* Base coût d'aménagement des 4 premiers casiers

346 022,65

Tarif 2016	4 CASIERS	732 329,90
Tarif 2016	5 CASIERS	915 412,38
Tarif 2017	5 CASIERS	959 264,46

4. Cautionnement des garanties financières

Le cautionnement des garanties financières est assuré par un établissement de crédit ou une entreprise d'assurance selon un modèle figurant en annexe de l'arrêté du 1er février 1996 modifié fixant le modèle d'attestation de la constitution des garanties financières.

L'organisme en charge du cautionnement des garanties financières pour le syndicat est l'établissement bancaire ci-dessous :

ZURICH Insurance Plc
96 rue Edouard Vaillant
92309 Levallois-Perret

Le renouvellement des garanties financières sera effectif au moins trois mois avant leur échéance.

PIÈCE XI : Conditions de remise en état

Modalités de remise en état

Selon l'article R.512-39.1 et suivants, le terrain doit être remis en état selon un usage déterminé.

Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant est tenu de remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511-1 (des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature et de l'environnement, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique).

L'exploitant qui met à l'arrêt définitif son exploitation notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

Dans le cas des installations soumises à autorisation, il est joint à la notification un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire sur l'état du site. Le mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement et pouvant comporter notamment :

- l'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement

le mémoire est transmis à l'inspection des Installations Classées (IC). Après examen, l'inspection des IC le transmet au préfet pour consultation du maire.

Si les mesures envisagées sont satisfaisantes, l'exploitant en est avisé par l'inspection. A l'issue de la réalisation des mesures prévues, tous les justificatifs sont envoyés par l'exploitant à l'inspection.

Après regroupement du dossier, des avis et des justificatifs, l'inspection émet un avis favorable à la délivrance du récépissé de cessation d'activité par la direction des affaires juridiques.

Usage futur

Selon l'article R.512-39.1 et suivants, le terrain doit être remis en état selon un usage déterminé.

Dans la perspective d'une cessation d'activité, le site retrouvera un caractère paysager d'un aspect visuel naturel dans un contexte agricole, avec le maintien de manière discrète mais certaine des systèmes de surveillance des lixiviats et des biogaz pendant toute la période post exploitation.

L'emprise du site sera restituée au milieu naturel avec un site totalement remis en état.

Réaménagement et mise en sécurité du site

La remise en état doit tenir compte des caractéristiques essentielles du milieu environnant, elle comportera :

- une mise en sécurité du site,
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état,
- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site.

Conformément au phasage d'exploitation, les réseaux de collecte de biogaz seront mis en place en temps opportun afin de limiter les pollutions atmosphériques en particulier. Ces réseaux seront complétés et connectés à l'installation de traitement avant la mise en place de la couverture définitive.

De même, le recouvrement des casiers par la couverture finale sera poursuivi au fur et à mesure de l'avancement de l'exploitation pour favoriser le ruissellement et limiter la production de lixiviats.

La couverture finale comprendra, de bas en haut :

- d'une couche imperméable d'1m composée de 30 cm de craie, 30 cm de limons à 10^{-9} m/s, 30 cm de craie et une couche de support de matériaux inertes ;
- 0,2 m de matériau granulaire drainant d'une perméabilité supérieure à 10^{-4} m/s ou tout autre dispositif équivalent ;
- 0,3 m de terre végétale.

L'épaisseur de la couverture sera de l'ordre de 1,50m. Une végétalisation sera effectuée à partir d'espèces herbacées et arborées locales.

Les opérations de remise en état seront réalisées au fur et à mesure, conformément à la réglementation, de façon à réintégrer le plus rapidement possible le site dans son environnement.

Post-exploitation : Suivi de post-exploitation

Selon la réglementation, la période de post-exploitation s'étend sur une durée minimale de 30 ans à partir de la fin de l'exploitation de l'ISDND.

Tout au long de la post-exploitation, un suivi des installations et des rejets doit être maintenu.

Le programme de suivi comprend :

- le contrôle de la collecte et du traitement des effluents (lixiviats, biogaz) ;
- le contrôle de la qualité des eaux souterraines et de la qualité des rejets ;
- l'entretien du site (fossés, couverture, clôture, bassins, etc.).

Post-exploitation : Remise en état post-exploitation

En fin de période de suivi, les équipements comme le réseau de dégazage seront démantelés.

L'emprise du site sera restituée au milieu naturel, dans un contexte agricole.

PIÈCE XII : Attestation de propriété

Toutes les parcelles cadastrales concernées par le projet sont la propriété du Syndicat. Les attestations de propriété de TRINOVAL sont présentées par la suite.

ANNEE DE MAJ	2014	DEP DIR	80 0	COM 443	HORNOY LE BOURG				ROLE A	RELEVÉ DE PROPRIÉTÉ				NUMÉRO COMMUNAL		+00137			
Propriétaire		PBBD8Z		SYMI SYND MIXTE TRAIT DECHETS OUEST PICARD															
3 CHEMIN RURAL		80640 THIEULLOY-L ABBAYE																	
gérant,mandataire,gestionnaire		PBCKNH		SMIRTOM PICARDIE OUEST															
3 CHE RURAL		80640 THIEULLOY-L ABBAYE																	

PROPRIETES BATIES																								
DESIGNATION DES PROPRIETES					IDENTIFICATION DU LOCAL										EVALUATION DU LOCAL									
AN	SECTION	N° PLAN	C	N° PART VOIRIE	ADRESSE	CODE RIVOLI	BAT	ENT	NIV	N° PORTE	N	S	M	AF	NAT LOC	CAT	REVENU CADASTRAL	COLL	NAT EXO	AN RE	AN DEB	FRACTION RC EXO	% EXOM	TX COEF
00	YX	3		9003	FLA CROUPE	B101	A	01	00	01001	0188	480			C	C	CH							
					R EXO	0 EUR					R EXO					0 EUR								
REV IMPOSABLE		2954 EUR COM					DEP																	
					R IMP	2954 EUR					R IMP					2954 EUR								

PROPRIETES NON BATIES																								
DESIGNATION DES PROPRIETES										EVALUATION														LIVRE FONCIER
AN	SECTION	N° PLAN	N° VOIRIE	ADRESSE	CODE RIVOLI	N° PARC PRIM	FP/DP	S TAR	SUF	GR/SS GR	CLASSE	NAT CULT	CONTENANCE HA A CA	REVENU CADASTRAL	COLL	NAT EXO	AN RE	FRACTION RC EXO	% EXOTC	Feuille				
00	YX	3		LA CROUPE	B101			1						16 76 24										
										G	A	T	03		2 99 00	215,1	A	TA	215,1	100				
																	C	TA	43,02	20				
																	GC	TA	43,02	20				
										G	BJ	T	04		1 00 00	57,23	A	TA	57,23	100				
																	C	TA	11,45	20				
																	GC	TA	11,45	20				
										G	BK	T	05		3 22 42	119,76	A	TA	119,76	100				
																	C	TA	23,95	20				
																	GC	TA	23,95	20				
										G	C	P	05		1 97 57	85,62	A	TA	85,62	100				
																	C	TA	17,12	20				
																	GC	TA	17,12	20				
										G	DJ	P	04		1 20 21	86,48	A	TA	86,48	100				
																	C	TA	17,3	20				
																	GC	TA	17,3	20				
										G	DK	P	05		2 40 42	104,2	A	TA	104,2	100				
																	C	TA	20,84	20				
																	GC	TA	20,84	20				

[illegible]

[illegible]

4/8/2015

RELEVÉ DE PROPRIÉTÉ

ANNEE DE MAJ	2014	DEP DIR	80 0	COM 754	THIEULLOY-L ABBAYE	ROLE A	RELEVÉ DE PROPRIÉTÉ	NUMÉRO COMMUNAL	+00042
--------------	------	---------	------	---------	--------------------	--------	---------------------	-----------------	--------

Propriétaire	PBBLNN	SYMC SYNDICAT MIXTE INTERDEPARTEMENTAL DE RAMASSAGE ET DE TRAITEM
PAR M.CAPON DANIEL	80640	THIEULLOY-L ABBAYE
gérant,mandataire,gestionnaire	PBCKNH	SMIRTOM PICARDIE OUEST
3 CHE RURAL	80640	THIEULLOY-L ABBAYE

PROPRIETES BATIES																										
DESIGNATION DES PROPRIETES						IDENTIFICATION DU LOCAL										EVALUATION DU LOCAL										
AN	SECTION	N	C	N°	ADRESSE	CODE	BAT	ENT	NIV	N	N	S	M	AF	NAT	CAT	REVENU	COLL	NAT	AN	AN	FRACTION	%	TX	COEF	
		PLAN	PART	VOIRIE		RIVOLI				°	PORTE	°	INVAR	TARE	VAL	LOC		CADASTRAL	EXORET	DEB	RC	EXO	EXOM			
				R EXO			0EUR						R EXO				0EUR									
REV													DEP													
IMPOSABLE		0EUR	COM																							
				R IMP			0EUR						R IMP				0EUR									

PROPRIETES NON BATIES																			
DESIGNATION DES PROPRIETES										EVALUATION								LIVRE FONCIER	
N AN SECTION	N °PLAN	N °VOIRIE	ADRESSE	CODE RIVOLI	N °PARC PRIM	F/DP	S TAR	SUF	GR/SS GR	CLASSE	NAT CULT	CONTENANCE HA A CA	REVENU CADASTRAL	COLL	NAT EXORET	AN RC	FRACTION EXO	%EXO TC	Feuille
04	ZA	9	LA COUTURE	B031			1	A	P	01		50 50	66,42	A	TA		66,42	100	
														C GC	TA TA		13,28 13,28	20 20	

Source : Direction Générale des Finances Publiques page : 1

4/8/2015

RELEVÉ DE PROPRIÉTÉ

ANNEE DE MAJ2014

DEP DIR80 0

COM 754

THIEULLOY-L ABBAYE

ROLE A

RELEVÉ DE PROPRIÉTÉ

NUMERO COMMUNAL+00043

PropriétairePBBP8X SICA SIRTOM DES QUATRE CANTONS

CR N 380640 THIEULLOY-L ABBAYE

gérant, mandataire, gestionnaire PBCKNH SMIRTOM PICARDIE OUEST

3 CHE RURAL80640 THIEULLOY-L ABBAYE

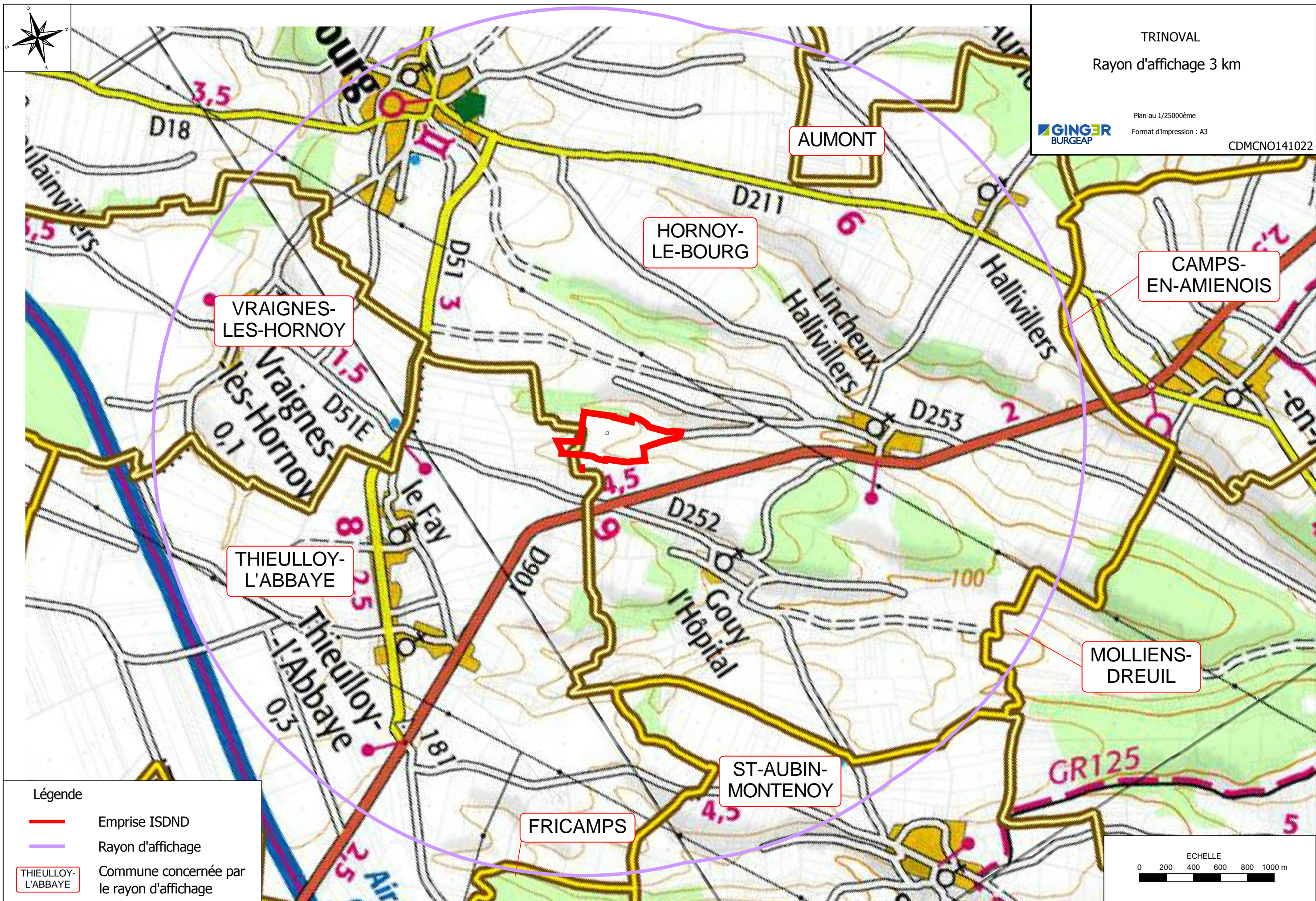
PROPRIÉTÉS BATIES																	
DESIGNATION DES PROPRIÉTÉS						IDENTIFICATION DU LOCAL					EVALUATION DU LOCAL						
AN	SECTION	N	C	N°	ADRESSE	CODE RIVOLI	BAT	ENT	NIV	N	N	S	M	AF	NAT	LOC	CAT
		°	PLAN	°	VOIRIE					°	PORTE	°	INV	ART	REVAL		
REV		R EXO		0 EUR		0 EUR		R EXO		0 EUR							
IMPOSABLE		0 EUR		COM		DEP		R EXO		0 EUR							
		R IMP		0 EUR		R IMP		0 EUR									

PROPRIÉTÉS NON BATIES																		LIVRE FONCIER
DESIGNATION DES PROPRIÉTÉS						EVALUATION												
AN	SECTION	N	N	ADRESSE	CODE RIVOLI	N	°	PARC	FP/DP	S	SUF	GR/SS	CLASSE	NAT	CONTENANCE	REVENU	COLL	
		°	PLAN	°		°	PRIM			T		GR		CULT	HA A CA	CADASTRAL		
ZH		39		AU BOIS DE CORBIERE		B005		1		1 34 76								
								A		J		T		04		89 84		
																51,41		
																A TA		
																C TA		
																GC TA		
																A TA		
																C TA		
																GC TA		
																A TA		
ZH		47		AU BOIS DE CORBIERE		B005		1		A		T		03		63 62		
																45,28		
																45,28		
																A TA		
																C TA		
																GC TA		
																9,06		
																9,06		
																20		
																20		

ANNEXES

ANNEXE 1. RAYON D’AFFICHAGE 3 KM

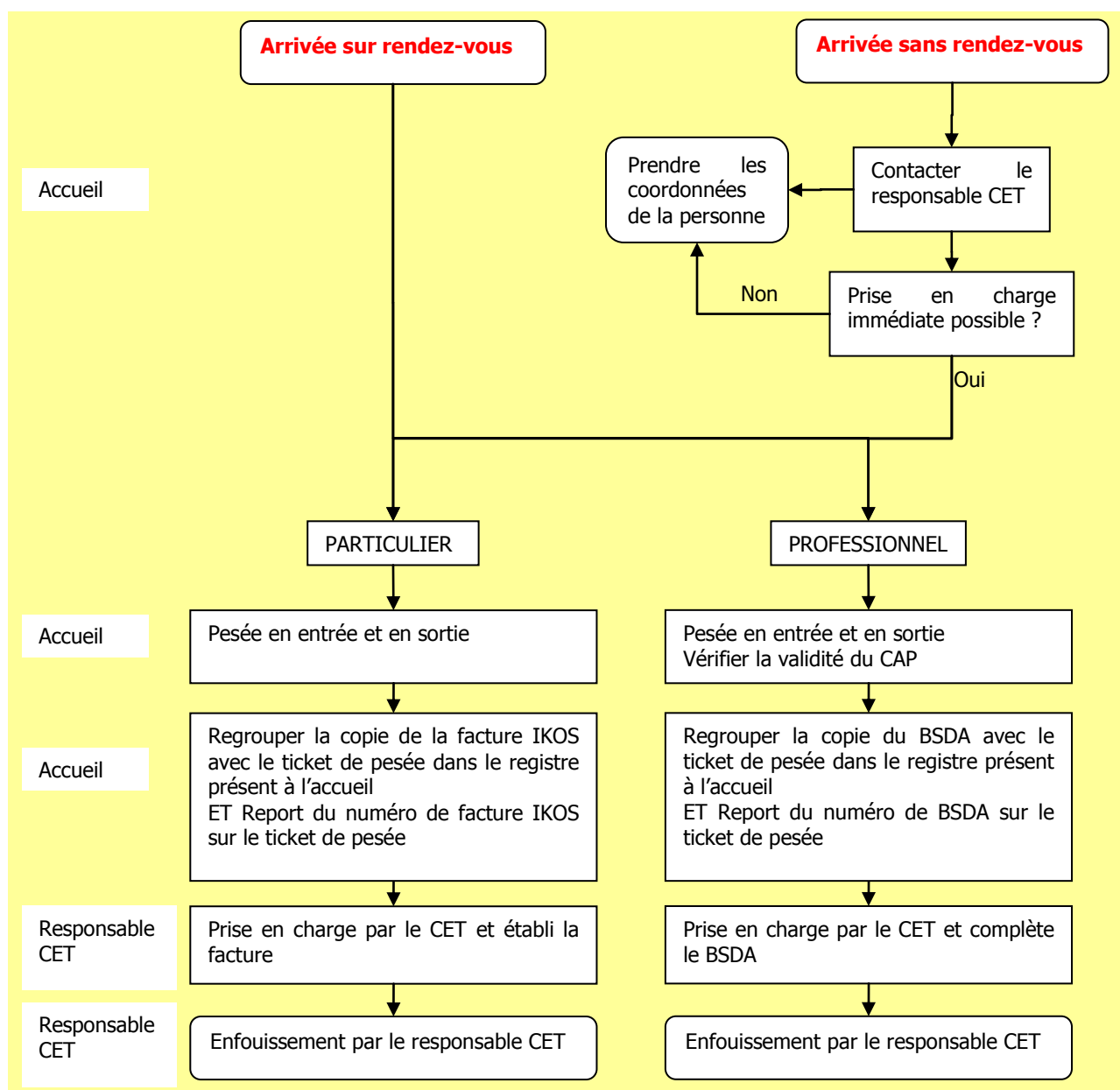
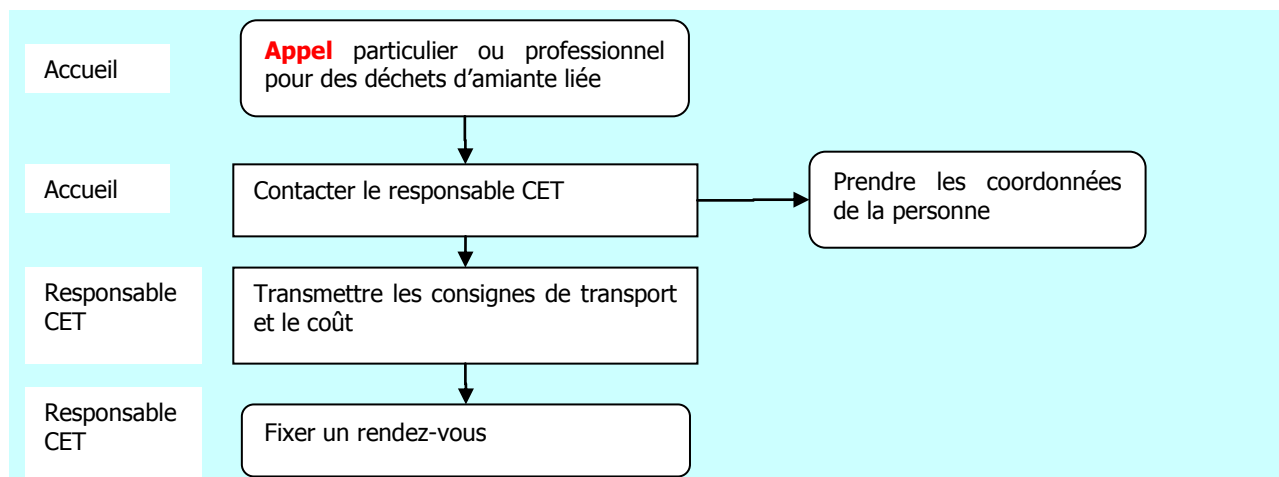
Cette annexe contient 1 page.



ANNEXE 2.

CONSIGNES TRINOVAL POUR LA GESTION DES MATERIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE


Cette annexe contient 1 page.



ANNEXE 3.

INSTRUCTIONS TRINOVAL POUR LE TRAITEMENT DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE

Cette annexe contient 10 pages.

 GROUPE L'HOTELLIER IKOS	INSTRUCTION	Création : 21/01/08
	TRAITEMENT DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE	Modification : 09/07/2014
Périmètre d'application : IKOS ENVIRONNEMENT site de THIEULLOY L'ABBAYE		Indice : 1



I - Nature des interventions

Sont concernées par ce mode opératoire, les activités suivantes :

- contrôle de la conformité de la livraison
- le déchargement et le placement des déchets dans le casier
- le recouvrement quotidien
- la gestion du mode dégradé en cas de rupture d'un confinement

II – Personnel concerné et horaires

Opérateur formé et habilité : Bernard BREUIL
Horaires : Sur rdv tous les matins

III – Déchets acceptés sur site

Sont acceptés les déchets d'amiante lié à des matériaux de construction inertes ayant conservé leur intégrité.

IV – Contrôles en entrée de site

4.1 Contrôle administratif => **POINT DE CONTROLE**

Documents obligatoires

Protocole de sécurité

Le protocole de sécurité est établi entre IKOS ENVIRONNEMENT et l'entreprise qui effectue le transport. Le chauffeur doit en posséder un exemplaire dans le camion. Le chauffeur signe un protocole de sécurité simplifié en entrée de site. Une copie est conservée à l'accueil.

Certificat d'Acceptation Préalable


Tout client doit avoir reçu un Certificat d'Acceptation Préalable (CAP) établi en collaboration avec IKOS Environnement. Aucun déchargement ne peut avoir lieu sans un CAP complet et validé et signé par la collectivité.

BSDA

Les chauffeurs doivent se présenter à l'accueil avec un Bordereau de Suivi de Déchets d'Amiante (CERFA N°1186*03), complété pour les parties « émetteur du bordereau » « entreprise de travaux » « collecteur-transporteur ». Nous conservons l'original. Les chauffeurs repartent avec les autres feuillets.

Le BSDA est accompagné d'une lettre de voiture sauf pour les transports en propre.

Ces documents sont exigibles pour les professionnels. Aucun document obligatoire pour les particuliers.

 GROUPE L'HOTELLIER IKOS	INSTRUCTION	Création : 21/01/08
	TRAITEMENT DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE	Modification : 09/07/2014
Périmètre d'application : IKOS ENVIRONNEMENT site de THIEULLOY L'ABBAYE		Indice : 1

4.2 Conditionnement des déchets => **POINT DE CONTROLE**

Le conditionnement doit posséder les caractéristiques propres à éviter toute dispersion de fibres d'amiante (résistance à la déchirure, étanchéité, décontamination) et permettre la manutention.

Tous les conditionnements doivent être identifiés avec :

- ✓ l'adresse de l'entreprise de travaux
- ✓ l'adresse du site d'élimination
- ✓ le numéro du CAP

Les déchets doivent faire l'objet d'un double ensachage et doivent être conditionnés par colis de taille et de résistance adaptées.

4.2.1 Plaques d'amiante-ciment et tuyaux

3 conditionnements peuvent être acceptés :

- **Grands Récipients pour le Vrac (dépôt-bag 1 à 2 m³)** pour les plaques d'amiante-ciment ou les tuyaux




Le conditionnement extérieur doit clairement faire apparaître l'étiquette « amiante »
La manutention s'effectue avec un engin.

- Les produits plans peuvent également être emballés par lot dans un film polyuréthane, mis sur une palette dont les dimensions sont supérieures ou égales à celles du plus grand déchet. La palette est ensuite filmée dans sa totalité avant d'être cerclée pour maintenir l'ensemble.



Le conditionnement extérieur doit clairement faire apparaître l'étiquette « amiante »
La manutention s'effectue avec un engin.

 GROUPE L'HOTELLIER IKOS	INSTRUCTION	Création : 21/01/08
	TRAITEMENT DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE	Modification : 09/07/2014
Périmètre d'application : IKOS ENVIRONNEMENT site de THIEULLOY L'ABBAYE	Indice : 1	

4.2.2 Eléments en vrac




Il est rappelé que les débris, les poussières et les EPI doivent être dirigés vers une installation de stockage de déchets dangereux (Classe 1)

- Conditionnement par lot en sacs étanches eux-mêmes placés dans un **GRV (BIG BAG) 1 m³**



Le conditionnement extérieur doit clairement faire apparaître l'étiquette « amiante »

	INSTRUCTION	Création : 21/01/08
	TRAITEMENT DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE	Modification : 09/07/2014
	Périmètre d'application : IKOS ENVIRONNEMENT site de THIEULLOY L'ABBAYE	Indice : 1

V – Mode Opérateur

5.1 Mesures d'empoussièrement

✚ Résultats de la campagne INRS de mesures META

	Moyenne MOS + FFA en f/l	Maximum OMS + FFA en f/l
Pour les installations de stockage de déchets	6	9

✚ VLEP

VLEP-8 heures est fixée à 10 fibres par litres à partir du 01 juillet 2015.

✚ Choix des EPI

Protection respiratoire retenue	Principe	Durée de travail avec l'équipement	Concentration dans l'air
Demi-masque filtrant FFP3	Equipement jetable à usage unique	Inf. à 1 heure en mode dégradé	Opérations où la concentration est inférieure à 10 fois la VLEP soit 10*10= 100 fibres au litre

✚ Durée des vacations en cas d'exposition


Les vacations dans le casier sont fixées à une heure en **mode dégradé**. Cette heure ne comprend pas le temps d'habillage mais intègre le temps de déshabillage. Le temps de pause est fixé à 15 minutes avant une nouvelle vacation. Le temps total de port du masque ne peut excéder 6 heures par jour de travail.

En dehors du mode dégradé, le personnel ne porte pas les EPI. Le KIT est à disposition dans l'engin de manutention.

5.2 Procédure de gestion des EPI

Le kit EPI comprend :

- Une combinaison de type 5 aux coutures thermo collées
- Un ½ masque filtrant FFP3
- Des lunettes de sécurité
- Des bottes de sécurité décontaminables
- Une paire de gants en latex
- Une paire de gants de manutention

 <small>GROUPE L'HOTELLIER IKOS</small>	INSTRUCTION	Création : 21/01/08
	TRAITEMENT DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE	Modification : 09/07/2014
Périmètre d'application : IKOS ENVIRONNEMENT site de THIEULLOY L'ABBAYE		Indice : 1

5.2.1 Procédure de mise en place des EPI

- Mettre la combinaison (ne pas mettre la capuche pour le moment),
- Mettre les bottes en passant les jambes de la combinaison au-dessus des bottes,
- Mettre les gants latex avec les manches de la combinaison au-dessus,
- Se faire scotcher par un collègue les raccords :
 - * Gants ⇔ manches de combinaison,
 - * Bottes ⇔ jambes de combinaison,
 - * Fermeture éclair de la combinaison.
- Mettre les lunettes de protection,
- Mettre le masque en l'ajustant bien au visage,
- Mettre la capuche de la combinaison.


5.2.2 Procédure de retrait des EPI

- Nettoyer à l'eau les bottes et les gants,
- Pulvériser du Surfactant sur la combinaison,
- Déchirer le scotch au niveau des bottes,
- Déchirez le scotch au niveau des gants,
- Retirer les gants, les placer dans le sac à déchets,
- Retirer la combinaison en l'enroulant du haut vers le bas, la placer dans le sac à déchets
- Retirer les bottes et les placer dans un sac transparent (fermeture par col de cygne)
- Retirer le masque, le placer dans le sac à déchets
- Fermer le sac (col de cygne)
- Placer le sac dans le container prévu
- Prendre une douche

Nota : Les sacs présents dans les containers sont placés dans un big-bag avant le transfert vers une installation de stockage de déchets dangereux. Un scellé doit être apposé sur le big-bag.

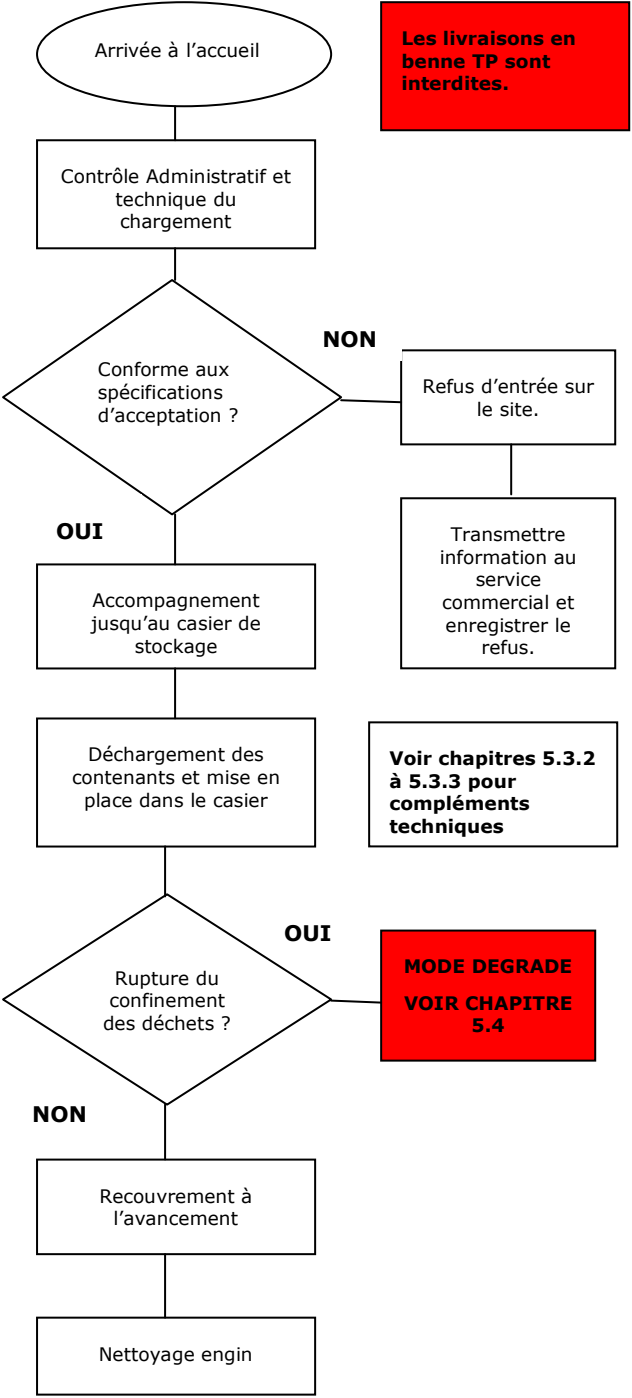
5.2.3 Gestion des déchets


Les déchets sont pris en charge par VI ENVIRONNEMENT pour transfert vers une ISDD. La traçabilité est assurée avec les Bordereaux de Suivi des Déchets Amiantés (BSDA)

 GROUPE L'HOTELLIER IKOS	INSTRUCTION	Création : 21/01/08
TRAITEMENT DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE		Modification : 09/07/2014
Périmètre d'application : IKOS ENVIRONNEMENT site de THIEULLOY L'ABBAYE		Indice : 1

5.3 Gestion du Mode Normal


5.3.1 Descriptif général

Mode opératoire	Resp.	Moyens	Commentaires
 <pre> graph TD A([Arrivée à l'accueil]) --> B[Contrôle Administratif et technique du chargement] B --> C{Conforme aux spécifications d'acceptation ?} C -- NON --> D[Refus d'entrée sur le site.] D --> E[Transmettre information au service commercial et enregistrer le refus.] C -- OUI --> F[Accompagnement jusqu'au casier de stockage] F --> G[Déchargement des contenants et mise en place dans le casier] G --> H{Rupture du confinement des déchets ?} H -- OUI --> I[MODE DEGRADE VOIR CHAPITRE 5.4] H -- NON --> J[Recouvrement à l'avancement] J --> K[Nettoyage engin] </pre> <p>Les livraisons en benne TP sont interdites.</p> <p>Voir chapitres 5.3.2 à 5.3.3 pour compléments techniques</p>	<p>Op. Amiante Agent d'accueil</p> <p>Resp. d'exploitation</p> <p>Agent d'accueil Resp. d'exploitation</p> <p>Op. Amiante</p> <p>Op. Amiante</p>	<p>Registre des refus</p> <p>Jet d'eau</p>	<p>Camion sur le pont bascule</p> <p>Conformément au chapitre 4.2</p> <p>Conformément au chapitre 4.2</p> <p>A l'accueil du site.</p> <p>Pour assurer au casier de stockage des déchets d'amiante une stabilité mécanique et limiter toute dispersion de fibres, le recouvrement est effectué quotidiennement avec les matériaux disponibles sur site, type matériaux argileux ou terres.</p> <p>En fond de casier.</p>

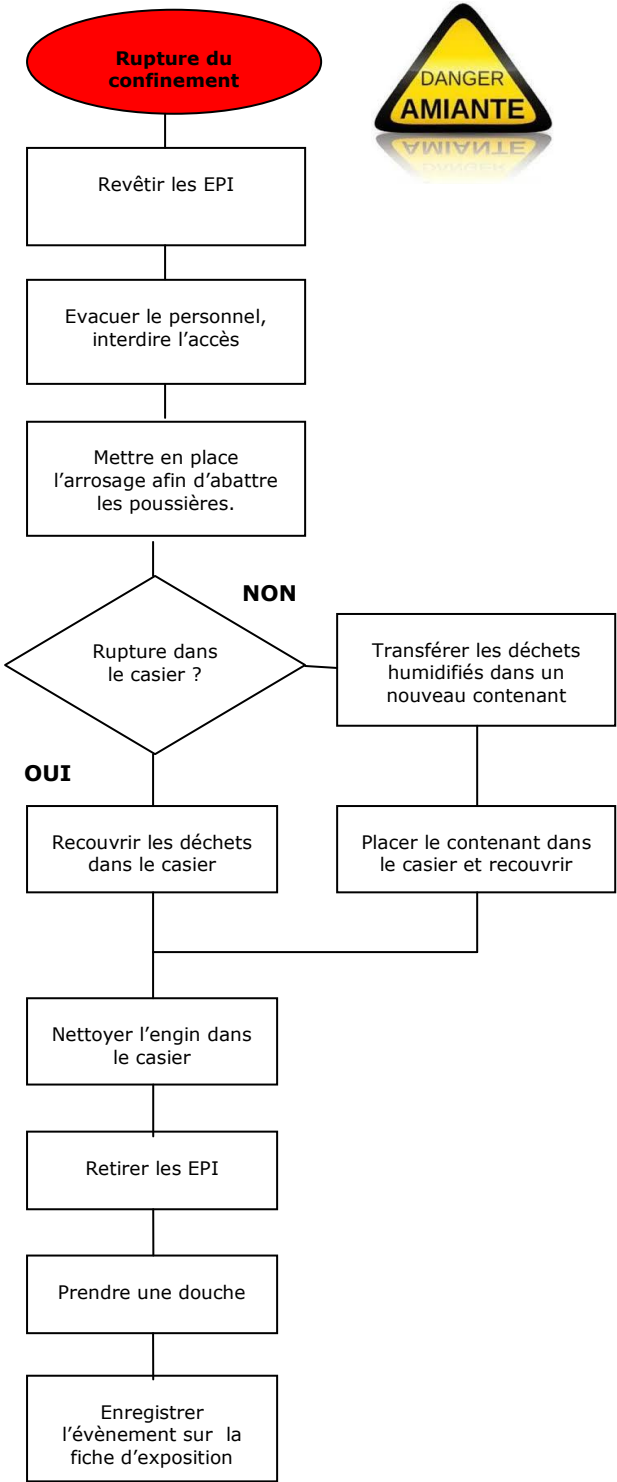
	INSTRUCTION		Création : 21/01/08
	TRAITEMENT DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE		Modification : 09/07/2014
	Périmètre d'application : IKOS ENVIRONNEMENT site de THIEULLOY L'ABBAYE		Indice : 1


5.3.2 Gestion des big-bag

Mode opératoire	Resp.	Moyens	Commentaires
<div>Le camion est guidé jusqu'à la zone de déchargement</div>	Op. Amiante		Respect impératif des consignes formulées par l'opérateur.
<div>L'engin de déchargement se positionne à proximité du camion</div>	Op. Amiante	Engin de manutention.	
<div>Le chauffeur du camion accroche le big-bag à l'engin puis se déplace pour se mettre en sécurité</div>	Chauffeur du camion		
<div>L'engin se déplace jusqu'à l'emplacement définitif et dépose le big-bag.</div>	Op. Amiante	Engin de manutention.	

 GROUPE L'HOTELLIER IKOS	INSTRUCTION	Création : 21/01/08
	TRAITEMENT DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE	Modification : 09/07/2014
Périmètre d'application : IKOS ENVIRONNEMENT site de THIEULLOY L'ABBAYE		Indice : 1

5.4 Mode dégradé (Gestion des situations accidentelles)

Mode opératoire	Resp.	Moyens	Commentaires
 <pre> graph TD Start([Rupture du confinement]) --> EPI[Revêtir les EPI] EPI --> Evacuer[Evacuer le personnel, interdire l'accès] Evacuer --> Arrosage[Mettre en place l'arrosage afin d'abattre les poussières.] Arrosage --> Decision{Rupture dans le casier?} Decision -- NON --> Transfert[Transférer les déchets humidifiés dans un nouveau contenant] Decision -- OUI --> Recouvrir[Recouvrir les déchets dans le casier] Transfert --> Placer[Placer le contenant dans le casier et recouvrir] Recouvrir --> Placer Placer --> Nettoyer[Nettoyer l'engin dans le casier] Nettoyer --> Retirer[Retirer les EPI] Retirer --> Douche[Prendre une douche] Douche --> Enregistrer[Enregistrer l'évènement sur la fiche d'exposition] </pre>	<p>Op. Amiante</p> <p>Op. Amiante</p> <p>Op. Amiante</p> <p>Op. Amiante</p> <p>Op. Amiante</p> <p>Op. Amiante</p> <p>Op. Amiante</p> <p>Op. Amiante</p> <p>Op. Amiante</p> <p>Resp. Exploitation</p>	<p>Réserve d'eau et lance d'arrosage</p> <p>Jet d'eau</p>	<p>Voir § 5.2 pour procédure détaillée</p> <p>Le recouvrement est effectué avec les matériaux disponibles sur site, type matériaux argileux ou terres.</p> <p>En fond de casier.</p> <p>Voir § 5.2 pour procédure détaillée</p>

 <small>GROUPE L'HOTELLIER IKOS</small>	INSTRUCTION	Création : 21/01/08
	TRAITEMENT DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE	Modification : 09/07/2014
Périmètre d'application : IKOS ENVIRONNEMENT site de THIEULLOY L'ABBAYE		Indice : 1

VI – Suivi du personnel

Formations :

Les personnels affectés à la gestion du casier de stockage ont suivi et validé les formations de la Sous-Section 4 conformément à l'arrêté du 23 février 2012 après vérification de leur aptitude médicale.

Les personnels affectés à la gestion du casier sont également titulaires des CACES nécessaires à l'utilisation de l'engin de manutention.

Suivi des expositions :

Toutes les expositions (mode dégradé) sont enregistrées dans la fiche de suivi des expositions. Ces fiches sont transmises une fois par an au service de santé au travail.

Attestation d'exposition :

Une attestation d'exposition est établie au vu des fiches d'exposition et remise au salarié avant son départ de l'entreprise (copie Service de santé au travail)

VII – Documents associés

✚ Documentation fournisseur EPI

✚ Attestation compétence

Référence bibliographique et réglementaire

✚ Guide INRS ED 6028 de mars 2013 Exposition à l'amiante lors du traitement des déchets

✚ Guide INRS ED 6091 de décembre 2012 Travaux de retrait ...

✚ Arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante

✚ Arrêté du 12 mars 2012 relatif au stockage des déchets d'amiante

✚ Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante

✚ Arrêté du 07 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante

✚ Arrêté du 08 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante

ANNEXE 4. DONNEES FINANCIERES

Cette annexe contient 56 pages.

4.12 Budget prévisionnel des investissements sur 10 ans

Le tableau suivant détaille les principaux investissements pour le SMIRTOM, répartis sur les 10 ans d'exploitation (données à titre indicatif) ; le planning est établi en accord avec le planning de remplissage des alvéoles de l'ISDND présenté en page 35.

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Total Variante
Solution 1 "zéro rejet" : réseau d'amenée des réseaux d'effluents traités	30 000 €										30 000 €
Solution 1 "zéro rejet" : création de la PF évaporation	20 000 €										20 000 €
Création du bassin de stockage des boues : capacité = 400 m ³	15 000 €										15 000 €
Création de la plate-forme bois et modification de la gestion des eaux pluviales	55 000 €										55 000 €
Terrassement de l'alvéole C2a	325 000 €										
Barrière passive de l'alvéole C2a		95 000 €									
Barrière active et massifs drainants de C2a		125 000 €									
Suivis et contrôles externes		25 000 €									
Sous-total construction C2a	325 000 €	245 000 €									570 000 €
Terrassement de l'alvéole C2b		325 000 €									
Barrière passive de l'alvéole C2b			95 000 €								
Barrière active et massifs drainants de C2b			125 000 €								
Suivis et contrôles externes			25 000 €								
Sous-total construction C2b		325 000 €	245 000 €								570 000 €
Travaux de voiries (aménagement et entretiens)	5 000 €	5 000 €	5 000 €		5 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €	45 000 €
Réalisation de la voirie pour le casier C2				28 000 €							28 000 €
Terrassement de l'alvéole C2c					325 000 €						
Barrière passive de l'alvéole C2c						95 000 €					
Barrière active et massifs drainants de C2c						125 000 €					
Suivis et contrôles externes						25 000 €					
Sous-total construction C2c					325 000 €	245 000 €					570 000 €
Terrassement de l'alvéole C2d									325 000 €		
Barrière passive de l'alvéole C2d										95 000 €	
Barrière active et massifs drainants de C2d										125 000 €	
Suivis et contrôles externes										25 000 €	
Sous-total construction C2d									325 000 €	245 000 €	570 000 €
Terrassement du casier 3										72 000 €	72 000 €
Barrière passive du casier 3										65 000 €	65 000 €
Barrière active et massifs drainants du casier 3										72 000 €	72 000 €
Sous-total construction Casier 3										209 000 €	
Total	450 000 €	575 000 €	250 000 €	28 000 €	330 000 €	250 000 €	5 000 €	5 000 €	330 000 €	459 000 €	2 682 000 €

Pouvoir adjudicateur:
SMIRTOM PICARDIE OUEST

MARCHE DE SERVICES

Dialogue Compétitif

Exploitation de l'ISDND, de la plate-forme de compostage de déchets verts et de la plate forme de traitement du bois du SMIRTOM Picardie ouest sur la commune de Thieulloy l'Abbaye

ACTE D'ENGAGEMENT

Juillet 2010
Version 1.0



MARCHE PUBLIC DE SERVICES

Maître de l'ouvrage : **SMIRTOM PICARDIE OUEST**

Date du marché	:
----------------	---

Montant	:
---------	---

Imputation	:
------------	---

Procédure de Dialogue compétitif

Maître de l'Ouvrage : SMIRTOM Picardie Ouest représenté par son Président.
--

Assistance à Maîtrise d'Ouvrage : JPC PARTNER

Personne habilitée à donner les renseignements : Monsieur le Président du SMIRTOM

Ordonnateur : Monsieur le Président du SMIRTOM
--

SMIRTOM Picardie Ouest – Exploitation de l'ISDND
Acte d'engagement

SOMMAIRE

SOMMAIRE.....	3
ARTICLE 1ER - CONTRACTANTS	4
ARTICLE 2 : PRIX.....	5
ARTICLE 3 : TONNAGES DE TRI GARANTIS	7
ARTICLE 4 - SOUS-TRAITANCE.....	8
ARTICLE 5 : DELAIS.....	9
ARTICLE 6 - PAIEMENTS	9
ARTICLE 7 - SIGNATURES.....	10
VISAS - NOTIFICATION.....	11
A - ACCEPTATION DE L'OFFRE.....	11
B - DATE D'EFFET DU MARCHÉ	11

Annexe 1 : Acte spécial de sous traitance

ARTICLE 1ER - CONTRACTANTS

Nous soussignés,

(a) M *Schunee christophe, Directeur General Delegue*agissant au nom et pour le compte de la Société : *IKOS Environnement*au capital de : *750 000 €*ayant son siège social : *2: du Noveis 76340 Blangy - Breule*téléphone : *02.22.98.0075* télécopie : *02.22.98.0081*

télex :

immatriculée à l'I.N.S.E.E.

- S.I.R.E.T. :

- code A.P.E : *900 E*- R.C. ou R.M. : *B 398 277 202*

(b) M

agissant au nom et pour le compte de la Société :

au capital de :

ayant son siège social :

téléphone :

télécopie :

télex :

immatriculée à l'I.N.S.E.E.

- S.I.R.E.T. :

- code A.P.E :

- R.C. ou R.M. :

(c) M

agissant au nom et pour le compte de la Société :

au capital de :

ayant son siège social :

téléphone :

télécopie :

télex :

immatriculée à l'I.N.S.E.E.

- S.I.R.E.T. :

- code A.P.E :

- R.C. ou R.M. :

(d) M

agissant au nom et pour le compte de la Société :

au capital de :

ayant son siège social :

téléphone :

télécopie :

télex :

immatriculée à l'I.N.S.E.E.

- S.I.R.E.T. :

- code A.P.E :

- R.C. ou R.M. :

(e) M

agissant au nom et pour le compte de la Société :

au capital de :

ayant son siège social :

téléphone :

télécopie :

télex :

immatriculée à l'I.N.S.E.E.

- S.I.R.E.T. :

- code A.P.E :

- R.C. ou R.M. :

Acte d'engagement

après avoir pris connaissance du Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.), du Programme fonctionnel et des documents qui y sont mentionnés,

et après avoir établi les déclarations prévues notamment au Code des Marchés Publics

nous engageons, sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne nous lie toutefois que si son acceptation nous est notifiée dans un délai de **cent quatre vingt (90) jours** à compter de la date limite de remise des offres fixée par le Règlement du dialogue

L'entrepreneur **(a)** est le mandataire des entrepreneurs groupés solidaires (ou un candidat individuel).

Article 2 : PRIX

Les modalités de variation des prix sont fixées au C.C.A.P.

Les prestations de base sont rémunérées par application d'un prix global forfaitaire décomposé dans les tableaux ci-après:

Variante : Zéro rejet, landfill mining et possibilité d'accepter des DIB

Libellés de prix	Unités	PUHT En chiffres	TVA (5,5%)	PUTTC En chiffres	PUTC en lettres
ISDND	Tonnages SMIRTOM entrants sur site de stockage	29,15 €	1,60 €	30,75 €	Trente euros et soixante quinze centimes(1)
DV	Tonnages de déchets verts entrants sur site	10,00 €	0,55 €	10,55 €	Dix euros et cinquante cinq centimes
KAB	Tonnages de bois classés A et B entrants sur site	10,00 €	0,55 €	10,55 €	Dix euros et cinquante cinq centimes

(1) avec aucun apport de DIB externe par IKOS

si Apport de 2 kT/an de DIB externe	Tonnages SMIRTOM entrants sur site de stockage	-1,00 €	-0,06 €	-1,06 €	Moins value de Un euro et six centimes par tonne livré sur le compte du SMIRTOM (environ 30 kT/an) dans ISDND. Les 2 kT externes sont facturés par IKOS au client externe.
si Apport de 5 kT/an de DIB externe	Tonnages SMIRTOM entrants sur site de stockage	-3,00 €	-0,17 €	-3,17 €	Moins value de Trois euros et dix sept centimes par tonne livré sur le compte du SMIRTOM (environ 30 kT/an) dans ISDND. Les 5 kT externes sont facturés par IKOS au client externe.

2 Les candidats présentant des options sont invités à compléter l'acte d'engagement. En cas de variante, il y aura autant d'actes d'engagement que de solutions proposées.

SMIRTOM Picardie Ouest - Exploitation de l'ISDND

Acte d'engagement

Prix optionnels à l'offre variante :

Libellé de prix(2)	Unité	PUHT en chiffres	TVA (5,5%)	PUTTC En chiffres	PUTTC en lettres

2 Les candidats présentant des options sont invités à compléter l'acte d'engagement. En cas de variante, il y aura autant d'actes d'engagement que de solutions proposées.

5

ARTICLE 3 : TONNAGES DE TRI GARANTIS

Le candidat s'engage de façon irrévocable à amener sur le centre de tri, sous peine de se voir infliger les pénalités prévues à l'article 9.1 du CCAP les tonnes telles que données ci-dessous.

Année	Matériaux	Tonnages	Année	Matériaux	Tonnages
2011	Multi	2000	2018	Multi	2000
	CC			CC	
	CP			CP	
2012	Multi	2000	2019	Multi	2000
	CC			CC	
	CP			CP	
2013	Multi	2000	2020	Multi	2000
	CC			CC	
	CP			CP	
2014	Multi	2000	2021	Multi	2000
	CC			CC	
	CP			CP	
2015	Multi	2000	2022	Multi	2000
	CC			CC	
	CP			CP	
2016	Multi	2000	2023	Multi	2000
	CC			CC	
	CP			CP	
2017	Multi	2000			
	CC				
	CP				

ARTICLE 4 - SOUS-TRAITANCE

L'annexe au présent acte d'engagement indique la nature et le montant des prestations et des travaux que nous envisageons de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, les noms des sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance ; le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque annexe constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder.

L'annexe constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du marché ; cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Le montant total, TVA incluse, des prestations que nous envisageons de sous-traiter, conformément à ces annexes, est de :

Soit (*en lettres*)

Euros

En outre, le tableau ci-après indique la nature et le montant des prestations que nous envisageons de faire exécuter par des sous-traitants payés directement après avoir demandé en cours de marché leur acceptation et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance les concernant, par acte spécial, à la personne responsable du marché.

Les sommes figurant à ce tableau correspondant au montant maximal de la créance que chaque sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder

Nature des prestations	Montant des prestations		
	Hors T.V.A.	T.V.A. en vigueur (1)	T.V.A. incluse
Total			

Le montant maximal, TVA inclus, de la créance que nous pourrions présenter en nantissement ou céder, est ainsi de :

.....Euros

soit (en lettres) :

.....Euros

ARTICLE 5 : DELAIS

Eu égard à la durée de vie du site de stockage fixée par l'arrêté préfectoral en date du 11 juin 2001, d'une part, et d'autre part les règles de remise en concurrence régulière des marchés de prestations de services, d'autre part, la durée du marché est fixée à 10 ans avec une possibilité de reconduction du marché de 3 fois un an, sans que la durée totale du marché ne dépasse 13 ans. La reconduction se fera par envoi d'une lettre recommandée 6 mois avant l'échéance du marché.

La date prévisionnelle de commencement des prestations est le 1^{er} janvier 2011.

ARTICLE 6 - PAIEMENTS

6.1. – AVANCE FORFAITAIRE :

Le titulaire accepte refuse (barrer la mention inutile)

L'avance forfaitaire d'un montant de : 490 000 euros (à remplir par le candidat selon la définition précisée au CCAP et dans la limite de 5% du montant du marché initial)

6.2. – DOMICILIATION BANCAIRE

Le Maître de l'Ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit des comptes suivants :

1er contractant (mandataire) :

- du compte ouvert au nom de : IKS Eminonmont

- sous le numéro : 1 32 98 00 272 002 001 0201

- à : BCOME Rouen 2r. Sablon 76130 Mont Saint Aignan

2ème contractant : Nom :

- du compte ouvert au nom de :

- sous le numéro :

- à :

Le Maître de l'Ouvrage se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

ARTICLE 7 - SIGNATURES


Nous affirmons, sous peine de résiliation de plein droit du marché, ou de sa mise en régie à leurs torts exclusifs, que les sociétés pour lesquelles nous intervenons ne tombent pas sous le coup de l'interdiction découlant de l'article 50 modifié de la Loi n° 52.401 du 14 Avril 1952

Les déclarations similaires des sous-traitants énumérés plus haut sont annexées au présent acte d'engagement.

Fait en un seul original, à Blangy-sur-Bresle, le 9 septembre 2010

Signatures accompagnées de la mention « lu et approuvé »

Monsieur Le Président du SMIRTOM Ouest Picardie

lu et approuvé


Le Mandataire :

lu et approuvé



IKOS Environnement
Z.I. Rue du Marais
76340 Blangy-sur-Bresle

VISAS - NOTIFICATION

A - ACCEPTATION DE L'OFFRE

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement,

à Thieulloy l'Abbaye , le 4 janvier 2011

La personne responsable du marché :



B - DATE D'EFFECTUATION

(a) Reçu notification du marché,

à Thieulloy l'Abbaye , le 4 janvier 2011

L'entrepreneur :
(mandataire)



(b) Reçu l'avis de réception postal de la notification du marché, signé le
par l'entrepreneur destinataire,

à , le

La personne responsable du marché :

ANNEXE 1 A L'ACTE D'ENGAGEMENT EN CAS DE SOUS-TRAITANCE

Demande d'acceptation d'un sous traitant et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous traitance - Annexe n°

MARCHE :

- * Titulaire :
- * Objet :

PRESTATIONS SOUS-TRAITÉES :

- * Nature :
- * Montant TVA comprise (Euros)

SOUS-TRAITANT :

- * nom, raison ou dénomination sociale :
- * entreprise individuelle ou forme juridique de la société :
- * numéro d'identité d'établissement (SIRET) :
- * numéro d'inscription au registre du commerce ou au répertoire des métiers :
- * adresse :
- * compte à créditer (établissement de crédit, agence ou centre, n° de compte) :

CONDITION DE PAIEMENT DU CONTRAT DE SOUS-TRAITANCE :

- * modalités de calcul et de versement des avances et acomptes :
- * date (ou mois) d'établissement des prix :
- * modalités de révision des prix :
- * stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses :

PERSONNE HABILITÉE A DONNER LES RENSEIGNEMENTS PRÉVUS AU CODE DES MARCHES PUBLICS :

COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS :

La personne responsable du marché,

L'entrepreneur,

Le mandataire,



SYNDICAT MIXTE
INTERDÉPARTEMENTAL
DE RAMASSAGE ET DE TRAITEMENT
DES ORDURES MÉNAGÈRES
DE LA PICARDIE OUEST

SMIRTOM Picardie Ouest
Centre de traitement
CR n°3 Les Corbières
80640 THIEULLOY L'ABBAYE

à

IKOS ENVIRONNEMENT
Z.I. du Marais
76340 BLANGY SUR BRESLE

Objet: Exploitation de l'ISDND, de la plate-forme de compostage de déchets verts, de la plate-forme de traitement du bois du SMIRTOM Picardie Ouest sur la commune de Thieulloy l'Abbaye - Ordre de service.

Monsieur le Directeur,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que l'offre que vous avez présentée pour le marché cité en objet, a été retenue.

Le présent courrier vaut ordre de service, le SMIRTOM Picardie vous prie de bien vouloir commencer l'exploitation ce jour.

Je vous prie de croire, Monsieur le Directeur, à l'expression de mes salutations les meilleures.

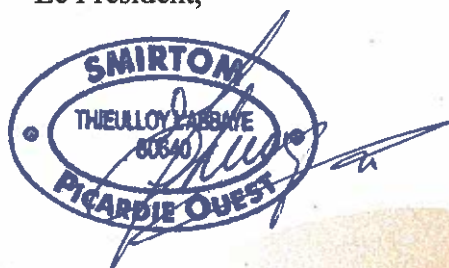
Thieulloy l'Abbaye, le 4 janvier 2011

Le Président,

Reçu notification le 4 janv. 2011

Le titulaire,

IKOS Environnement
Z.I. Rue du Marais
76340 Blangy-sur-Bresle



Jean-Claude BILLOT



Fait en deux exemplaires originaux

SMIRTOM - Picardie Ouest

Chemin rural n°3 - 80640 THIEULLOY-L'ABBAYE - Tél. : 03 22 90 36 60 - Fax : 03 22 90 10 59
Messagerie : smirtom-picardie-ouest@orange.fr - Site Internet : www.smirtom-picardie-ouest.fr

CONTRAT DE PRESTATION DE SERVICES

ENTRE LES SOUSSIGNES :

- **SMIRTOM Picardie Ouest**, Syndicat Mixte Interdépartemental pour le ramassage et le traitement des ordures ménagères immatriculé à l'INSEE sous le numéro 258 002 344 00020 dont le siège social est CHEMIN RURAL N°3 80640 THIEULLOY-L'ABBAYE, et dont le code APE est 3811 Z, représenté par, Monsieur Jean-Claude BILLOT, Président,

Ci-après dénommé « *le prestataire* »

et :

- **IKOS ENVIRONNEMENT**, Société par Actions Simplifiée au capital de 750 000 Euros, dont le siège social est Zone Industrielle – rue du Marais à BLANGY-SUR-BRESLE (76340), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de DIEPPE sous le numéro 398 277 202, dont le code APE est 3812 Z, représenté par Monsieur Christophe SCHUMER, Directeur Général Délégué,

Ci-après dénommé « *le client* »

IL EST PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT

IKOS ENVIRONNEMENT est, à compter du 4 janvier 2011, adjudicataire du marché, jusqu'à présent géré en régie, d'exploitation de l'ISDND, de la plateforme de compostage de déchets verts et de la plate forme de traitement du bois du SMIRTOM Picardie Ouest sur la commune de Thieulloy-l'Abbaye.

Le démarrage effectif de l'installation étant fixé au 4 janvier 2010, IKOS ENVIRONNEMENT a demandé au SMIRTOM Picardie Ouest de mettre à sa disposition les moyens matériels et humains nécessaires au démarrage de l'exploitation durant les premières semaines.

Par le présent contrat, les parties conviennent de définir les modalités pratiques et techniques de cette prestation de service.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1^{er} : Objet du contrat

Le prestataire s'engage à effectuer les principales prestations de services suivantes :

- réception des déchets ménagers, des déchets verts et du bois sur les différentes plateformes du site de Thieulloy-l'Abbaye, issus des collectes réalisées soit par le prestataire, soit de manière directe ou indirecte pour le compte de la Communauté de Communes de la Picardie Verte (CCPV), soit par les clients habituels du prestataire,
- compactage journalier des déchets dans le casier en cours d'exploitation,
- retournement des andains et chargement du compost,
- relevage des tas de bois et accompagnement à la prestation de broyage.

Moyens humains :

Pour l'exécution de sa prestation de service, le prestataire utilisera deux équivalents temps plein.

Afin d'effectuer ses prestations de services dans des conditions normales d'exercice, le prestataire utilisera les matériels suivants :

- un compacteur à pieds de mouton « Caterpillar » 26 tonnes,
- un TRAXX « Caterpillar »,
- une chargeuse « Komatsu » WA 320

Le carburant et l'entretien des matériels sont compris dans le prix défini à l'article 5 du présent contrat.

Article 2 : Matériel et personnel

Le matériel doit être en bon état de marche, d'entretien et de propreté, et muni des équipements et des documents prescrits par les différentes réglementations en vigueur.

À défaut, le client se réserve le droit de refuser ledit matériel et d'en exiger un de caractéristiques similaires.

Le personnel doit disposer des compétences et habilitations nécessaires à l'exercice de leur activité.

Le prestataire fournit à cet effet au client :

- l'autorisation de conduite du conducteur en cours de validité, délivrée par son employeur,
- un certificat d'assurance,
- un justificatif, le cas échéant, de la vérification générale périodique (VGP),
- un justificatif, le cas échéant, du contrôle de levage,
- une attestation sur l'honneur d'employer de façon régulière au regard de la législation française, des salariés eux-mêmes autorisés à exercer une activité professionnelle sur le territoire français.

Article 3 : Sécurité

Le personnel est placé sous la responsabilité du client ou de son représentant, qui l'accueille et lui expose les règles relatives à la sécurité et à l'organisation de son travail.

Dans le respect de la législation et du règlement intérieur du client, le personnel pourra faire l'objet de contrôles d'alcoolémie. En cas de contrôle positif, le prestataire sera immédiatement informé et prendra les mesures nécessaires pour écarter le personnel concerné du site.

Le prestataire procédera au remplacement du personnel concerné et fera son affaire personnelle des sanctions qu'il entendra prendre à l'encontre de son salarié.

En cas d'accident du travail, le personnel se devra d'avertir dans les meilleurs délais le client, lequel devra, dès qu'il aura connaissance de l'évènement, informer le prestataire en lui relatant les circonstances des faits.

Il appartiendra alors au prestataire d'effectuer les déclarations nécessaires.

Article 3 : Responsabilités

En cas de panne ou d'indisponibilité du matériel pour quelque cause que ce soit, le client avise aussitôt le prestataire et prend les mesures nécessaires en vue de procéder, dans les meilleurs délais, soit à la remise en service du matériel, soit à son remplacement par un matériel de caractéristiques comparables.

Article 4 : Assurances

Le prestataire fait son affaire personnelle de la souscription d'une police d'assurance responsabilité civile couvrant tant le personnel que les engins et matériels affectés au site de Thieulloy-l'Abbaye.

Article 5 : Prix

Le montant de cette prestation de service est conclu au prix forfaitaire mensuel et non révisable de 19.500 euros hors taxe (dix neuf mille cinq cents euros). Toutefois, si la prestation de service se terminait le 31 janvier 2011, il n'y aurait pas d'application de la TVA.

Article 6 : Durée

Le présent contrat de prestation de service est conclu pour une durée maximale de trois mois et débutera le 4 janvier 2011. Il se terminera au plus tard le 31 mars 2011 et ne pourra être renouvelé conformément à la délibération prise par le Comité Syndical du SMIRTOM Picardie Ouest réuni en Assemblée Générale le 23 décembre 2010.

Article 7 : Règlement

Le paiement du prix doit intervenir dans le délai de 30 jours maximum à compter de la date d'émission de la facture.

Les factures sont adressées par le prestataire à l'adresse du siège social du client.

Article 8 : Attribution de compétence territoriale et législative

Les litiges pouvant survenir à l'occasion de l'exécution du présent contrat seront soumis au tribunal de commerce dans le ressort duquel est situé le siège social du client. Il sera fait application de la loi française.

Article 9 : Effet

Le présent contrat prend effet à compter du 4 janvier 2011

Fait à Thieulloy-l'Abbaye en quatre exemplaires originaux
Le 4 janvier 2011

Pour le SMIRTOM Picardie Ouest
Monsieur Jean-Claude BILLOT



Président



Pour la Société IKOS ENVIRONNEMENT
Monsieur Christophe SCHUMER



Directeur Général délégué

Marie Isabelle Beuvin

De: PREF80 ar-controlelegal AMIENS [ar-controlelegal.amiens@somme.gouv.fr]
Envoyé: lundi 31 janvier 2011 17:10
À: marie.sirom@wanadoo.fr
Objet: 040111 CT0000 009 258004555

--

ACCUSÉ RÉCEPTION

Votre acte répondant à la codification portée en objet a été reçu à la préfecture le : 31/01/2011

*Nous vous rappelons que l'objet de l'acte était le suivant : CONTRATDEPRESTATION DE SERVICES
- IKOS ENVIRONNEMENT*

Nous vous souhaitons une bonne journée.



Préfecture de la région de Picardie
Direction des Affaires Juridiques et de l'Administration Locale (D.A.J.A.)

Tél. : 03.22.97.82.58 (Std) Fax. : 03.22.97.81.93

ar-controlelegal.amiens@somme.pref.gouv.fr

*Les bureaux au 2^{me} étage du 51 rue de la République sont ouverts :
du lundi au jeudi : de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 16h30 et le vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 16h00
Portail de l'État dans la Somme : <http://www.somme.pref.gouv.fr/>*

Pour un meilleur suivi, numérotez vos actes.

**MARCHÉS PUBLICS ET ACCORDS-CADRES
OUV11**

MISE AU POINT

Le formulaire OUV11 est un modèle de document qui peut être utilisé par le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice souhaitant procéder, en accord avec le candidat retenu, à une mise au point des composantes du marché public ou de l'accord-cadre. Les modifications contenues dans le document ne peuvent remettre en cause les caractéristiques substantielles de l'offre retenue ni le classement des offres.

En cas d'allotissement, un document est rempli pour chaque lot faisant l'objet d'une mise au point.

A - Identification du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice).

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel public à la concurrence ou la lettre de consultation.)

SMIRTOM Picardie Ouest - CR3 - 80640 Thieulloy L'Abbaye
Tel 03 22 90 36 60
Fax 03 22 90 10 59

B - Objet du marché public ou de l'accord-cadre.

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel public à la concurrence ou la lettre de consultation. En cas d'allotissement, préciser également l'intitulé de la consultation.)

Exploitation de l'ISDND, de la plate-forme de compostage de déchets verts et de la plate forme de traitement du bois du SMIRTOM

C - Identification du candidat retenu.

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat individuel ou de chaque membre du groupement d'entreprises candidat, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET. En cas de candidature groupée, identifier le mandataire désigné pour représenter l'ensemble des membres du groupement et coordonner les prestations.]

IKOS - ZI Rue du Marais - 76340 Blangy sur Bresle

U.


D - Modifications apportées.


A l'occasion de la mise au point du marché public ou de l'accord-cadre, les modifications ci-dessous sont apportées aux stipulations contenues dans les pièces constitutives du marché public ou de l'accord-cadre.

Nature du document concerné et numéro de l'article modifié	Nature de la modification apportée
Article 2 - acte d'engagement variante	Le titulaire fournira au pouvoir adjudicataire un état annuel des provisions pour travaux à réaliser annexé au rapport annuel d'exploitation, et particulièrement pour l'opération de landfill mining dont le coût est estimé à 1,50 €/t/tonne. Le titulaire s'engage à reverser à la collectivité le montant des provisions perçues non utilisées en cours de contrat en cas d'impossibilité constatée de réaliser les travaux relatifs à ces provisions ou en fin de contrat. Par ailleurs, IKOS s'engage à déposer auprès de la DREAL, dans un délai de 6 mois à compter de la date de signature du marché, un dossier d'autorisation pour effectuer une opération dite de "landfill mining"
Article 3.2.4 du CCTP	Il est apporté le complément suivant: En cas de contrôle inopinée de l'administration chargée du contrôle du site, les frais d'analyses complémentaires inhérents à ce contrôle sont à la charge du prestataire.
Article 11.2 du CCAP	En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur en vue d'une exploitation en régie, une indemnité de résiliation sera due au titulaire. Cette indemnité forfaitaire sera égale à 5% du chiffre d'affaires hors taxes des prestations restant à réaliser jusqu'à l'échéance principale du contrat. Le titulaire percevra, en outre, une indemnisation de la part des investissements engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'auront pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Cette indemnisation sera effectuée sur la base de la valeur nette comptable.

U. 

E - Signature de la mise au point.

Signature du candidat retenu :

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature
SCHUETZ Christophe Directeur général Adéquité	Thieulloy l'Abbaye le 4 janvier 2011	

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

IKOS Environnement
Z.I. Rue du Marais
76340 Blangy-sur-Bresle

Signature du représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice :
(Préciser les nom, prénom et qualité du signataire.)

A Thieulloy l'Abbaye, le 4 janvier 2011

Signature
(représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice
habilité à signer le marché public ou l'accord-cadre)



REPUBLIQUE FRANCAISE

25800234400020

COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT

TRINOVAL-SMIRTOM Picardie Ouest

POSTE COMPTABLE : **CDFIP HORNOY LE BOURG**

SERVICE PUBLIC LOCAL

TRINOVAL-SMIRTOM Picardie Ouest

M4

COMPTE ADMINISTRATIF

BUDGET : **TRINOVAL**

ANNEE 2016

TRINOVAL-SMIRTOM Picardie Ouest - 80 - TRINOVAL	CA	2016
---	----	------

I - INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

POUR MEMOIRE⁽¹⁾

I - L'Assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau du chapitre pour la section d'exploitation,
- au niveau du chapitre pour la section d'investissement.
- sans les chapitres "opérations d'équipement " de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II - En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense "opération d'équipement ".

III - Les provisions sont semi-budgétaires (pas d'inscription en recettes de la section d'investissement).

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.

II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section d'exploitation	A 9 223 495,90	G 9 889 442,96	G-A 665 947,06
	Section d'investissement <small>(y compris les comptes 1064 et 1068)</small>	B 1 625 991,27	H 1 793 031,18	H-B 167 039,91

REPORTS DE L'EXERCICE 2015	Report en section d'exploitation (002)	C <small>(si déficit)</small>	I 1 910 887,51 <small>(si excédent)</small>
	Report en section d'investissement (001)	D <small>(si déficit)</small>	J 1 991 702,11 <small>(si excédent)</small>

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
TOTAL (réalisations + reports)		10 849 487,17 <small>P= A+B+C+D</small>	15 585 063,76 <small>Q= G+H+I+J</small>	4 735 576,59 <small>=Q-P</small>

RESTES A REALISER A REPORTER EN 2017 (2)	Section d'exploitation	E 0,00	K 0,00
	Section d'investissement	F 380 255,08	L 0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en 2017	380 255,08 <small>= E+F</small>	0,00 <small>= K+L</small>

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
RESULTAT CUMULE	Section d'exploitation	9 223 495,90 <small>= A+C+E</small>	11 800 330,47 <small>= G+I+K</small>	2 576 834,57
	Section d'investissement	2 006 246,35 <small>= B+D+F</small>	3 784 733,29 <small>= H+J+L</small>	1 778 486,94
	TOTAL CUMULE	11 229 742,25 <small>= A+B+C+D+E+F</small>	15 585 063,76 <small>= G+H+I+J+K+L</small>	4 355 321,51

(1) Indiquer le signe - si les dépenses sont supérieures aux recettes, et + si les recettes sont supérieures aux dépenses

(2) Les restes à réaliser de la section d'exploitation correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R.2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R.2311-11 du CGCT).

TRINOVAL-SMIRTOM Picardie Ouest - 80 - TRINOVAL	CA	2016
---	----	------

II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION		E 0,00	K 0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F 380 255,08	L 0,00
20	Immobilisations incorporelles	16 869,54	0,00
21	Immobilisations corporelles	36 359,45	0,00
23	Immobilisations en cours	327 026,09	0,00

II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF

II

SECTION D'EXPLOITATION - CHAPITRES

A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+ RAR 2015)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (1)
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	2 991 000,00	2 726 193,15	246 878,58	0,00	17 928,27
012	Charges de personnel et frais assimilés	4 007 000,00	3 937 188,16	0,00	0,00	69 811,84
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	179 000,00	140 727,67	36 245,30	0,00	2 027,03
Total des dépenses de gestion courante		7 177 000,00	6 804 108,98	283 123,88	0,00	89 767,14
66	Charges financières	80 000,00	48 294,52	25 116,72	0,00	6 588,76
67	Charges exceptionnelles	45 000,00	37 849,63	0,00	0,00	7 150,37
68	Dotations aux amortissements, dépréciations et prov	240 000,00	240 000,00			0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (fonctionnement)	0,00				
Total des dépenses réelles d'exploitation		7 542 000,00	7 130 253,13	308 240,60	0,00	103 506,27
023	Virement à la section d'investissement (4)	1 803 887,51				
042	Opérations d'ordre de transfert entre section (4)	1 803 000,00	1 785 002,17			17 997,83
043	Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'explo	0,00	0,00			0,00
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		3 606 887,51	1 785 002,17			1 821 885,34
TOTAL		11 148 887,51	8 915 255,30	308 240,60	0,00	1 925 391,61
Pour information						
D002 Déficit d'exploitation reporté de 2015		0,00				

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+ RAR 2015)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (1)
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	150 000,00	282 686,31	0,00	0,00	0,00
70	Ventes de produits fabriqués, prestat° de services, m	3 883 000,00	2 746 334,00	167 000,00	0,00	969 666,00
74	Subventions d'exploitation	1 496 000,00	1 187 112,06	346 880,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	3 434 000,00	4 610 268,68	219 729,40	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		8 963 000,00	8 826 401,05	733 609,40	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	100 000,00	105 103,81	48 000,00	0,00	0,00
78	Reprises sur amortissements, dépréciations et provi	60 000,00	61 828,43			0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		9 123 000,00	8 993 333,29	781 609,40	0,00	0,00
042	Opérations d'ordre de transfert entre section (4)	115 000,00	114 500,27			499,73
043	Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'explo	0,00	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre d'exploitation		115 000,00	114 500,27			499,73
TOTAL		9 238 000,00	9 107 833,56	781 609,40	0,00	0,00
Pour information						
R002 Excédent d'exploitation reporté de 2015		1 910 887,51				

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts desquels il convient de soustraire les crédits employés.

(2) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(3) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) Ce chapitre existe uniquement en M41, M43 et M44.

TRINOVAL-SMIRTOM Picardie Ouest - 80 - TRINOVAL	CA 2016
---	---------

II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+ RAR 2015)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
20	Immobilisations incorporelles	70 445,50	12 419,80	16 869,54	41 156,16
21	Immobilisations corporelles	1 272 020,79	524 553,99	36 359,45	711 107,35
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	689 637,82	341 876,74	327 026,09	20 734,99
Total des dépenses d'équipement		2 032 104,11	878 850,53	380 255,08	772 998,50
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	671 000,00	632 640,47		38 359,53
18	Compte de liaison : affectation (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (investissement)	0,00			
Total des dépenses financières		671 000,00	632 640,47	0,00	38 359,53
4581	Total des opé. pour le compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		2 703 104,11	1 511 491,00	380 255,08	811 358,03
040	Opérations d'ordre entre sections (2)	115 000,00	114 500,27		499,73
041	Opérations patrimoniales (2)	0,00	0,00		0,00
Total des dépenses d'ordre d'investissement		115 000,00	114 500,27		499,73
TOTAL		2 818 104,11	1 625 991,27	380 255,08	811 857,76
Pour information D001 Déficit d'investissement reporté de 2015		0,00			

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+ RAR 2015)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
13	Subventions d'investissement	0,00	3 529,01	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	651 000,00	0,00	0,00	651 000,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		651 000,00	3 529,01	0,00	647 470,99
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Dotations, fonds divers et réserves (5)	4 500,00	4 500,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		4 500,00	4 500,00	0,00	0,00
4582	Total des opé. pour le compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		655 500,00	8 029,01	0,00	647 470,99
021	Virement de la section d'exploitation (2)	1 803 887,51			
040	Opérations d'ordre entre sections (2)	1 803 000,00	1 785 002,17		17 997,83
041	Opérations patrimoniales (2)	0,00	0,00		0,00
Total des recettes d'ordre d'investissement		3 606 887,51	1 785 002,17		1 821 885,34
TOTAL		4 262 387,51	1 793 031,18	0,00	2 469 356,33
Pour information R001 Excédent d'investissement reporté de 2015		1 991 702,11			

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les crédits employés.

(2) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(4) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(5) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

TRINOVAL-SMIRTOM Picardie Ouest - 80 - TRINOVAL	CA	2016
---	----	------

II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 - MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	2 973 071,73		2 973 071,73
012	Charges de personnel et frais assimilés	3 937 188,16		3 937 188,16
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	176 972,97		176 972,97
66	Charges financières	73 411,24	0,00	73 411,24
67	Charges exceptionnelles	37 849,63	2 646,74	40 496,37
68	Dotations aux amortissements et provisions	240 000,00	1 782 355,43	2 022 355,43
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
Dépenses d'exploitation - Total		7 438 493,73	1 785 002,17	9 223 495,90

+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE DE 2015	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	9 223 495,90
---	---------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	114 500,27	114 500,27
16	Remboursement d'emprunts (sauf 1688 non bud.)	632 640,47	0,00	632 640,47
18	Compte de liaison : affectation	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	12 419,80	0,00	12 419,80
21	Immobilisations corporelles (6)	524 553,99	0,00	524 553,99
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	341 876,74	0,00	341 876,74
26	Particip. et créances rattachées à des particip.	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
4581	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
Dépenses d'investissement - Total		1 511 491,00	114 500,27	1 625 991,27

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE DE 2015	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	1 625 991,27
---	---------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

TRINOVAL-SMIRTOM Picardie Ouest - 80 - TRINOVAL	CA	2016
---	----	------

II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – TITRES EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	282 686,31		282 686,31
70	Ventes de produits fabriqués, prestat° de services, marc	2 913 334,00		2 913 334,00
74	Subventions d'exploitation	1 533 992,06		1 533 992,06
75	Autres produits de gestion courante	4 829 998,08		4 829 998,08
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits Exceptionnels	153 103,81	114 500,27	267 604,08
78	Reprises sur amortissements et provisions	61 828,43	0,00	61 828,43
Recettes d'exploitation - Total		9 774 942,69	114 500,27	9 889 442,96

+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE DE 2015	1 910 887,51
---	--------------

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	11 800 330,47
--	---------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
13	Subventions d'investissement	3 529,01	0,00	3 529,01
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non bud.)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (5)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	2 646,74	2 646,74
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (5)	0,00	0,00	0,00
26	Particip. et créances rattachées à des particip.	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissements des immobilisations		1 782 355,43	1 782 355,43
4582	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section d'exploitation		0,00	0,00
Recettes d'investissement - Total		3 529,01	1 785 002,17	1 788 531,18

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE DE 2015	1 991 702,11
---	--------------

+

AFFECTATION AU COMPTE 106	4 500,00
---------------------------	----------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	3 784 733,29
--	--------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

TRINOVAL-SMIRTOM Picardie Ouest - 80 - TRINOVAL	CA	2016
---	----	------

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+ RAR 2015)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général (2)(3)	2 991 000,00	2 726 193,15	246 878,58	0,00	17 928,27
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie..)	175 000,00	154 634,88	17 269,75	0,00	3 095,37
6063	Fournitures d'entretien et de petit équipement	93 000,00	116 427,52	345,61	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	4 000,00	2 976,08	85,56	0,00	938,36
6066	Carburants	0,00	19,17	126,45	0,00	0,00
60661	gazole	257 000,00	243 182,76	0,00	0,00	13 817,24
60662	Fuel	13 000,00	12 736,37	0,00	0,00	263,63
6068	Autres matières et fournitures	56 000,00	34 813,29	25 467,74	0,00	0,00
611	Sous-traitance générale	1 195 000,00	1 074 714,53	84 368,93	0,00	35 916,54
6135	Locations mobilières	95 000,00	50 255,14	43 444,91	0,00	1 299,95
6152	Entretien et réparations sur biens immobiliers	59 000,00	21 002,83	0,00	0,00	37 997,17
61528	Entretien et réparations autres biens immobiliers	0,00	9 006,47	2 220,00	0,00	0,00
61551	Matériel roulant	56 000,00	70 653,15	3 285,14	0,00	0,00
61558	Autres biens mobiliers	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
6156	Maintenance	53 000,00	72 030,43	3 238,50	0,00	0,00
6161	Multirisques	7 000,00	7 657,73	0,00	0,00	0,00
6168	Autres	38 000,00	41 418,80	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	70 000,00	40 662,80	43 100,50	0,00	0,00
618	Divers	50 000,00	13 399,37	834,32	0,00	35 766,31
6184	Versements organismes de formation	0,00	24 244,45	0,00	0,00	0,00
6225	Indemnités au comptable et aux régisseurs	1 500,00	1 057,40	100,00	0,00	342,60
6226	Honoraires	7 000,00	1 322,52	4 770,00	0,00	907,48
6227	Frais d'actes et de contentieux	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
6231	Annonces et insertions	5 000,00	5 625,71	0,00	0,00	0,00
6233	Foires et expositions	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
6236	Catalogues et imprimés	12 000,00	1 065,50	0,00	0,00	10 934,50
6237	Publications	40 000,00	22 442,85	4 000,00	0,00	13 557,15
6238	Divers	15 000,00	19 371,65	7 750,00	0,00	0,00
6242	Transports sur ventes	32 000,00	27 051,15	2 847,26	0,00	2 101,59
6248	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	1 000,00	1 276,30	0,00	0,00	0,00
6256	Missions	3 000,00	2 069,21	0,00	0,00	930,79
6257	Réceptions	8 000,00	11 285,31	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	6 000,00	8 808,23	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	14 000,00	21 698,13	1 262,28	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	6 000,00	6 635,40	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations...)	1 000,00	993,00	0,00	0,00	7,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	16 000,00	12 615,02	2 361,63	0,00	1 023,35
6288	Autres	21 000,00	6 456,67	0,00	0,00	14 543,33
63512	Taxes foncières	2 500,00	709,00	0,00	0,00	1 791,00
6358	Autres droits	525 000,00	537 164,56	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(3) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(4) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.

(5) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'article 66112 sera négatif.

(6) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(7) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DE 042 = RI 040.

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES

A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+ RAR 2015)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
637	Autres impôts, taxes, ...(autres organismes)	49 000,00	48 709,77	0,00	0,00	290,23
012	Charges de personnel et frais assimilés	4 007 000,00	3 937 188,16	0,00	0,00	69 811,84
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et Centres de gestion	41 000,00	36 023,13	0,00	0,00	4 976,87
6338	Autres impôts, taxes, ...sur rémunérations	7 000,00	10 592,68	0,00	0,00	0,00
64111	Salaires emplois permanents	1 872 000,00	1 847 077,76	0,00	0,00	24 922,24
64112	Salaires emplois non permanents	830 000,00	820 383,36	0,00	0,00	9 616,64
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	446 000,00	413 628,19	0,00	0,00	32 371,81
6453	Cotisations aux caisses de retraite	504 000,00	494 991,44	0,00	0,00	9 008,56
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	49 000,00	51 483,01	0,00	0,00	0,00
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux	6 000,00	5 762,00	0,00	0,00	238,00
6474	Versements aux autres oeuvres sociales	41 000,00	39 294,00	0,00	0,00	1 706,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	6 000,00	10 561,98	0,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	205 000,00	207 390,61	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	179 000,00	140 727,67	36 245,30	0,00	2 027,03
6531	Indemnités	68 000,00	64 864,92	0,00	0,00	3 135,08
6533	Cotisations de retraite	3 000,00	3 085,44	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	55 000,00	49 774,20	0,00	0,00	5 225,80
6542	Créances éteintes	5 000,00	12 054,23	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de la gestion courante	48 000,00	10 948,88	36 245,30	0,00	805,82
TOTAL=DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65)		7 177 000,00	6 804 108,98	283 123,88	0,00	89 767,14
66	Charges financières (b)(5)	80 000,00	48 294,52	25 116,72	0,00	6 588,76
66111	Intérêts réglés à l'échéance	83 000,00	79 783,68	0,00	0,00	3 216,32
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-3 000,00	-31 489,16	25 116,72	0,00	3 372,44
67	Charges exceptionnelles (c)	45 000,00	37 849,63	0,00	0,00	7 150,37
6712	Pénalités, amendes fiscales et pénales	0,00	3,09	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	32 000,00	18 713,50	0,00	0,00	13 286,50
678	Autres charges exceptionnelles	13 000,00	19 133,04	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux amortissements, dépréciations et p	240 000,00	240 000,00			0,00
6815	Dotations aux prov. pour risques et charges d'exploit	160 000,00	160 000,00			0,00
6817	Dotations aux dépréciations des actifs circulants	80 000,00	80 000,00			0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (e)(7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (fonctionnement) (f)	0,00				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e+f		7 542 000,00	7 130 253,13	308 240,60	0,00	103 506,27
023	Virement à la section d'investissement	1 803 887,51				
042	Opérations d'ordre de transfert entre section (8)(9)	1 803 000,00	1 785 002,17			17 997,83

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(3) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(4) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.

(5) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'article 66112 sera négatif.

(6) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(7) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DE 042 = RI 040.

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

TRINOVAL-SMIRTOM Picardie Ouest - 80 - TRINOVAL	CA	2016
---	----	------

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+ RAR 2015)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	36 000,00	2 646,74			33 353,26
6811	Dotations aux amort. des immos incorporelles et co	1 767 000,00	1 782 355,43			0,00
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		3 606 887,51	1 785 002,17			1 821 885,34
043	Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exp	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		3 606 887,51	1 785 002,17			1 821 885,34
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		11 148 887,51	8 915 255,30	308 240,60	0,00	1 925 391,61

Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de 2015	0,00
--	------

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	25 116,72
Montant de l'exercice 2015	31 489,16
= Différence ICNE 2016 - ICNE 2015	-6 372,44

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(3) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(4) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.

(5) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'article 66112 sera négatif.

(6) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(7) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DE 042 = RI 040.

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

TRINOVAL-SMIRTOM Picardie Ouest - 80 - TRINOVAL	CA	2016
---	----	------

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES RECETTES	A2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+ RAR 2015)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges (2)	150 000,00	282 686,31	0,00	0,00	0,00
6096	d'approvisionnements non stockés	0,00	39,98	0,00	0,00	0,00
64198	Autres remboursements	139 000,00	271 505,33	0,00	0,00	0,00
6459	Remboursements sur charges de SS et de prévoyar	11 000,00	11 141,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes de produits fabriqués, prestat° de services	3 883 000,00	2 746 334,00	167 000,00	0,00	969 666,00
701	Ventes de produits finis et intermédiaires	1 000,00	271,00	0,00	0,00	729,00
703	Ventes de produits résiduels	500 000,00	710 502,92	135 000,00	0,00	0,00
7061	Prestations de service (redevances)	2 844 000,00	1 559 613,33	0,00	0,00	1 284 386,67
7062	Prestations de service (DIC)	244 000,00	177 084,59	0,00	0,00	66 915,41
7063	Prestations de service (DIB)	81 000,00	84 263,11	7 000,00	0,00	0,00
7064	Prestations de services (CET/PLA)	0,00	21 209,03	9 500,00	0,00	0,00
7065	Prestations de service (CDT)	205 000,00	191 262,69	15 500,00	0,00	0,00
707	Ventes de marchandises	8 000,00	2 127,33	0,00	0,00	5 872,67
74	Subventions d'exploitation	1 496 000,00	1 187 112,06	346 880,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	1 460 000,00	1 187 112,06	346 880,00	0,00	0,00
746	Autres subventions	36 000,00	0,00	0,00	0,00	36 000,00
75	Autres produits de gestion courante	3 434 000,00	4 610 268,68	219 729,40	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	7 090,41	30 739,19	0,00	0,00
7581	Produits de gestion des collectivités	3 434 000,00	4 603 178,27	188 990,21	0,00	0,00
TOTAL=RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		8 963 000,00	8 826 401,05	733 609,40	0,00	0,00
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	100 000,00	105 103,81	48 000,00	0,00	0,00
7711	Dépôts et pénalités perçus	0,00	43 157,52	0,00	0,00	0,00
7714	Recouvrement sur créances admises en non valeur	0,00	2 626,09	0,00	0,00	0,00
7718	Autres produits exceptionnels sur opérations de ges	0,00	27 450,03	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	35 000,00	19 000,00	0,00	0,00	16 000,00
778	Autres produits exceptionnels	65 000,00	12 870,17	48 000,00	0,00	4 129,83
78	Reprises sur amortissements, dépréciations et prc	60 000,00	61 828,43	0,00	0,00	0,00
7817	Reprises sur dépréciations des actifs circulants	60 000,00	61 828,43	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES = a+b+c+d		9 123 000,00	8 993 333,29	781 609,40	0,00	0,00
042	Opérations d'ordre de transfert entre section (6)	115 000,00	114 500,27			499,73
777	Quote-part des subvent° d'inv. virées au résultat de	115 000,00	114 500,27			499,73
043	Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exp	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		115 000,00	114 500,27			499,73

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) L'article 699 n'existe pas en M. 49.

(3) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Cf. Définitions du chapitre des opérations d'ordre, RE 042 = DI 040, RE 043=DE 043.

(6) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie a opté pour les provisions budgétaires.

TRINOVAL-SMIRTOM Picardie Ouest - 80 - TRINOVAL	CA	2016
---	----	------

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES RECETTES	A2

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	9 238 000,00	9 107 833,56	781 609,40	0,00	0,00
---	--------------	--------------	------------	------	------

Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de 2015	1 910 887,51
---	--------------

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant de l'exercice 2015	0,00
= Différence ICNE 2016 - ICNE 2015	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) L'article 699 n'existe pas en M. 49.

(3) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Cf. Définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043=DE 043*.

(6) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie a opté pour les provisions budgétaires.

TRINOVAL-SMIRTOM Picardie Ouest - 80 - TRINOVAL	CA	2016
---	----	------

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+ RAR 2015)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	70 445,50	12 419,80	16 869,54	41 156,16
2031	Frais d'études	35 000,00	0,00	6 900,00	28 100,00
2033	Frais d'insertion	0,00	990,00	0,00	0,00
2051	Concessions et droits similaires	35 445,50	11 429,80	9 969,54	14 046,16
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	1 272 020,79	524 553,99	36 359,45	711 107,35
2118	Autres terrains	0,00	1 433,94	0,00	0,00
2121	Terrains nus	33 622,22	0,00	0,00	33 622,22
2125	Terrains bâtis	105 000,00	0,00	0,00	105 000,00
2128	Autres terrains	435 000,00	73 867,89	3 478,29	357 653,82
2131	Bâtiments	210 000,00	41 922,83	0,00	168 077,17
2135	Installat° générales, agencements, aménagements des construct°	960,00	71 966,14	0,00	0,00
2138	Autres constructions	0,00	33 622,22	0,00	0,00
2154	Matériel industriel	240 996,62	188 590,40	31 840,00	20 566,22
2155	Outillage industriel	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
2157	Agencements et aménagements du matériel et outillage industriels	55 000,00	0,00	0,00	55 000,00
2182	Matériel de transport	155 000,00	63 794,00	0,00	91 206,00
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	5 000,00	25 822,29	0,00	0,00
2184	Mobilier	7 441,95	11 113,46	1 041,16	0,00
2188	Autres	14 000,00	12 420,82	0,00	1 579,18
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	689 637,82	341 876,74	327 026,09	20 734,99
2312	Terrains	320 000,00	0,00	305 936,96	14 063,04
2313	Constructions	299 637,82	298 068,46	0,00	1 569,36
2314	Constructions sur sol d'autrui	70 000,00	43 808,28	21 089,13	5 102,59
Total des dépenses d'équipement		2 032 104,11	878 850,53	380 255,08	772 998,50
16	Emprunts et dettes assimilées	671 000,00	632 640,47		38 359,53
1641	Emprunts en euros	671 000,00	632 640,47		38 359,53
Total des dépenses financières		671 000,00	632 640,47	0,00	38 359,53
Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES REELLES		2 703 104,11	1 511 491,00	380 255,08	811 358,03
040	Opérations d'ordre de transfert entre section (5)	115 000,00	114 500,27		499,73
	Reprises sur autofinancement antérieur (6)	115 000,00	114 500,27		499,73
13913	Départements	21 000,00	19 904,68		1 095,32
13917	Budget communautaire et fonds structurels	28 000,00	28 260,39		0,00
13918	Autres	66 000,00	66 335,20		0,00
041	Opérations patrimoniales (7)	0,00	0,00		0,00
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		115 000,00	114 500,27		499,73
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		2 818 104,11	1 625 991,27	380 255,08	811 857,76
Pour information D001 Déficit d'investissement reporté de 2015			0,00		

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.

(3) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(4) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 040 = RE 042.

(6) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail des reprises sur autofinancement antérieur si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

TRINOVAL-SMIRTOM Picardie Ouest - 80 - TRINOVAL	CA 2016
---	---------

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES	B2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+ RAR 2015)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
13	Subventions d'investissement	0,00	3 529,01	0,00	0,00
1316	Autres établissements publics locaux	0,00	3 529,01	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	651 000,00	0,00	0,00	651 000,00
1641	Emprunts en euros	651 000,00	0,00	0,00	651 000,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		651 000,00	3 529,01	0,00	647 470,99
10	Dotations, fonds divers et réserves	4 500,00	4 500,00	0,00	0,00
1064	Réserves réglementées	4 500,00	4 500,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances et acomptes versés sur commandes d'immos corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		4 500,00	4 500,00	0,00	0,00
Total des recettes d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES		655 500,00	8 029,01	0,00	647 470,99
021	Virement de la section d'exploitation	1 803 887,51			
040	Opérations d'ordre de transfert entre section (4)	1 803 000,00	1 785 002,17		17 997,83
2182	Matériel de transport	36 000,00	2 646,74		33 353,26
28031	Amortissements des frais d'études	0,00	3 084,88		0,00
28032	Amortissements des frais de recherche et de développement	2 000,00	0,00		2 000,00
2805	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques...	25 000,00	33 178,20		0,00
28121	Terrains nus	256 000,00	210 041,73		45 958,27
28125	Terrains bâtis	21 000,00	21 036,00		0,00
28128	Autres terrains	192 000,00	3 271,78		188 728,22
28131	Bâtiments	145 000,00	145 214,79		0,00
28135	Installat° générales, agencements, aménagement des construct°	22 000,00	39 065,63		0,00
28138	Autres constructions	0,00	189 212,77		0,00
28154	Matériel industriel	594 000,00	580 489,11		13 510,89
28155	Outillage industriel	4 000,00	4 765,47		0,00
28157	Agencements et aménagements du matériel et outillage industriels	0,00	241,31		0,00
28182	Matériel de transport	445 000,00	491 877,82		0,00
28183	Matériel de bureau et matériel informatique	48 000,00	41 129,55		6 870,45
28184	Mobilier	10 000,00	10 148,49		0,00
28188	Autres	3 000,00	9 597,90		0,00
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		3 606 887,51	1 785 002,17		1 821 885,34
041	Opérations patrimoniales (6)	0,00	0,00		0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		3 606 887,51	1 785 002,17		1 821 885,34
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		4 262 387,51	1 793 031,18	0,00	2 469 356,33
Pour information R001 Excédent d'investissement reporté de 2015		1 991 702,11			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les titres émis et les restes à réaliser au 31/12. Si le montant est négatif, alors les réalisations sont supérieures aux recettes votées.

(3) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DE 042.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

TRINOVAL-SMIRTOM Picardie Ouest - 80 - TRINOVAL	CA	2016
---	----	------

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE REPARTITION PAR NATURE DE DETTES (hors 16449 et 166)	A1.2

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembt	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des rembourse- ments (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actua- riel					
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					5 900 239,60									
1641 Emprunts en euros (total)					5 900 239,60									
MIN210443EUR	CREDIT LOCAL DE FRANCE	10/03/2004		01/06/2005	1 300 000,00	F		2.24	2.51694		A	P	N	A-1
00033066956	CREDIT AGRICOLE	24/07/2006		15/08/2007	72 000,00	F		3.97	3.97		A	X	N	A-1
00033068576	CREDIT AGRICOLE	24/07/2006		15/08/2007	30 000,00	F		4.15	4.15		A	X	N	A-1
72155556415	CREDIT AGRICOLE	01/12/2008		15/12/2009	242 000,00	F		5.07	5.07		A	X	N	A-1
7247899	CAISSE D EPARGNE DE PICARDIE	06/11/2007		25/05/2008	60 000,00	F		4.68	4.68		T	X	N	A-1
7247921	CAISSE D EPARGNE DE PICARDIE	25/11/2007		25/05/2008	74 000,00	F		4.68	4.68		T	X	N	A-1
7548764	CAISSE D EPARGNE DE PICARDIE	03/09/2008		25/01/2010	45 000,00	F		4.81	4.81		A	X	N	A-1
10AL035	CAISSE D EPARGNE DE PICARDIE	29/04/2010		25/07/2011	570 000,00	F		3.78	3.78		A	P	N	A-1
10AL042	CAISSE D EPARGNE DE PICARDIE	20/05/2010		25/07/2011	245 476,60	F		3.35	3.35		A	P	N	A-1
72199320604	CREDIT AGRICOLE	02/11/2011		05/12/2012	22 500,00	F		4.78	4.78		A	X	N	A-1
72200763442	CREDIT AGRICOLE	29/11/2011		25/12/2015	132 013,00	F		5.43	3.86581		A	X	N	A-1
72200764977	CREDIT AGRICOLE	29/11/2011		25/12/2012	64 000,00	F		4.78	4.78		A	X	N	A-1
8064090	CAISSE D EPARGNE DE PICARDIE	25/10/2011		25/11/2012	146 250,00	F		3.72	3.72		A	X	N	A-1
8064107	CAISSE D EPARGNE DE PICARDIE	25/10/2011		25/11/2012	67 000,00	F		3.72	3.72		A	X	N	A-1
0000054691	CREDIT AGRICOLE	18/10/2013		15/02/2014	500 000,00	F		2.63	2.63		A	X	N	A-1
D8317270/C84831	CAISSE D EPARGNE DE PICARDIE	04/11/2013		25/01/2014	500 000,00	F		3.41	3.41		A	X	O	A-1
HT6801	CREDIT AGRICOLE	03/11/2014		30/11/2015	330 000,00	F		1.31	1.35498		A	X	N	A-1
HT6869	CREDIT AGRICOLE	03/11/2014		30/11/2015	1 500 000,00	F		2.02	2.04544		A	X	N	A-1
Total général					5 900 239,60									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement annuel constant, P pour amortissement annuel progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

TRINOVAL-SMIRTOM Picardie Ouest - 80 - TRINOVAL	CA	2016
---	----	------

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE REPARTITION PAR NATURE DE DETTES (hors 16449 et 166) (suite)	A1.2

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et Dettes au 31/12/2016											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/2016	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuités de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau du taux d'intérêt au 31/12/2016 (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		0,00		2 827 141,16					632 640,51	79 783,70	0,00	25 116,72
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		2 827 141,16					632 640,51	79 783,70	0,00	25 116,72
MIN210443EUR	N	0,00		295 814,88	2,50	F		2.51694	94 297,56	987,57	0,00	131,22
00033066956	N	0,00		0,00	0,00	F		3.97	8 525,23	338,47	0,00	0,00
00033068576	N	0,00		12 087,39	4,67	F		4.15	2 136,33	590,28	0,00	189,50
72155556415	N	0,00		0,00	0,00	F		5.07	35 736,85	1 811,86	0,00	0,00
7247899	N	0,00		9 112,04	1,17	F		4.68	6 917,56	629,96	0,00	42,64
7247921	N	0,00		11 238,29	1,17	F		4.68	8 531,64	776,96	0,00	52,60
7548764	N	0,00		15 780,32	2,08	F		4.81	4 784,87	989,19	0,00	708,43
10AL035	N	0,00		251 515,60	3,58	F		3.78	57 259,45	11 671,70	0,00	4 119,83
10AL042	N	0,00		0,00	0,00	F		3.35	52 382,90	1 754,84	0,00	0,00
72199320604	N	0,00		4 200,96	1,00	F		4.78	4 009,30	392,45	0,00	14,50
72200763442	N	0,00		68 642,41	4,00	F		3.86581	16 307,53	1 741,47	0,00	23,45
72200764977	N	0,00		11 949,39	1,00	F		4.78	11 404,24	1 116,30	0,00	9,52
8064090	N	0,00		26 653,65	0,92	F		3.72	25 697,67	1 947,47	0,00	99,15
8064107	N	0,00		12 210,57	0,92	F		3.72	11 772,61	892,17	0,00	45,42
00000054691	N	0,00		254 690,80	2,17	F		2.63	80 599,66	8 818,14	0,00	5 879,68
D8317270/C84831	N	0,00		356 078,28	6,08	F		3.41	44 383,46	13 655,75	0,00	11 332,79
HT6801	N	0,00		222 850,54	3,92	F		1.35498	53 923,36	3 625,74	0,00	251,39
HT6869	N	0,00		1 274 316,04	9,92	F		2.04544	113 970,29	28 043,38	0,00	2 216,60
Total général		0,00		2 827 141,16					632 640,51	79 783,70	0,00	25 116,72

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

TRINOVAL-SMIRTOM Picardie Ouest - 80 - TRINOVAL	CA	2016
---	----	------

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (Hors A1)	A1.3

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/2016 (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux au 31/12/ 2016 (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap), ou encadré (tunnel) A														
TOTAL A		0,00	0,00									0,00	0,00	0,00 %
Barrière simple B														
Option d'échange C														
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé D														
Multiplicateur jusqu'à 5 E														
Autres types de structures F														
TOTAL GENERAL		0,00	0,00									0,00	0,00	0,00 %

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : Indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou, le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre de contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

CHOIX DU COMITÉ SYNDICAL			Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R.2321-1 du CGCT) : 1 500,00€			09/04/2013
Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
Linéaire	Aménagement de bâtiments	10	13/12/2011
Linéaire	Aménagements sur CET	10	13/12/2011
Linéaire	Constructions	30	13/12/2011
Linéaire	Création de casiers	15	13/12/2011
Linéaire	Matériel informatique (serveurs)	5	13/12/2011
Linéaire	Matériel informatique (stations)	3	13/12/2011
Linéaire	Mobilier	10	13/12/2011
Linéaire	Outillage	5	13/12/2011
Linéaire	Travaux sur voirie	10	13/12/2011
Linéaire	Véhicules de collecte	6	13/12/2011
Linéaire	Véhicules légers	5	13/12/2011

TRINOVAL-SMIRTOM Picardie Ouest - 80 - TRINOVAL	CA	2016
---	----	------

IV - ANNEXES	IV
ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS	A3.1

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE
TOTAL						

(1) Nouvelles ou abondement d'une provision ou d'une dépréciation déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges et contentieux au titre du procès.....;provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement...)

TRINOVAL-SMIRTOM Picardie Ouest - 80 - TRINOVAL	CA 2016
---	---------

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETALEMENT DES PROVISIONS (1)	A3.2

Nature de la provision	Objet	Montant total de la provision	Durée (année)	Montant des provisions constituées au 31/12/N	Provision constituée au cours de l'exercice	Montant restant à provisionner

(1) Il s'agit des provisions pour risques et charges qui peuvent faire l'objet d'un étalement.

TRINOVAL-SMIRTOM Picardie Ouest - 80 - TRINOVAL	CA	2016
---	----	------

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - DEPENSES	A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR 2015)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		786 000,00	747 140,74
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		671 000,00	632 640,47
1641	Emprunts en euros	671 000,00	632 640,47
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		115 000,00	114 500,27
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	115 000,00	114 500,27
020	Dépenses imprévues (investissement)	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12/2016	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (2015)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	747 140,74	380 255,08	0,00	1 127 395,82

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV - ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - RECETTES

A4.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR 2015)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		3 570 887,51	III 1 782 355,43
Ressources propres externes de l'année (a)		0,00	0,00
Ressources propres internes de l'année (b)(6)		3 570 887,51	1 782 355,43
28031	Amortissement des immobilisations	0,00	3 084,88
28032	Amortissement des immobilisations	2 000,00	0,00
2805	Amortissement des immobilisations	25 000,00	33 178,20
28121	Amortissement des immobilisations	256 000,00	210 041,73
28125	Amortissement des immobilisations	21 000,00	21 036,00
28128	Amortissement des immobilisations	192 000,00	3 271,78
28131	Amortissement des immobilisations	145 000,00	145 214,79
28135	Amortissement des immobilisations	22 000,00	39 065,63
28138	Amortissement des immobilisations	0,00	189 212,77
28154	Amortissement des immobilisations	594 000,00	580 489,11
28155	Amortissement des immobilisations	4 000,00	4 765,47
28157	Amortissement des immobilisations	0,00	241,31
28182	Amortissement des immobilisations	445 000,00	491 877,82
28183	Amortissement des immobilisations	48 000,00	41 129,55
28184	Amortissement des immobilisations	10 000,00	10 148,49
28188	Amortissement des immobilisations	3 000,00	9 597,90
021	Virement de la section d'exploitation	1 803 887,51	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12/2016	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R106 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	1 782 355,43	0,00	1 991 702,11	4 500,00	3 778 557,54

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II 1 127 395,82
Ressources propres disponibles	IV 3 778 557,54
Solde	V = IV - II (3) + 2 651 161,72

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

IV - ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN

A8.1

VARIATION DU PATRIMOINE (article R.2313-3 du CGCT) - ENTREES

ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
19/01/2016	ISDND ALVEOLE C2	2 337,50	0,00	12
19/01/2016	AMENAGEMENT ACCUEIL BÂTIMENT A	1 541,48	0,00	10
19/01/2016	AMENAGEMENT ACCUEIL BÂTIMENT A	2 314,00	0,00	10
19/01/2016	ISDND ALVEOLE C2	3 690,00	0,00	12
19/01/2016	ISDND ALVEOLE C2	642,00	0,00	12
19/01/2016	ISDND ALVEOLE C2	96 516,09	0,00	12
01/02/2016	ISDND ALVEOLE C2	2 158,00	0,00	12
01/02/2016	ISDND ALVEOLE C2	310,00	0,00	12
08/02/2016	ISDND ALVEOLE C2	3 900,00	0,00	12
11/02/2016	GEOLOCALISATION VEHICULES COLLECTE	18 119,96	0,00	6
11/02/2016	AMENAGEMENT ACCUEIL BÂTIMENT A	2 220,00	0,00	10
11/02/2016	AMENAGEMENT ACCUEIL BÂTIMENT A	525,00	0,00	10
18/02/2016	TABLE BASSE ACCUEIL TUTTI 55 X 55 CM	281,35	0,00	1
18/02/2016	FAUTEUIL ACCUEIL TUTTI (4)	2 160,60	0,00	10
15/03/2016	VIDEOSURVEILLANCE	4 866,81	0,00	5
15/03/2016	VITRINE NASH	310,80	0,00	1
15/03/2016	SIGNALISATION HAUTE CET	3 240,84	0,00	10
15/03/2016	SIGNALISATION HAUTE CET	3 781,13	0,00	10
15/03/2016	AMENAGEMENT VOIERIE CET CASIER C1	6 117,00	0,00	10
15/03/2016	SITE INTERNET (Phase 3)	3 530,00	0,00	3
15/03/2016	ISDND ALVEOLE C2	1 240,00	0,00	12
15/03/2016	ISDND ALVEOLE C2	2 462,00	0,00	12
15/03/2016	ISDND ALVEOLE C2	5 535,00	0,00	12
16/03/2016	ISDND ALVEOLE C2	1 700,00	0,00	12
25/03/2016	ISDND ALVEOLE C2	4 256,25	0,00	12
25/03/2016	ISDND ALVEOLE C2	963,00	0,00	12
25/03/2016	ISDND ALVEOLE C2	33 622,22	0,00	12
05/04/2016	STORES VENITIENS HALL ET SALLE D'ATTENTE	1 423,00	0,00	1
09/04/2016	ENSEMBLE MOBILIER DECHETTERIE LOEUILLY	1 446,40	0,00	10
15/04/2016	ISDND ALVEOLE C2	164 041,90	0,00	12
21/04/2016	TRANSPALETTES ELECTRIQUES (4)	13 137,60	0,00	5
25/04/2016	REPRISE ETANCHEITE C1B	40 732,58	0,00	15
25/04/2016	ETANCHÉITÉ CASIERS C21 à C24	1 716,24	0,00	5
26/04/2016	REDUCTEUR 103 TAPIS CDT	5 038,61	0,00	5
26/04/2016	REDUCTEUR POUR TAPIS CDT	3 898,71	0,00	5
26/04/2016	ONDULEUR 3 KVA	1 615,31	0,00	1
06/05/2016	DOME IP PONT BASCULE	3 957,57	0,00	5
09/05/2016	ENSEMBLE MOBILIER DECHETTERIE HALLENCOURT	1 483,23	0,00	10
09/05/2016	ENSEMBLE MOBILIER DECHETTERIE THIEULLOY	1 422,06	0,00	10
09/05/2016	FAUTEUIL SONATA NOIR	445,14	0,00	1
09/05/2016	ARMOIRE BASSE A RIDEAUX	231,00	0,00	1
23/05/2016	NETTOYEUR HAUTE PRESSION	6 900,00	0,00	5
07/06/2016	REPRISE ETANCHEITE C1B	4 266,65	0,00	15
07/06/2016	RESEAU CAPTAGE LIXIVIAT ET BIOGAZ	19 046,00	0,00	15
07/06/2016	REPRISE RESEAU DE CHAUFFAGE	48 655,14	0,00	15

TRINOVAL-SMIRTOM Picardie Ouest - 80 - TRINOVAL	CA 2016
---	---------

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R.2313-3 du CGCT) - ENTREES	A8.1

ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
23/06/2016	PLIEUSE ATELIER REF.915	2 764,41	0,00	5
30/06/2016	INTERPHONE ACCUEIL	930,26	0,00	1
30/06/2016	SERVEUR TERRA POUR LOGICIELS COMPTA ET RH	4 427,70	0,00	5
04/07/2016	CONTENEUR TRI SELECTIF 770 L (80)	10 072,80	0,00	7
04/07/2016	CONTENEUR OM 770 L (60)	7 554,60	0,00	7
04/07/2016	ETANCHEITE TOITURE CENTRE DE TRI	27 197,68	0,00	10
07/07/2016	RESEAU DEGAZAGE ALVEOLE AC2	9 093,40	0,00	12
07/07/2016	MACHINE A SOUDER BOUT A BOUT (Canalisations PE)	8 255,00	0,00	5
11/07/2016	CARTE GRAPHIQUE AMD	646,00	0,00	1
13/07/2016	PONT WIFI ISDND	5 008,73	0,00	10
13/07/2016	CUVE D'HUILE 1000L	5 350,00	0,00	5
20/07/2016	RESEAU DEGAZAGE ALVEOLE AC2	800,00	0,00	12
29/07/2016	RESEAU DEGAZAGE ALVEOLE AC2	5 149,33	0,00	12
01/08/2016	ETANCHEITE TOITURE CENTRE DE TRI	12 589,33	0,00	10
03/08/2016	STORES VENITIENS ELECTRIQUES ACCUEIL ET SASSE D'ENTREE	2 842,00	0,00	5
04/08/2016	SOUFFLEUR THERMIQUE STHIL BR 450	624,16	0,00	1
16/08/2016	RESEAU DEGAZAGE ALVEOLE AC2	1 963,20	0,00	12
23/08/2016	CONTENEUR OM 240 L (352)	9 657,36	0,00	7
23/08/2016	CONTENEUR TRI SELECTIF 240 L (380)	10 419,24	0,00	7
26/08/2016	RESEAU DEGAZAGE ALVEOLE AC2	2 019,07	0,00	12
01/09/2016	RESEAU DEGAZAGE ALVEOLE AC2	248,36	0,00	12
12/09/2016	GEOLOCALISATION VEHICULES COLLECTE	32 516,66	0,00	6
15/09/2016	LEVE CONTENEUR POUR BOM 37328-1	24 720,00	0,00	5
21/09/2016	BASCULEUR DE POUBELLE CABINE CARACTERISATION	1 480,00	0,00	5
18/10/2016	SWITCH HP	2 237,20	0,00	3
03/11/2016	FAUTEUIL ERGONOMIQUE CUIR NOIR	3 332,88	0,00	5
14/11/2016	ETANCHEITE TOITURE CENTRE DE TRI	2 135,82	0,00	10
28/11/2016	PHOTOCOPIEUR XEROX 7830i	5 564,00	0,00	5
07/12/2016	AMENAGEMENT D'UN QUAI DECHETTERIE LOEUILLY	43 808,28	0,00	
08/12/2016	FOURGON ATELIER CITROEN JUMPER	39 074,00	0,00	5
15/12/2016	LOGICIEL DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES GPEC	7 899,80	0,00	3
23/12/2016	KIT COUVERTURE CAISSON DECHETTERIE (6)	17 010,00	0,00	5
23/12/2016	MONITEUR PC LCD LED 27"	378,00	0,00	1
23/12/2016	STATION INFORMATIQUE HPZ640	2 129,70	0,00	3
29/12/2016	RESEAU DEGAZAGE ALVEOLE AC2	3 478,29	0,00	12
31/12/2016	KIT COUVERTURE CAISSON DECHETTERIE (6)	11 340,00	0,00	5
31/12/2016	KIT COUVERTURE CAISSON DECHETTERIE (6)	28 350,00	0,00	5
TOTAL GENERAL		880 865,43	0,00	

TRINOVAL-SMIRTOM Picardie Ouest - 80 - TRINOVAL	CA	2016
---	----	------

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	A8.2
VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) - SORTIES	

ETAT DES SORTIES D'IMMOBILISATION

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
31/12/2016	Travaux sur 3501XE80 remplacement joint culasse	5 295,74	6	2 649,00	2 646,74	9 500,00	6 853,26
TOTAL GENERAL		5 295,74					6 853,26

TRINOVAL-SMIRTOM Picardie Ouest - 80 - TRINOVAL	CA	2016
---	----	------

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS	A8.3

Produit des cessions		Réalisations
compte 775	Produits des cessions d'immobilisations	19 000,00
compte 675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	2 646,74

TRINOVAL-SMIRTOM Picardie Ouest - 80 - TRINOVAL	CA	2016
---	----	------

IV - ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN - CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT	B1.2

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties échues dans l'exercice (1)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	788 000,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	I=A+B+C-D	788 000,00
Recettes réelles de fonctionnement de l'exercice	II	9 774 942,69
Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	I/II	8,06%

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

TRINOVAL-SMIRTOM Picardie Ouest - 80 - TRINOVAL	CA	2016
---	----	------

IV - ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN - ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET	B1.3

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
6743	Amicale du personnel	Oeuvres sociales	AMICALE DU PERSONNEL SIROM	Associations	39 294,00

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention ;
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention ;
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

TRINOVAL-SMIRTOM Picardie Ouest - 80 - TRINOVAL	CA	2016
---	----	------

IV - ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/2016	C1.1

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		12	0	12	11	5	16
Attaché	A	0	0	0	0	0	0
Attaché principal	A	1	0	1	1	0	1
Directeur général des services	A	0	0	0	0	1	1
Chargé de commande publique	B	0	0	0	0	1	1
Rédacteur	B	1	0	1	1	0	1
Rédacteur principal 1ère classe	B	1	0	1	1	0	1
Adjoint administratif 1ère classe	C	2	0	2	1	0	1
Adjoint administratif 2ème classe	C	3	0	3	3	0	3
Adjoint administratif principal 2ème classe	C	4	0	4	4	0	4
Ambassadeur prévention	C	0	0	0	0	1	1
Ambassadeur tri	C	0	0	0	0	1	1
Animateur prévention	C	0	0	0	0	1	1
FILIERE TECHNIQUE (c)		81	1	82	65	3	68
Ingénieur	A	1	0	1	1	0	1
Technicien	B	2	0	2	0	1	1
Technicien principal 1ère classe	B	1	0	1	1	0	1
Technicien principal 2ème classe	B	1	0	1	0	0	0
Adjoint technique 1ère classe	C	7	0	7	3	0	3
Adjoint technique 2ème classe	C	46	1	47	39	0	39
Adjoint technique principal 2ème classe	C	17	0	17	15	0	15
Adjoint technique principal de 1ère classe	C	5	0	5	5	0	5
Agent de maîtrise	C	1	0	1	1	0	1
Cariste	C	0	0	0	0	1	1
Chauffeur verre apport volontaire	C	0	0	0	0	1	1
TOTAL GENERAL (b+c+d+e+f+g+h+i+j+k)		93	1	94	76	8	84

TRINOVAL-SMIRTOM Picardie Ouest - 80 - TRINOVAL		CA	2016
IV - ANNEXES		IV	
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/2016		C1.1	

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR/INT/B/95/00102/C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante : les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT) : le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100%) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80% (quotité de travail = 80%) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80% (quotité de travail = 80%) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6/12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 etc.

TRINOVAL-SMIRTOM Picardie Ouest - 80 - TRINOVAL	CA	2016
---	----	------

IV - ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/2016	C1.1

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/2016	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agent occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Directeur général des services	A	ADM		0,00	Art. 47	CDD
Chargé de commande publique	B	ADM		0,00	Art. 3-2	CDD
Technicien	B	TECH		0,00	Art. 3-2	CDD
Ambassadeur prévention	C	ADM		0,00	Art. 3-3	CDD
Ambassadeur tri	C	ADM		0,00	Art. 3-3	CDD
Animateur prévention	C	ADM		0,00	Art. 3-3	CDD
Cariste	C	TECH		0,00	Art. 3-2	CDD
Chauffeur verre apport volontaire	C	TECH		0,00	Art. 3-2	CDD
TOTAL GENERAL				0,00		

TRINOVAL-SMIRTOM Picardie Ouest - 80 - TRINOVAL	CA	2016
IV - ANNEXES	IV	
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/2016	C1.1	

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.

TECH : Technique.

URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).

S : Social.

MS : Médico-social.

MT : Médico-technique.

SP : Sportif.

CULT : Culturel

ANIM : Animation.

PM : Police.

OTR : missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :

3-a° : article 3, 1ème alinéa : accroissement temporaire d'activité.

3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.

3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).

3-2 : vacance temporaire d'un emploi.

3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.

3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.

3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.

3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.

3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.

3-4 : article 21 de la loi n°2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.

38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.

47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels

110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.

110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.

A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés "A/autres" et feront l'objet d'une précision (ex : "contrats aidés").

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n°2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

TRINOVAL-SMIRTOM Picardie Ouest - 80 - TRINOVAL		CA	2016
IV - ANNEXES		IV	
ARRETE ET SIGNATURES		D	

Présenté par le Président,
A Thieulloy-L'abbaye, le 25/04/2017
Le Président,

Délibéré par le Comité syndical, réuni en session ordinaire.
A Thieulloy-L'abbaye, le 25/04/2017

Les membres du Comité syndical,

Nombre de membres en exercice : 46

Nombre de membres présents :

Nombre de suffrages exprimés :

VOTES : Pour :

Contre :

Abstention :

Date de convocation : 12/04/2017

Certifié exécutoire par le Président, compte tenu de la transmission en préfecture, le, et de la publication le

A, le

SOMMAIRE

I. Informations générales

p.2 Modalités de vote du budget

II. Présentation générale du budget

p.3 A1 - Vue d'ensemble - Sections

p.5 A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres

p.6 A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres

p.7 B1 - Balance générale du compte administratif - Dépenses

p.8 B2 - Balance générale du compte administratif - Recettes

III. Vote du budget

p.9 A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses - Articles

p.12 A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes - Articles

p.14 B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses

p.15 B2 - Section d'investissement - Détail des recettes

IV – ANNEXES

Jointes

Sans Objet

A - Eléments du bilan

	A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie		X
p.16	A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dettes	X	
p.18	A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	X	
	A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours		X
	A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture		X
	A1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement		X
	A1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N		X
	A1.8 - Etat de la dette - Autres dettes		X
p.19	A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	X	
p.20	A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations	X	
p.21	A3.2 - Etalement des provisions	X	
p.22	A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	X	
p.23	A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	X	
	A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation		X
	A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement		X
	A5.2.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation		X
	A5.2.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement		X
	A6 - Etat des charges transférées		X
	A7 - Détail des opérations pour le compte de tiers		X
p.24	A8.1 - Variation du patrimoine - Etat des entrées d'immobilisations (article R.2313-3 du CGCT) - Entrées	X	
p.26	A8.2 - Variation du patrimoine - Etat des sorties d'immobilisations (article R.2313-3 du CGCT) - Sorties	X	
p.27	A8.3 - Opérations liées aux cessions	X	
	A9.1 - Variation du patrimoine - Etat des entrées d'immobilisations (article L.300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées		X
	A9.2 - Variation du patrimoine - Etat des sorties d'immobilisations (article L.300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties		X
	A10 - Etat des travaux en régie		X

B - Engagements hors bilan

	B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie		X
p.28	B1.2 - Calcul du ratio d'endettement	X	
p.29	B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget	X	
	B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail		X
	B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé		X
	B1.6 - Etat des autres engagements donnés		X
	B1.7 - Etat des engagements reçus		X
	B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents		X
	B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents		X

C - Autres éléments d'informations

p.30	C1.1 - Etat du personnel	X	
	C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie		X
	C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier		X
	C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe		X
	C4 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes		X

D - Décisions en matière des taux de contributions directes - Arrêtés et signatures

p.34	D - Arrêté et signatures	X	
------	--------------------------	---	--

ANNEXE 5. LIENS CONTRACTUELS ENTRE TRINOVAL, IKOS ET OVIVE

Cette annexe contient 105 pages.

REPUBLIQUE FRANCAISE

25800234400020

COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT
TRINOVAL-SMIRTOM Picardie Ouest

POSTE COMPTABLE : CDFIP POIX DE PICARDIE

SERVICE PUBLIC LOCAL
TRINOVAL-SMIRTOM Picardie Ouest

M4

COMPTE ADMINISTRATIF

BUDGET : TRINOVAL

ANNEE 2017

SOMMAIRE

I. Informations générales

p.2 Modalités de vote du budget

II. Présentation générale du budget

p.3 A1 - Vue d'ensemble - Sections

p.5 A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres

p.6 A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres

p.7 B1 - Balance générale du compte administratif - Dépenses

p.8 B2 - Balance générale du compte administratif - Recettes

III. Vote du budget

p.9 A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses - Articles

p.12 A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes - Articles

p.14 B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses

p.15 B2 - Section d'investissement - Détail des recettes

IV – ANNEXES

A - Eléments du bilan

	A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie		X
p.16	A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dettes	X	
p.18	A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	X	
	A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours		X
	A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture		X
	A1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement		X
	A1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N		X
	A1.8 - Etat de la dette - Autres dettes		X
p.19	A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	X	
p.20	A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations	X	
p.21	A3.2 - Etalement des provisions	X	
p.22	A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	X	
p.23	A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	X	
	A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation		X
	A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement		X
	A5.2.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation		X
	A5.2.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement		X
	A6 - Etat des charges transférées		X
	A7 - Détail des opérations pour le compte de tiers		X
p.24	A8.1 - Variation du patrimoine - Etat des entrées d'immobilisations (article R.2313-3 du CGCT) - Entrées	X	
p.26	A8.2 - Variation du patrimoine - Etat des sorties d'immobilisations (article R.2313-3 du CGCT) - Sorties	X	
p.27	A8.3 - Opérations liées aux cessions	X	
	A9.1 - Variation du patrimoine - Etat des entrées d'immobilisations (article L.300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées		X
	A9.2 - Variation du patrimoine - Etat des sorties d'immobilisations (article L.300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties		X
	A10 - Etat des travaux en régie		X

B - Engagements hors bilan

	B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie		X
p.28	B1.2 - Calcul du ratio d'endettement	X	
p.29	B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget	X	
	B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail		X
	B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé		X
	B1.6 - Etat des autres engagements donnés		X
	B1.7 - Etat des engagements reçus		X
	B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents		X
	B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents		X

C - Autres éléments d'informations

p.30	C1.1 - Etat du personnel	X	
	C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie		X
	C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier		X
	C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe		X
	C4 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes		X

D - Décisions en matière des taux de contributions directes - Arrêtés et signatures

p.34	D - Arrêté et signatures	X	
------	--------------------------	---	--

TRINOVAL-SMIRTOM Picardie Ouest - 80 - TRINOVAL		CA	2017
I - INFORMATIONS GENERALES		I	
MODALITES DE VOTE DU BUDGET			

POUR MEMOIRE(1)

I - L'Assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau du chapitre pour la section d'exploitation,
- au niveau du chapitre pour la section d'investissement.
- sans les chapitres "opérations d'équipement " de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II - En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense "opération d'équipement ".

III - Les provisions sont semi-budgétaires (pas d'inscription en recettes de la section d'investissement).

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.

TRINOVAL-SMIRTOM Picardie Ouest - 80 - TRINOVAL			CA	2017
II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF			II	
VUE D'ENSEMBLE			A1	

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section d'exploitation	A 9 261 136,77	G 9 651 223,05	G-A 390 086,28
	Section d'investissement (y compris les comptes 1064 et 1068)	B 1 434 863,58	H 2 331 975,63	H-B 897 112,05

REPORTS DE L'EXERCICE 2016	Report en section d'exploitation (002)	C (si déficit)	I 2 560 481,31 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D (si déficit)	J 2 158 742,02 (si excédent)

	DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
TOTAL (réalisations + reports)	P= A+B+C+D 10 696 000,35	Q= G+H+I+J 16 702 422,01	=Q-P 6 006 421,66

RESTES A REALISER A REPORTER EN 2018 (2)	Section d'exploitation	E 0,00	K 0,00
	Section d'investissement	F 169 869,08	L 0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en 2018	= E+F 169 869,08	= K+L 0,00

	DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
RESULTAT CUMULE	Section d'exploitation	= A+C+E 9 261 136,77	= G+I+K 12 211 704,36
	Section d'investissement	= B+D+F 1 604 732,66	= H+J+L 4 490 717,65
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F 10 865 869,43	= G+H+I+J+K+L 16 702 422,01

(1) Indiquer le signe - si les dépenses sont supérieures aux recettes, et + si les recettes sont supérieures aux dépenses

(2) Les restes à réaliser de la section d'exploitation correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R.2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R.2311-11 du CGCT).

TRINOVAL-SMIRTOM Picardie Ouest - 80 - TRINOVAL		CA	2017
II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF		II	
VUE D'ENSEMBLE		A1	

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION		E 0,00	K 0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F 169 869,08	L 0,00
21	Immobilisations corporelles	31 980,00	0,00
23	Immobilisations en cours	137 889,08	0,00

II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF

II

SECTION D'EXPLOITATION - CHAPITRES

A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+ RAR 2016)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (1)
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	3 246 500,00	3 091 648,00	75 718,31	0,00	79 133,69
012	Charges de personnel et frais assimilés	3 988 000,00	3 916 535,41	0,00	0,00	71 464,59
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	147 000,00	118 855,37	0,00	0,00	28 144,63
Total des dépenses de gestion courante		7 381 500,00	7 127 038,78	75 718,31	0,00	178 742,91
66	Charges financières	63 000,00	37 673,30	21 508,50	0,00	3 818,20
67	Charges exceptionnelles	48 000,00	45 999,45	0,00	0,00	2 000,55
68	Dotations aux amortissements, dépréciations et prov.	309 000,00	240 000,00			69 000,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (fonctionnement)	0,00				
Total des dépenses réelles d'exploitation		7 801 500,00	7 450 711,53	97 226,81	0,00	253 561,66
023	Virement à la section d'investissement (4)	2 560 481,31				
042	Opérations d'ordre de transfert entre section (4)	1 800 000,00	1 713 198,43			86 801,57
043	Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'explo	0,00	0,00			0,00
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		4 360 481,31	1 713 198,43			2 647 282,88
TOTAL		12 161 981,31	9 163 909,96	97 226,81	0,00	2 900 844,54
Pour information D002 Déficit d'exploitation reporté de 2016		0,00				

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+ RAR 2016)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (1)
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	270 000,00	189 121,48	0,00	0,00	80 878,52
70	Ventes de produits fabriqués, prestat* de services, n	2 786 000,00	2 751 028,70	96 000,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	1 407 500,00	1 176 134,36	351 500,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	4 842 000,00	4 845 544,08	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		9 305 500,00	8 961 828,62	447 500,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	122 000,00	76 240,03	0,00	0,00	45 759,97
78	Reprises sur amortissements, dépréciations et provi	60 000,00	51 654,40			8 345,60
Total des recettes réelles d'exploitation		9 487 500,00	9 089 723,05	447 500,00	0,00	0,00
042	Opérations d'ordre de transfert entre section (4)	114 000,00	114 000,00			0,00
043	Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'explo	0,00	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre d'exploitation		114 000,00	114 000,00			0,00
TOTAL		9 601 500,00	9 203 723,05	447 500,00	0,00	0,00
Pour information R002 Excédent d'exploitation reporté de 2016		2 560 481,31				

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts desquels il convient de soustraire les crédits employés

(2) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers

(3) Ce chapitre n'existe pas en M. 49

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) Ce chapitre existe uniquement en M41, M43 et M44

TRINOVAL-SMIRTOM Picardie Ouest - 80 - TRINOVAL	CA 2017
---	---------

II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+ RAR 2016)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
20	Immobilisations incorporelles	26 869,54	6 900,00	0,00	19 969,54
21	Immobilisations corporelles	1 041 359,45	502 792,93	31 980,00	506 586,52
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	547 026,09	260 727,49	137 889,08	148 409,52
Total des dépenses d'équipement		1 615 255,08	770 420,42	169 869,08	674 965,58
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	551 000,00	550 443,16		556,84
18	Compte de liaison : affectation (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (investissement)	0,00			
Total des dépenses financières		551 000,00	550 443,16	0,00	556,84
45..	Total des opé. pour le compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		2 166 255,08	1 320 863,58	169 869,08	675 522,42
040	Opérations d'ordre entre sections (2)	114 000,00	114 000,00		0,00
041	Opérations patrimoniales (2)	0,00	0,00		0,00
Total des dépenses d'ordre d'investissement		114 000,00	114 000,00		0,00
TOTAL		2 280 255,08	1 434 863,58	169 869,08	675 522,42
Pour information		0,00			
D001 Déficit d'investissement reporté de 2016					

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+ RAR 2016)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	600 000,00	600 000,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	990,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	1 433,94	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		600 000,00	602 423,94	0,00	0,00
106	Dotations, fonds divers et réserves (5)	16 353,26	16 353,26	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		16 353,26	16 353,26	0,00	0,00
45..	Total des opé. pour le compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		616 353,26	618 777,20	0,00	0,00
021	Virement de la section d'exploitation (2)	2 560 481,31			
040	Opérations d'ordre entre sections (2)	1 800 000,00	1 713 198,43		86 801,57
041	Opérations patrimoniales (2)	0,00	0,00		0,00
Total des recettes d'ordre d'investissement		4 360 481,31	1 713 198,43		2 647 282,88
TOTAL		4 976 834,57	2 331 975,63	0,00	2 644 858,94
Pour information		2 158 742,02			
R001 Excédent d'investissement reporté de 2016					

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les crédits employés

(2) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043

(3) A servir uniquement en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettas, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(4) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7)

(5) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10

TRINOVAL-SMIRTOM Picardie Ouest - 80 - TRINOVAL		CA	2017
II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF		II	
BALANCE GENERALE DU BUDGET		B1	

1 - MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	3 167 366,31		3 167 366,31
012	Charges de personnel et frais assimilés	3 916 535,41		3 916 535,41
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	118 855,37		118 855,37
66	Charges financières	59 181,80	0,00	59 181,80
67	Charges exceptionnelles	45 999,45	6 982,81	52 982,26
68	Dotations aux amortissements et provisions	240 000,00	1 706 215,62	1 946 215,62
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
Dépenses d'exploitation - Total		7 547 938,34	1 713 198,43	9 261 136,77
				+
		D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE DE 2016		0,00
				=
		TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES		9 261 136,77

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	114 000,00	114 000,00
16	Remboursement d'emprunts (sauf 1688 non bud.)	550 443,16	0,00	550 443,16
18	Compte de liaison : affectation	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	6 900,00	0,00	6 900,00
21	Immobilisations corporelles (6)	502 792,93	0,00	502 792,93
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	260 727,49	0,00	260 727,49
26	Particip. et créances rattachées à des particip.	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
45..	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
Dépenses d'investissement - Total		1 320 863,58	114 000,00	1 434 863,58
				+
		D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE DE 2016		0,00
				=
		TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES		1 434 863,58

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires

(2) Voir liste des opérations d'ordre

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures)

(4) Ce chapitre n'existe pas en M49

(5) Si la région applique le régime des provisions budgétaires

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement »

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7)

TRINOVAL-SMIRTOM Picardie Ouest - 80 - TRINOVAL		CA	2017
II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF		II	
BALANCE GENERALE DU BUDGET		B2	

2 – TITRES EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	189 121,48		189 121,48
70	Ventes de produits fabriqués, prestat* de services, mar	2 847 028,70		2 847 028,70
74	Subventions d'exploitation	1 527 634,36		1 527 634,36
75	Autres produits de gestion courante	4 845 544,08		4 845 544,08
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits Exceptionnels	76 240,03	114 000,00	190 240,03
78	Reprises sur amortissements et provisions	51 654,40	0,00	51 654,40
Recettes d'exploitation - Total		9 537 223,05	114 000,00	9 651 223,05

+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE DE 2016	2 560 481,31
---	--------------

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	12 211 704,36
--	---------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non bud.)	600 000,00	0,00	600 000,00
18	Compte de liaison : affectation	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (5)	990,00	0,00	990,00
21	Immobilisations corporelles (5)	1 433,94	6 982,81	8 416,75
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (5)	0,00	0,00	0,00
26	Particip. et créances rattachées à des particip.	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissements des immobilisations		1 706 215,62	1 706 215,62
45..	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section d'exploitation		0,00	0,00
Recettes d'investissement - Total		602 423,94	1 713 198,43	2 315 622,37

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE DE 2016	2 158 742,02
---	--------------

+

AFFECTATION AU COMPTE 106	16 353,26
---------------------------	-----------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	4 490 717,65
--	--------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES

A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+ RAR 2016)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général (2)(3)	3 246 500,00	3 091 648,00	75 718,31	0,00	79 133,69
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie...)	186 000,00	170 590,73	15 000,00	0,00	409,27
6063	Fournitures d'entretien et de petit équipement	123 000,00	115 375,59	11 385,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	3 000,00	4 070,62	0,00	0,00	0,00
6066	Carburants	0,00	12,66	0,00	0,00	0,00
60661	gazo	297 000,00	283 522,55	0,00	0,00	13 477,45
60662	Fuel	12 500,00	15 346,61	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	60 500,00	49 221,12	0,00	0,00	11 278,88
611	Sous-traitance générale	1 305 000,00	1 290 968,76	0,00	0,00	14 031,24
6135	Locations mobilières	97 000,00	64 960,34	0,00	0,00	32 039,66
61521	Entretien et réparations bâtiments publics	28 000,00	850,00	5 227,07	0,00	21 922,93
61523	Entretien et réparations réseaux	0,00	10 752,75	0,00	0,00	0,00
61528	Entretien et réparations autres biens immobiliers	12 000,00	23 610,97	0,00	0,00	0,00
61551	Matériel roulant	76 000,00	74 846,96	0,00	0,00	1 153,04
61558	Autres biens mobiliers	2 000,00	2 185,31	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	72 000,00	84 828,25	2 850,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	8 000,00	7 962,00	2 500,00	0,00	0,00
6168	Autres	42 000,00	41 483,93	0,00	0,00	516,07
617	Etudes et recherches	70 000,00	15 626,00	25 218,00	0,00	29 156,00
618	Divers	14 000,00	12 533,82	266,41	0,00	1 199,77
6184	Versements organismes de formation	26 000,00	8 831,00	0,00	0,00	17 169,00
6225	Indemnités au comptable et aux régisseurs	1 500,00	1 710,43	0,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	5 000,00	9 770,68	9 730,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	1 000,00	5 980,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	627,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	5 000,00	22 359,71	0,00	0,00	0,00
6233	Foires et expositions	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
6236	Catalogues et imprimés	18 000,00	19 976,00	0,00	0,00	0,00
6237	Publications	45 000,00	9 704,07	0,00	0,00	35 295,93
6238	Divers	21 000,00	36 862,49	3 419,00	0,00	0,00
6242	Transports sur ventes	30 000,00	28 735,27	0,00	0,00	1 264,73
6251	Voyages et déplacements	0,00	389,00	0,00	0,00	0,00
6256	Missions	2 500,00	3 486,33	122,83	0,00	0,00
6257	Réceptions	4 000,00	9 159,14	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	8 000,00	8 508,67	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	21 000,00	17 104,93	0,00	0,00	3 895,07
627	Services bancaires et assimilés	6 500,00	7 589,90	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations...)	1 000,00	997,00	0,00	0,00	3,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	14 000,00	16 917,71	0,00	0,00	0,00
6288	Autres	15 500,00	5 564,22	0,00	0,00	9 935,78
63512	Taxes foncières	2 500,00	658,00	0,00	0,00	1 842,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la Régie.

(2) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(3) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(4) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.

(5) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'article 66112 sera négatif.

(6) Si la Régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(7) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre DE 042 = RI 040.

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la Régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES

A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+ RAR 2016)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
6358	Autres droits	556 000,00	556 411,99	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes, ... (autres organismes)	50 000,00	51 555,49	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	3 988 000,00	3 916 535,41	0,00	0,00	71 464,59
6336	Cotisations CNFPT et Centres de gestion	37 100,00	37 456,64	0,00	0,00	0,00
6338	Autres impôts, taxes, ... sur rémunérations	11 900,00	14 543,67	0,00	0,00	0,00
64111	Salaires emplois permanents	1 846 000,00	1 802 571,10	0,00	0,00	43 428,90
64112	Salaires emplois non permanents	832 000,00	822 271,35	0,00	0,00	9 728,65
6413	Primes et gratifications	0,00	830,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	426 000,00	419 627,57	0,00	0,00	6 372,43
6452	Cotisations aux mutuelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraite	514 000,00	503 710,99	0,00	0,00	10 289,01
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	54 500,00	49 243,50	0,00	0,00	5 256,50
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux	6 000,00	5 886,00	0,00	0,00	114,00
6474	Versements aux autres oeuvres sociales	41 000,00	39 076,00	0,00	0,00	1 924,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	12 000,00	16 079,02	0,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	207 500,00	204 721,47	0,00	0,00	2 778,53
648	Autres charges de personnel	0,00	518,10	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	147 000,00	118 855,37	0,00	0,00	28 144,63
6531	Indemnités	68 000,00	61 855,83	0,00	0,00	6 144,17
6533	Cotisations de retraite	4 000,00	3 025,14	0,00	0,00	974,86
6541	Créances admises en non-valeur	50 000,00	37 374,88	0,00	0,00	12 625,12
6542	Créances éteintes	10 000,00	14 279,52	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de la gestion courante	15 000,00	2 320,00	0,00	0,00	12 680,00
TOTAL=DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65)		7 381 500,00	7 127 038,78	75 718,31	0,00	178 742,91
66	Charges financières (b)(5)	63 000,00	37 673,30	21 508,50	0,00	3 818,20
66111	Intérêts réglés à l'échéance	65 600,00	62 790,02	0,00	0,00	2 809,98
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-2 600,00	-25 116,72	21 508,50	0,00	1 008,22
67	Charges exceptionnelles (c)	48 000,00	45 999,45	0,00	0,00	2 000,55
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	38 000,00	27 791,54	0,00	0,00	10 208,46
678	Autres charges exceptionnelles	10 000,00	18 207,91	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux amortissements, dépréciations et p	309 000,00	240 000,00			69 000,00
6815	Dotations aux prov. pour risques et charges d'exploit	160 000,00	160 000,00			0,00
6817	Dotations aux dépréciations des actifs circulants	149 000,00	80 000,00			69 000,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (e)(7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (fonctionnement) (f)	0,00				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e+f		7 801 500,00	7 450 711,53	97 226,81	0,00	253 561,66

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie

(2) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012

(3) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41

(4) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44

(5) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'article 66112 sera négatif

(6) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers

(7) Ce chapitre n'existe pas en M. 49

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre DE 042 = RI 040

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié

TRINOVAL-SMIRTOM Picardie Ouest - 80 - TRINOVAL					CA	2017
III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF					III	
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES					A1	

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+ RAR 2016)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
023	Virement à la section d'investissement	2 560 481,31				
042	Opérations d'ordre de transfert entre section (8)(9)	1 800 000,00	1 713 198,43			86 801,57
675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	0,00	6 982,81			0,00
6811	Dotations aux amort. des immos incorporelles et co.	1 800 000,00	1 706 215,62			93 784,38
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		4 360 481,31	1 713 198,43			2 647 282,88
043	Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exp.	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		4 360 481,31	1 713 198,43			2 647 282,88
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		12 161 981,31	9 163 909,96	97 226,81	0,00	2 900 844,54
Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de 2016			0,00			

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	21 508,50
Montant de l'exercice 2016	25 116,72
= Différence ICNE 2017 - ICNE 2016	-3 608,22

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie

(2) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(3) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(4) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44

(5) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'article 66112 sera négatif.

(6) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(7) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DE 042 = R1040.

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

TRINOVAL-SMIRTOM Picardie Ouest - 80 - TRINOVAL					CA	2017
III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF					III	
SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES RECETTES					A2	

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+ RAR 2016)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges (2)	270 000,00	189 121,48	0,00	0,00	80 878,52
64198	Autres remboursements	259 000,00	178 470,48	0,00	0,00	80 529,52
6459	Remboursements sur charges de SS et de prévoyan	11 000,00	10 651,00	0,00	0,00	349,00
70	Ventes de produits fabriqués, prestat ^e de services	2 786 000,00	2 751 028,70	96 000,00	0,00	0,00
703	Ventes de produits résiduels	730 000,00	732 736,09	89 000,00	0,00	0,00
7061	Prestations de service (redevances)	1 560 000,00	1 572 186,99	0,00	0,00	0,00
70611	Prestations de service (DIC)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7062	Prestations de service (DIC)	179 000,00	170 302,78	0,00	0,00	8 697,22
7063	Prestations de service (DIB)	90 000,00	107 127,88	7 000,00	0,00	0,00
7064	Prestations de services (CET/PLA)	34 000,00	16 615,61	0,00	0,00	17 384,39
7065	Prestations de service (CDT)	190 000,00	145 681,08	0,00	0,00	44 318,92
707	Ventes de marchandises	3 000,00	6 378,27	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	1 407 500,00	1 176 134,36	351 500,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	1 407 500,00	1 176 134,36	351 500,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	4 842 000,00	4 845 544,08	0,00	0,00	0,00
7581	Produits de gestion des collectivités	4 812 000,00	0,00	0,00	0,00	4 812 000,00
7588	Autres	30 000,00	4 845 544,08	0,00	0,00	0,00
TOTAL=RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		9 305 500,00	8 961 828,62	447 500,00	0,00	0,00
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	122 000,00	76 240,03	0,00	0,00	45 759,97
7711	Dédits et pénalités perçus	0,00	900,00	0,00	0,00	0,00
7714	Recouvrement sur créances admises en non valeur	0,00	1 860,59	0,00	0,00	0,00
7718	Autres produits exceptionnels sur opérations de ges	0,00	1 096,66	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	56 000,00	34 583,33	0,00	0,00	21 416,67
778	Autres produits exceptionnels	66 000,00	37 799,45	0,00	0,00	28 200,55
78	Reprises sur amortissements, dépréciations et pr	60 000,00	51 654,40	0,00	0,00	8 345,60
7817	Reprises sur dépréciations des actifs circulants	60 000,00	51 654,40	0,00	0,00	8 345,60
TOTAL DES RECETTES REELLES = a+b+c+d		9 487 500,00	9 089 723,05	447 500,00	0,00	0,00
042	Opérations d'ordre de transfert entre section (6)	114 000,00	114 000,00			0,00
777	Quote-part des subvent ⁿ d'inv. virées au résultat de	114 000,00	114 000,00			0,00
043	Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exp	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		114 000,00	114 000,00			0,00
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		9 601 500,00	9 203 723,05	447 500,00	0,00	0,00
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de 2016		2 560 481,31				

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) L'article 699 n'existe pas en M. 49.

(3) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Cf. Définitions du chapitre des opérations d'ordre, RE 042 = D/ 040, RE 043 = DE 043.

(6) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie a opté pour les provisions budgétaires.

TRINOVAL-SMIRTOM Picardie Ouest - 80 - TRINOVAL		CA	2017
III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF		III	
SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES RECETTES		A2	

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant de l'exercice 2016	0,00
= Différence ICNE 2017 - ICNE 2016	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) L'article 699 n'existe pas en M. 49.

(3) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Cf. Définitions du chapitre des opérations d'ordre, RE 042 = D1 040, RE 043 = DE 043.

(6) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie a opté pour les provisions budgétaires.

TRINOVAL-SMIRTOM Picardie Ouest - 80 - TRINOVAL	CA 2017
---	---------

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+ RAR 2016)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	26 869,54	6 900,00	0,00	19 969,54
2031	Frais d'études	6 900,00	6 900,00	0,00	0,00
2051	Concessions et droits similaires	19 969,54	0,00	0,00	19 969,54
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	1 041 359,45	502 792,93	31 980,00	506 586,52
2111	Terrains nus	75 000,00	0,00	0,00	75 000,00
2121	Terrains nus	0,00	21 240,97	0,00	0,00
2125	Terrains bâtis	25 000,00	0,00	0,00	25 000,00
2128	Autres terrains	203 478,29	1 161,36	0,00	202 316,93
2131	Bâtiments	0,00	10 012,86	0,00	0,00
2135	Installat* générales, agencements, aménagements des construct*	0,00	13 373,00	0,00	0,00
2154	Matériel industriel	176 840,00	126 156,06	29 980,00	20 703,94
2155	Outils et outillage industriel	15 000,00	540,83	0,00	14 459,17
2157	Agencements et aménagements du matériel et outillage industriels	25 000,00	0,00	0,00	25 000,00
2182	Matériel de transport	450 000,00	329 515,85	0,00	120 484,15
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
2184	Mobilier	1 041,16	792,00	0,00	249,16
2188	Autres	40 000,00	0,00	2 000,00	38 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	547 026,09	260 727,49	137 889,08	148 409,52
2312	Terrains	525 936,96	239 638,36	137 889,08	148 409,52
2314	Constructions sur sol d'autrui	21 089,13	21 089,13	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		1 615 255,08	770 420,42	169 869,08	674 965,58
16	Emprunts et dettes assimilées	551 000,00	550 443,16		556,84
1641	Emprunts en euros	551 000,00	550 443,16		556,84
Total des dépenses financières		551 000,00	550 443,16	0,00	556,84
Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES REELLES		2 166 255,08	1 320 863,58	169 869,08	675 522,42
040	Opérations d'ordre de transfert entre section (5)	114 000,00	114 000,00		0,00
	Reprises sur autofinancement antérieur (6)	114 000,00	114 000,00		0,00
13913	Départements	19 350,00	19 205,32		144,68
13916	Autres établissements publics locaux	0,00	199,09		0,00
13917	Budget communautaire et fonds structurels	28 300,00	28 260,39		39,61
13918	Autres	66 350,00	66 335,20		14,80
041	Opérations patrimoniales (7)	0,00	0,00		0,00
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		114 000,00	114 000,00		0,00
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		2 280 255,08	1 434 863,58	169 869,08	675 522,42
Pour information D001 Déficit d'investissement reporté de 2016		0,00			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la région.

(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.

(3) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(4) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 040 = RE 042.

(6) Les comptes 15_2 peuvent figurer dans le détail des reprises sur autofinancement antérieur si la région applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

TRINOVAL-SMIRTOM Picardie Ouest - 80 - TRINOVAL				CA	2017
III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF				III	
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES				B2	

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+ RAR 2016)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	600 000,00	600 000,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	600 000,00	600 000,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	990,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	990,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	1 433,94	0,00	0,00
2118	Autres terrains	0,00	1 433,94	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		600 000,00	602 423,94	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	16 353,26	16 353,26	0,00	0,00
1064	Réserves réglementées	16 353,26	16 353,26	0,00	0,00
Total des recettes financières		16 353,26	16 353,26	0,00	0,00
Total des recettes d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES		616 353,26	618 777,20	0,00	0,00
021	Virement de la section d'exploitation	2 560 481,31			
040	Opérations d'ordre de transfert entre section (4)	1 800 000,00	1 713 198,43		86 801,57
2182	Matériel de transport	0,00	6 982,81		0,00
28031	Amortissements des frais d'études	0,00	3 088,68		0,00
2805	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques...	8 000,00	17 529,78		0,00
28121	Terrains nus	255 000,00	194 792,16		60 207,84
28125	Terrains bâtis	20 000,00	21 036,00		0,00
28128	Autres terrains	275 000,00	6 938,70		268 061,30
28131	Bâtiments	150 000,00	148 699,63		1 300,37
28135	Installat° générales, agencements, aménagement des construct°	20 000,00	42 992,95		0,00
28138	Autres constructions	0,00	189 212,77		0,00
28154	Matériel industriel	550 000,00	601 932,52		0,00
28155	Outils industriel	4 000,00	1 980,11		2 019,89
28157	Agencements et aménagements du matériel et outillage industriel	0,00	241,31		0,00
28182	Matériel de transport	460 000,00	440 676,33		19 323,67
28183	Matériel de bureau et matériel informatique	45 000,00	19 322,06		25 677,94
28184	Mobilier	10 000,00	8 953,47		1 046,53
28188	Autres	3 000,00	8 819,15		0,00
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		4 360 481,31	1 713 198,43		2 647 282,88
041	Opérations patrimoniales (6)	0,00	0,00		0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		4 360 481,31	1 713 198,43		2 647 282,88
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		4 976 834,57	2 331 975,63	0,00	2 644 858,94
Pour information R001 Excédent d'investissement reporté de 2016		2 158 742,02			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les titres émis et les restes à réaliser au 31/12. Si le montant est négatif, alors les réalisations sont supérieures aux recettes votées.

(3) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DE 042.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

IV - ANNEXES

IV

A1.2

ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE
REPARTITION PAR NATURE DE DETTES (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'omission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remb.	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des rembourse- ments (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé ON	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actua- riel					
164 Emprunts auprès d'établissements de crédit (Total)					5 940 763,00									
1641 Emprunts en euros (total)					5 940 763,00									
MHN210443EUR	CREDIT LOCAL DE FRANCE	10/03/2004		01/06/2005	1 300 000,00 F	F		2,24	2,40811	A	A	P	N	A-1
00033068576	CREDIT AGRICOLE	24/07/2006		15/09/2007	30 000,00 F	F		4,15	4,15	A	A	X	N	A-1
7247899	CAISSE D'EPARGNE DE PICARDIE	06/11/2007		25/05/2008	60 000,00 F	F		4,68	4,68	T	T	X	N	A-1
7247921	CAISSE D'EPARGNE DE PICARDIE	25/11/2007		25/05/2008	74 000,00 F	F		4,68	4,68	T	T	X	N	A-1
7548764	CAISSE D'EPARGNE DE PICARDIE	03/09/2008		25/01/2010	45 000,00 F	F		4,81	4,81	A	A	X	N	A-1
10AL035	CAISSE D'EPARGNE DE PICARDIE	29/04/2010		25/07/2011	570 000,00 F	F		3,78	3,78	A	A	P	N	A-1
72195320604	CREDIT AGRICOLE	02/11/2011		05/12/2012	22 500,00 F	F		4,78	4,78	A	A	X	N	A-1
72200763442	CREDIT AGRICOLE	29/11/2011		25/12/2015	132 013,00 F	F		5,43	3,86581	A	A	X	N	A-1
72200764977	CREDIT AGRICOLE	29/11/2011		25/12/2012	64 000,00 F	F		4,78	4,78	A	A	X	N	A-1
8064090	CAISSE D'EPARGNE DE PICARDIE	25/10/2011		25/11/2012	148 250,00 F	F		3,72	3,72	A	A	X	N	A-1
8064107	CAISSE D'EPARGNE DE PICARDIE	25/10/2011		25/11/2012	87 000,00 F	F		3,72	3,72	A	A	X	N	A-1
00000054691	CREDIT AGRICOLE	18/10/2013		15/02/2014	500 000,00 F	F		2,63	2,63	A	A	X	N	A-1
D6317270C54031	CAISSE D'EPARGNE DE PICARDIE	04/11/2013		25/01/2014	500 000,00 F	F		3,41	3,41	A	A	X	O	A-1
11T6801	CREDIT AGRICOLE	03/11/2014		30/11/2015	330 000,00 F	F		1,31	1,35498	A	A	X	N	A-1
11T6869	CREDIT AGRICOLE	03/11/2014		30/11/2015	1 500 000,00 F	F		2,02	2,14544	A	A	X	N	A-1
4964018	CAISSE D'EPARGNE DE PICARDIE	24/07/2017		25/09/2018	350 000,00 F	F		0,54	0,59814	A	A	X	N	A-1
MON516551	LA BANQUE POSTALE	01/08/2017		01/08/2018	250 000,00 F	F		0,94	0,95901	A	A	X	N	A-1
Total général					5 940 763,00									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois)

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(7) Indiquer C pour amortissement annuel constant, P pour amortissement annuel progressif, F pour n'importe quel autre à préciser

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV - ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE REPARTITION PAR NATURE DE DETTES (hors 16449 et 166) (suite)

Emprunts et Dettes au 31/12/2017													
Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/2017	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuités de l'exercice			ICNE de l'exercice	
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau du taux d'intérêt au 31/12/2017 (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)		
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		0,00		2 876 698,01						550 443,15	62 790,00	0,00	21 508,50
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		2 876 698,01						550 443,15	62 790,00	0,00	21 508,50
MIN210443EUR	N	0,00		199 395,62	1,50	F		2,46811		96 419,26	224,94	0,00	0,00
00033068576	N	0,00		9 862,41	3,87	F		4,15		2 224,98	501,63	0,00	154,62
7247899	N	0,00		1 865,01	0,17	F		4,68		7 247,03	300,49	0,00	8,75
7247921	N	0,00		2 300,31	0,17	F		4,68		8 937,98	370,62	0,00	10,74
7548764	N	0,00		10 765,29	1,08	F		4,81		5 015,03	759,03	0,00	483,29
10AL035	N	0,00		192 091,74	2,58	F		3,78		59 423,86	9 507,29	0,00	3 148,46
72199320694	N	0,00		0,00	0,00	F		4,78		4 200,96	200,79	0,00	0,00
72200763442	N	0,00		52 000,56	3,00	F		3,86581		16 641,83	1 407,17	0,00	17,77
72200764977	N	0,00		0,00	0,00	F		4,78		11 949,39	571,18	0,00	0,00
8064090	N	0,00		0,00	0,00	F		3,72		26 653,65	991,49	0,00	0,00
8064107	N	0,00		0,00	0,00	F		3,72		12 210,57	454,21	0,00	0,00
00000054691	N	0,00		171 971,37	1,17	F		2,63		82 719,43	6 698,37	0,00	3 970,08
08317270C34831	N	0,00		310 181,35	5,08	F		3,41		45 890,93	12 142,27	0,00	9 872,03
HT6801	N	0,00		168 220,78	2,92	F		1,35498		54 829,78	2 919,34	0,00	189,76
HT6869	N	0,00		1 158 043,55	8,92	F		2,04544		118 272,49	25 741,18	0,00	2 014,35
4964018	N	0,00		350 000,00	5,87	F		0,59814		0,00	0,00	0,00	661,50
MON516551	N	0,00		250 000,00	9,67	F		0,95901		0,00	0,00	0,00	979,17
Total général		0,00		2 876 698,01						550 443,15	62 790,00	0,00	21 508,50

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire JOC81015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/2017 après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 16111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

TRINOVAL-SMIRTOM Picardie Ouest - 80 - TRINOVAL	CA	2017
---	----	------

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE	A1.3
REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (Hors A1)	

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/2017 (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux au 31/12/2017 (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap), ou encadré (tunnel) A														
TOTAL A		0,00	0,00									0,00	0,00	0,00 %
Barrière simple B														
Option d'échange C														
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé														
D														
E														
Autres types de structures F														
TOTAL GENERAL		0,00	0,00									0,00	0,00	0,00 %

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à court sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6) : 1 - Indice zone euro / 2 - Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 - Ecart indice zone euro / 4 - Indices hors zone euro ou écart entre ces indices / 5 - Autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : Indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement déductif de l'emprunt au 31/12/2017 ou, le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre de contrat initial et comptabilisés à l'article 68111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 688.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

TRINOVAL-SMIRTOM Picardie Ouest - 80 - TRINOVAL	CA	2017
---	----	------

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	A2
METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	

CHOIX DU COMITÉ SYNDICAL			Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R 2321-1 du CGCT) : 1 500,00€			09/04/2013
Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
Linéaire	Aménagement de bâtiments	10	13/12/2011
Linéaire	Aménagements sur CET	10	13/12/2011
Linéaire	Constructions	30	13/12/2011
Linéaire	Création de casiers	15	13/12/2011
Linéaire	Matériel informatique (serveurs)	5	13/12/2011
Linéaire	Matériel informatique (stations)	3	13/12/2011
Linéaire	Mobilier	10	13/12/2011
Linéaire	Outils	5	13/12/2011
Linéaire	Travaux sur voirie	10	13/12/2011
Linéaire	Véhicules de collecte	6	13/12/2011
Linéaire	Véhicules légers	5	13/12/2011

TRINOVAL-SMIRTOM Picardie Ouest - 80 - TRINOVAL	CA	2017
---	----	------

IV - ANNEXES	IV
ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS	A3.1

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE
TOTAL						

(1) Nouvelles ou **abondement** d'une provision ou d'une dépréciation déjà constituée

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges et contentieux au titre du procès ...; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement...)

TRINOVAL-SMIRTOM Picardie Ouest - 80 - TRINOVAL						CA	2017
IV - ANNEXES						IV	
ELEMENTS DU BILAN ETALEMENT DES PROVISIONS (1)						A3.2	

Nature de la provision	Objet	Montant total de la provision	Durée (année)	Montant des provisions constituées au 31/12/N	Provision constituée au cours de l'exercice	Montant restant à provisionner

(1) Il s'agit des provisions pour risques et charges qui peuvent faire l'objet d'un étalement.

TRINOVAL-SMIRTOM Picardie Ouest - 80 - TRINOVAL	CA 2017
---	---------

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - DEPENSES	A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR 2016)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		665 000,00	664 443,16
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		551 000,00	550 443,16
1641	Emprunts en euros	551 000,00	550 443,16
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		114 000,00	114 000,00
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	114 000,00	114 000,00
020	Dépenses imprévues (investissement)	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12/2017	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (2016)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	664 443,16	169 869,08	0,00	834 312,24

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

TRINOVAL-SMIRTOM Picardie Ouest - 80 - TRINOVAL	CA	2017
---	----	------

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	A4.2
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - RECETTES	

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR 2016)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		4 360 481,31	III 1 706 215,62
Ressources propres externes de l'année (a)		0,00	0,00
Ressources propres internes de l'année (b)(6)		4 360 481,31	1 706 215,62
28031	Amortissement des immobilisations	0,00	3 088,68
2805	Amortissement des immobilisations	8 000,00	17 529,78
28121	Amortissement des immobilisations	255 000,00	194 792,16
28125	Amortissement des immobilisations	20 000,00	21 036,00
28128	Amortissement des immobilisations	275 000,00	6 938,70
28131	Amortissement des immobilisations	150 000,00	148 699,63
28135	Amortissement des immobilisations	20 000,00	42 992,95
28138	Amortissement des immobilisations	0,00	189 212,77
28154	Amortissement des immobilisations	550 000,00	601 932,52
28155	Amortissement des immobilisations	4 000,00	1 980,11
28157	Amortissement des immobilisations	0,00	241,31
28182	Amortissement des immobilisations	460 000,00	440 676,33
28183	Amortissement des immobilisations	45 000,00	19 322,06
28184	Amortissement des immobilisations	10 000,00	8 953,47
28188	Amortissement des immobilisations	3 000,00	8 819,15
021	Virement de la section d'exploitation	2 560 481,31	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12/2017	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R106 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	1 706 215,62	0,00	2 158 742,02	16 353,26	3 881 310,90

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II 834 312,24
Ressources propres disponibles	IV 3 881 310,90
Solde	V = IV - II (3) + 3 046 998,66

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique

TRINOVAL-SMIRTOM Picardie Ouest - 80 - TRINOVAL	CA	2017
---	----	------

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R.2313-3 du CGCT) - ENTREES	A8.1

ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
09/01/2017	DECHETTERIE LOEUILLY - EXTENSION QUAI ET CREATION PLATEFORME DE	6 702,33	0,00	
16/01/2017	CONTENEUR VERRE 3M3 (10)	9 760,00	0,00	10
16/01/2017	CONTENEUR VERRE 4M3 (20)	22 080,00	0,00	10
24/02/2017	KIT COUVERTURE CAISSON DECHETTERIE (2)	5 670,00	0,00	5
27/02/2017	ETUDE MODIFICATION DECHETTERIE THIEULLOY	6 900,00	0,00	
10/03/2017	TRONCONEUSE HUSQVARNA	540,83	0,00	1
10/03/2017	COMPRESSEUR PISTON 5.5	871,03	0,00	1
05/04/2017	KIT COUVERTURE CAISSON DECHETTERIE (6)	17 010,00	0,00	5
21/04/2017	CONTENEUR SELECTIF 770L (50)	6 280,50	0,00	7
21/04/2017	CONTENEUR OM 770 L (150)	18 841,50	0,00	7
21/04/2017	CONTENEUR OM 240 L (200)	5 442,00	0,00	7
21/04/2017	CONTENEUR SELECTIF 240 L (200)	5 442,00	0,00	7
26/04/2017	KIT COUVERTURE CAISSON DECHETTERIE (2)	5 670,00	0,00	5
01/05/2017	POMPE POT PURGE CONDENSATS CASIER C2	2 105,00	0,00	3
15/05/2017	CONTENEURS STANDARDS	1 140,00	0,00	10
22/05/2017	CRIC HYDRO-PNEU POUR CAMION	1 791,00	0,00	5
01/06/2017	DECHETTERIE LOEUILLY - EXTENSION QUAI ET CREATION PLATEFORME DE	14 386,80	0,00	
07/06/2017	TRAVAUX ETANCHEITE LOCAUX TECHNIQUES CDT	10 012,86	0,00	10
09/06/2017	AIRE DE STOCKAGE GAZ	2 461,80	0,00	10
09/06/2017	PARKING POIDS LOURDS	270,00	0,00	20
09/06/2017	PARKING POIDS LOURDS	4 400,76	0,00	20
09/06/2017	PARKING POIDS LOURDS	720,00	0,00	20
09/06/2017	PARKING POIDS LOURDS	181 182,14	0,00	20
15/06/2017	PUITS DE CAPTAGE LIXIVIATS C2.2	1 161,36	0,00	15
26/06/2017	PARKING POIDS LOURDS	2 015,00	0,00	20
06/07/2017	RESEAU CAPTAGE LIXIVIATS ET BIOGAZ	1 433,94	0,00	15
25/07/2017	AIRE DE STOCKAGE GAZ	4 400,76	0,00	10
25/07/2017	PARKING POIDS LOURDS	-2 461,80	0,00	20
25/07/2017	PARKING POIDS LOURDS	-4 400,76	0,00	20
01/08/2017	RENAULT ESPACE EP482JN	35 417,25	0,00	5
02/08/2017	TAILLE HAIES HUSQVARNA	434,25	0,00	1
11/08/2017	RESEAU CAPTAGE LIXIVIATS ET BIOGAZ C22	19 807,03	0,00	15
21/09/2017	CAMION AMPLIROL EQ 976-MZ	92 913,80	0,00	10
21/09/2017	BRAS DE LEVAGE CAMION AMPLIROL EQ976MZ	29 802,11	0,00	10
02/10/2017	ELECTRICITE PARKING POIDS LOURDS	8 391,99	0,00	10
11/10/2017	ELECTRICITE PARKING POIDS LOURDS	12 782,38	0,00	10
13/10/2017	LUMINAIRES ECLAIRAGE BANDEAU TRINOVAL BAT A	1 618,80	0,00	10
16/10/2017	NETTOYEUR H P	11 064,98	0,00	5
25/10/2017	PARKING POIDS LOURDS	21 652,08	0,00	20
30/10/2017	4 JANTES POUR VEHICULE RENAULT ESPACE	1 580,00	0,00	5
31/10/2017	BOM RENAULT PREMIUM "CARGOPAC" 26 T ER677QY	74 092,84	0,00	6

TRINOVAL-SMIRTOM Picardie Ouest - 80 - TRINOVAL	CA 2017
---	---------

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R.2313-3 du CGCT) - ENTREES	A8.1

ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
31/10/2017	ELECTRICITE PARKING POIDS LOURDS	6 294,01	0,00	10
31/10/2017	CLOTURE FOND CET	11 680,00	0,00	10
31/10/2017	BOM RENAULT PREMIUM "CARGOPAC" 26 T ER677QY	93 167,85	0,00	6
13/11/2017	AIRE DE STOCKAGE GAZ	1 930,00	0,00	10
20/11/2017	POSTE TRAVAILLEUR ISOLE (PTI) GSM (20)	10 935,00	0,00	5
20/12/2017	Aménagement JUMPY	2 542,00	0,00	4
31/12/2017	SIEGE ERGO TECH NOIR RESILLE	792,00	0,00	1
31/12/2017	STORES VENITIENS BUREAU RH BAT B	1 693,00	0,00	5
TOTAL GENERAL		770 420,42	0,00	

TRINOVAL-SMIRTOM Picardie Ouest - 80 - TRINOVAL	CA 2017
IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) - SORTIES	A8.2

ETAT DES SORTIES D'IMMOBILISATION

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
02/10/2017	Caissons de 25m3	28 918,15	2	50 602,37	0,00	250,00	250,00
24/11/2017	Châssis RENAULT 7510XR80	95 620,20	6	95 620,20	0,00	6 000,00	6 000,00
31/12/2017	C4 PICASSO BLUEHD	23 275,81	5	16 293,00	6 982,81	9 583,33	2 600,52
TOTAL GENERAL		143 812,16					8 850,52

TRINOVAL-SMIRTOM Picardie Ouest - 80 - TRINOVAL	CA	2017
---	----	------

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS	A8.3

Produit des cessions		Réalisations
compte 775	Produits des cessions d'immobilisations	34 583,33
compte 675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	6 982,81

TRINOVAL-SMIRTOM Picardie Ouest - 80 - TRINOVAL		CA	2017
IV - ANNEXES		IV	
ENGAGEMENTS HORS BILAN - CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT		B1.2	

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT	Valeur en euros
Total des annuités déjà garanties échues dans l'exercice (1)	A 0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B 0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C 0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D 0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	I=A+B+C-D 0,00
Recettes réelles de fonctionnement de l'exercice	II 9 537 223,05
Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	III 0,00%

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.
(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.
(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

TRINOVAL-SMIRTOM Picardie Ouest - 80 - TRINOVAL	CA	2017
---	----	------

IV - ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN - ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET	B1.3

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention ;
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention ;
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

TRINOVAL-SMIRTOM Picardie Ouest - 80 - TRINOVAL	CA	2017
---	----	------

IV - ANNEXES	
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/2017	
IV	C1.1

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		17	0	17	12	3	15
Attaché	A	1	0	1	1	0	1
Attaché principal	A	1	0	1	1	0	1
Directeur Général des Services	A	0	0	0	0	1	1
Chargé de la commande publique	B	0	0	0	0	1	1
Rédacteur	B	1	0	1	1	0	1
Rédacteur principal de 2ème classe	B	1	0	1	0	0	0
Adjoint administratif	C	5	0	5	4	0	4
Adjoint administratif 2ème classe	C	0	0	0	0	0	0
Adjoint administratif principal 2ème classe	C	6	0	6	4	0	4
Adjoint administratif principal de 1ère classe	C	2	0	2	1	0	1
Assistant Communication	C	0	0	0	0	1	1
FILIERE TECHNIQUE (c)		70	1	71	62	3	65
Ingénieur	A	1	0	1	1	0	1
Technicien	B	0	0	0	0	1	1
Technicien principal 1ère classe	B	1	0	1	1	0	1
Technicien principal 2ème classe	B	1	0	1	1	0	1
Adjoint technique	C	40	0	40	36	0	36
Adjoint technique 2ème classe	C	0	0	0	0	0	0
Adjoint technique principal de 1ère classe	C	9	0	9	7	0	7
Adjoint technique principal de 2ème classe	C	17	1	18	15	0	15
Agent de maîtrise	C	1	0	1	1	0	1
Carsite	C	0	0	0	0	1	1
Chauffeur verre apport volontaire	C	0	0	0	0	1	1
TOTAL GENERAL (b+c+d+e+f+g+h+i+j+k)		87	1	88	74	6	80

TRINOVAL-SMIRTOM Picardie Ouest - 80 - TRINOVAL		CA	2017
---	--	----	------

IV - ANNEXES		IV	
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/2017		C1.1	

- (1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR/INT/BJ500102/C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.
- (2) Catégories A, B ou C.
- (3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante : les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.
- (4) Equivalents temps plein ou temps partiel (ETPT) : le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :
- ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année
- Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100%) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80% (quotité de travail = 80%) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80% (quotité de travail = 80%) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recruté à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6/12).
- (5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n°164-53 du 26 janvier 1984 etc.

TRINOVAL-SMIRTOM Picardie Ouest - 80 - TRINOVAL		CA	2017
---	--	----	------

IV - ANNEXES		IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/2017		C1.1

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/2017	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		Fondement du contrat (4)	CONTRAT	
			Indice (8)	Euros		Nature du contrat (5)	
Agent occupant un emploi permanent (6)				0,00			
Directeur Général des Services	A	ADM		0,00	Art 47	CDD	
Chargé de la commande publique	B	ADM		0,00	Art 3-2	CDD	
Technicien	B	TECH		0,00	Art 3-2	CDD	
Assistant Communication	C	ADM		0,00	Art 3-3	CDD	
Carsile	C	TECH		0,00	Art 3-2	CDD	
Chauffeur verre apport volontaire	C	TECH		0,00	Art 3-2	CDD	
TOTAL GENERAL				0,00			

TRINOVAL-SMIRTOM Picardie Ouest - 80 - TRINOVAL		CA	2017
---	--	----	------

IV - ANNEXES		IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/2017		C1.1

(1) CATEGORIES: A, B et C.

- (2) SECTEUR ADM : Administratif.
 TECH : Technique
 URB : Urbanisme (dont aménagement urbain)
 S : Social
 MS : Médico-social
 MT : Médico-technique
 SP : Sportif
 CULT : Culturel
 ANIM : Animation
 PM : Police
 OTR : missions non rattachables à une filière

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

- (4) CONTRAT : Mail du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée)
 3-a° : article 3, 1ème alinéa : accroissement temporaire d'activité.
 3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
 3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité).
 3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
 3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
 3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
 3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaires des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à 50 %.
 3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à 50 %.
 3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
 3-4 : article 21 de la loi n°2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
 38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
 47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels.
 110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
 110-1 : collaborateurs de groupes d'états.
 A : autres (préciser).

- (5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être libellés "A/autres" et feront l'objet d'une précision (ex : "contrats aidés").
 (6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement de l'article 21 de la loi n°2012-347.
 (7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.
 (8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le décret conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

TRINOVAL-SMIRTOM Picardie Ouest - 80 - TRINOVAL		CA	2017
IV - ANNEXES		IV	
ARRETE ET SIGNATURES		D	

Présenté par le Président

A. Thieuclay, le 22/03/18

Le Président,

Délibéré par le Comité syndical, réuni en session

A. Thieuclay, le 22/03/18

Les membres du Comité syndical,

Nombre de membres en exercice : 47
 Nombre de membres présents : 38
 Nombre de suffrages exprimés : 40
 VOTES : Pour : 40
 Contre : 0
 Abstention : 0

Date de convocation : 07/03/2017

[Handwritten signatures and initials in blue and black ink, including names like Senechal, Hiron, and others.]

Certifié exécutoire par le Président, compte tenu de la transmission en préfecture, le 22/03/18, et de la publication le 07/04/18

A. Thieuclay, le 22/03/18

080036

TRES. POIX-DE-P-QUEVAUVILLERS

17400 SMIRTOM PICARDIE OUEST

ORIGINE DU DOCUMENT : marie-claire.leonard

Libellé du poste comptable : TRES. POIX-DE-P-QUEVA

Date à considérer dans les messages de supervision

Filtre : Edition Provisoire : 0

Filtre : A Viser : 1

Filtre : Edition destinée au CDG sur chiffre étend

TRÉSOR PUBLIC

TRES. POIX-DE-P-QUEVAUVILLERS

N° CODIQUE 080036

Date d'édition : 08/03/2018

IDENTIFIANT BUDGET 17400

N° de SIRET 25800234400020

SMIRTOM PICARDIE OUEST

BUDGET PRINCIPAL

**COMPTE DE GESTION
EXERCICE 2017**

PRÉSENTÉ À

La Chambre régionale des comptes

PAR LE(S) COMPTABLE(S)

M Laurent LATOUR

**Mme DOMINIQUE ZURBACH
080070 HORNOY LE BOURG**

AYANT EXERCÉ AU COURS DE LA GESTION

DU 02/01/2018 AU 08/03/2018

DU 01/01/2017 AU 01/01/2018

N° CODIQUE 080036
TRES. POIX-DE-P-QUEVAUVILLERS
Date d'édition : 08/03/2018
L5.0.005.021

Population :
Nomenclature M4 spic
Voté par Nature
Exercice 2017

SOMMAIRE

	PAGES
1ERE PARTIE : Situation patrimoniale	3
1 Bilan synthétique Etat I-1	4
2 Bilan Etat I-2	5
3 Compte de résultat synthétique Etat I-3	13
4 Compte de résultat Etat I-4	14
5 Annexe	18
Etats des opérations pour compte de tiers Etat I-5	19
2EME PARTIE : Exécution budgétaire	21
1 Résultats budgétaires de l'exercice..... Etat II-1	22
2 Résultats d'exécution Etat II-2	23
3 Etat de consommation des crédits Etat II-3	24
4 Etat de réalisation des opérations Etat II-4	28
3EME PARTIE : Comptabilité des deniers et valeurs	38
1 Balance des comptes Etat III-1	39
2 Situation des valeurs inactives Etat III-2	63
4EME PARTIE : Page des signatures	64

SITUATION PATRIMONIALE

17400 - SMIRTOM PICARDIE OUEST

BILAN SYNTHÉTIQUE

En milliers d'Euros

ACTIF NET	Total	PASSIF	Total
Immobilisations incorporelles (nettes)	24,13	Dotations	358,59
Terrains	958,37	Fonds globalisés	3 899,29
Constructions	3 793,52	Réserves	3 483,43
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers	2 356,45	Différences sur réalisations d'immobilisations	0,00
Immobilisations corporelles en cours	304,54	Report à nouveau	2 560,48
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	Résultat de l'exercice	390,09
Autres immobilisations corporelles	1 304,59	Subventions transférables	1 179,42
Total immobilisations corporelles (nettes)	8 717,45	Subventions non transférables	0,00
Immobilisations financières	0,00	Droits de l'affectant, du concédant, de l'affermant et du remettant	0,00
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ	8 741,58	Autres fonds propres	0,00
Stocks	0,00	TOTAL FONDS PROPRES	11 871,30
Créances	2 707,86	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	640,00
Valeurs mobilières de placement	0,00	Dettes financières à long terme	2 898,21
Disponibilités	4 249,75	Fournisseurs	278,42
Autres actifs circulant	0,00	Autres dettes à court terme	9,76
TOTAL ACTIF CIRCULANT	6 957,61	Total dettes à court terme	288,19
Comptes de régularisations	0,00	TOTAL DETTES	3 186,39
		Comptes de régularisations	1,49
TOTAL ACTIF	15 699,19	TOTAL PASSIF	15 699,19

17400 - SMIRTOM PICARDIE OUEST

BILAN (en Euros)

ACTIF		EXERCICE N			EXERCICE N-1
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement	7 089,29	7 089,29	0,00	0,00
	Frais d'études de R & D	22 328,40	12 605,56	9 722,84	6 901,52
	Conces, brev, licences, marques, procéd	155 759,44	141 355,82	14 403,62	31 933,40
	Fonds commercial, droit au bail				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Terrains en toute propriété	6 458 968,65	5 500 596,77	958 371,88	1 160 170,35
	Constructions en toute propriété	6 777 404,22	2 983 888,88	3 793 515,34	4 151 034,83
	Construction sur sol autrui en tte prop				
	Instal, mat et outil techn en tte prop	6 654 472,82	4 298 027,28	2 356 445,54	2 833 902,59
	Oeuvres d'art				
	Autres immob corpo en tte propriété	4 123 135,15	2 818 550,09	1 304 585,06	1 459 031,03
	Immo corpo en cours en tte prop	304 535,77	0,00	304 535,77	43 808,28
	Immobilisations affectées en toute prop				
	Immobilisations mises en concession				
	Terrains reçus au titre de mise à dispo				
	Construc reçues au titre mise à dispo				
	Construction sur sol autrui mise à dispo				
	MONTANT A REPORTER	24 503 693,74	15 762 113,69	8 741 580,05	9 686 782,00

17400 - SMIRTOM PICARDIE OUEST

BILAN (en Euros)

ACTIF		EXERCICE N			EXERCICE N-1
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE (SUITE)	REPORT	24 503 693,74	15 762 113,69	8 741 580,05	9 686 782,00
	Instal, mat et outil tech mise à dispo				
	Autres immob corpo mise à dispo				
	Immobilisation en cours mise à dispo				
	Terrains reçus en affect ou concess				
	Constructions reçues en affect ou conc				
	Construction sur sol d'autrui				
	Instal, matériel et outillage technique				
	Autres immobilisations corporelles				
	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres créances				
	ACTIF IMMOBILISE TOTAL I	24 503 693,74	15 762 113,69	8 741 580,05	9 686 782,00

17400 - SMIRTOM PICARDIE OUEST

BILAN (en Euros)

ACTIF		EXERCICE N			EXERCICE N-1
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF CIRCULANT	Matières premières et autres approvision				
	En cours de production biens et services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances				
	Clients et comptes rattachés	2 677 358,07	488 054,30	2 189 303,77	1 802 703,67
	Créances irrécouvrables admises en NV				
	Autres créances d'exploitation	83 660,79	0,00	83 660,79	0,00
	Créances sur l'Etat et collec publiques				
	Créances sur les BA ou le BP				
	Opérations pour le compte de tiers				
	Autres créances diverses	434 895,39	0,00	434 895,39	492 506,70
	Valeurs mobilières de placement				
	Disponibilités	4 249 745,24	0,00	4 249 745,24	3 306 683,00
	Avances de trésorerie				
	Charges constatées d'avance				
	ACTIF CIRCULANT TOTAL II	7 445 659,49	488 054,30	6 957 605,19	5 601 893,37

17400 - SMIRTOM PICARDIE OUEST

BILAN (en Euros)

ACTIF		EXERCICE N			EXERCICE N-1
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
COMPTES DE REGULARI SATION	Charges à répartir sur plusieurs exer				
	Primes de remboursement des obligations				
	Dépenses à classer et à régulariser	3,57	0,00	3,57	0,00
	Ecart de conversion - Actif				
	COMPTES DE REGULARISATION TOTAL III	3,57	0,00	3,57	0,00
	TOTAL GENERAL (I + II + III)	31 949 356,80	16 250 167,99	15 699 188,81	15 288 675,37

17400 - SMIRTOM PICARDIE OUEST

BILAN (en Euros)

PASSIF		EXERCICE N	EXERCICE N-1
FONDS PROPRES	Dotations	358 593,16	358 593,16
	Mise à disposition chez le bénéficiaire		
	Affectation par collec de rattachement		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves	3 483 429,69	3 467 076,43
	Report à nouveau	2 560 481,31	1 910 887,51
	Résultat de l'exercice	390 086,28	665 947,06
	Subventions d'investissement	1 179 422,39	1 293 422,39
	Provisions règlementées		
	Fonds globalisés	3 899 290,89	3 899 290,89
	Droits de l'affectant		
	FONDS PROPRES TOTAL I	11 871 303,72	11 595 217,44

17400 - SMIRTOM PICARDIE OUEST

BILAN (en Euros)

PASSIF		EXERCICE N	EXERCICE N-1
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	640 000,00	480 000,00
	PROVISIONS POUR RISQUE ET CHARGES TOTAL II	640 000,00	480 000,00

17400 - SMIRTOM PICARDIE OUEST

BILAN (en Euros)

PASSIF		EXERCICE N	EXERCICE N-1
DETTES	Emprunts obligataires		
	Emprunts auprès des étab de crédits	2 898 206,49	2 852 257,87
	Emprunts et dettes financières		
	Crédits et lignes de trésorerie		
	Avances		
	Fournisseurs et comptes rattachés	275 442,59	266 287,15
	Dettes fiscales et sociales	934,51	52 965,41
	Autres dettes d'exploitation		
	Fournisseurs d'immobilisations	2 982,00	0,00
	Dettes envers l'Etat et les collec publ		
	Dettes fiscales impôt sur les bénéfices		
	Dettes envers les BA ou le BP		
	Opérations pour le compte de tiers		
	Autres dettes	8 827,53	41 758,81
	Produits constatés d'avance		
	DETTES TOTAL III	3 186 393,12	3 213 269,24

17400 - SMIRTOM PICARDIE OUEST

BILAN (en Euros)

PASSIF		EXERCICE N	EXERCICE N-1
COMPTES DE REGULARI SATION	Recettes à classer ou à régulariser	1 491,97	188,69
	Ecart de conversion - Passif		
	COMPTES DE REGULARISATION TOTAL IV	1 491,97	188,69
	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	15 699 188,81	15 288 675,37

17400 - SMIRTOM PICARDIE OUEST COMPTE DE RÉSULTAT SYNTHÉTIQUE

En milliers d'Euros

POSTE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
Impôts et taxes perçus		
Dotations et subventions reçues	1 527,63	1 533,99
Produits des services	2 847,03	2 913,33
Autres produits	4 897,20	4 891,83
Transfert de charges		
Produits courants non financiers	9 271,86	9 339,15
Traitements, salaires, charges sociales	3 675,41	3 607,93
Achats et charges externes	2 558,74	2 386,45
Participations et interventions		
Dotations aux amortissements et provisions	1 946,22	2 022,36
Autres charges	779,48	810,17
Charges courantes non financières	8 959,85	8 826,90
RÉSULTAT COURANT NON FINANCIER	312,01	512,25
Produits courants financiers		
Charges courantes financières	59,18	73,41
RÉSULTAT COURANT FINANCIER	-59,18	-73,41
RÉSULTAT COURANT	252,83	438,84
Produits exceptionnels	190,24	267,60
Charges exceptionnelles	52,98	40,50
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	137,26	227,11
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES		
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	390,09	665,95

17400 - SMIRTOM PICARDIE OUEST

COMPTE DE RÉSULTAT 1

POSTES	EXERCICE N	EXERCICE N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Vente de marchandises	6 378,27	2 127,33
Prestations de services	2 018 914,34	2 065 432,75
Divers produits d'exploitation	821 736,09	845 773,92
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	1 527 634,36	1 533 992,06
Reprises sur dépréciations et provisions	51 654,40	61 828,43
Transferts de charges		
Autres produits d'exploitation	4 845 544,08	4 829 998,08
TOTAL I	9 271 861,54	9 339 152,57
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stocks de marchandises		
Achat de mat prem et autres approvis		
Variation stock mat prem, autres approv		
Autres achats et charges externes	2 558 740,83	2 386 448,42
Impôts et taxes sur rémunérations	52 000,31	46 615,81
Autres impôts, taxes et versem assimilés	608 625,48	586 583,33
Salaires et traitements	2 447 720,07	2 395 955,79

17400 - SMIRTOM PICARDIE OUEST

COMPTE DE RÉSULTAT 1

POSTES	EXERCICE N	EXERCICE N-1
Charges sociales	1 227 693,55	1 211 970,23
Dotations amortissements des immob	1 706 215,62	1 782 355,43
Dotations aux dépréciations des immob		
Dot aux dépréc sur actif circulant	80 000,00	80 000,00
Dot aux prov pour riques et charges	160 000,00	160 000,00
Autres charges d'exploitation	118 855,37	176 972,97
TOTAL II	8 959 851,23	8 826 901,98
A - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	312 010,31	512 250,59
PRODUITS FINANCIERS		
Valeurs mobilières, créances de l'actif		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		
Gains de change		
Produit net sur cessions de VMP		
TOTAL III		
CHARGES FINANCIERES		
Dot. amort, dépréc et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	59 181,80	73 411,24
Pertes de change		

17400 - SMIRTOM PICARDIE OUEST

COMPTE DE RÉSULTAT 1

POSTES	EXERCICE N	EXERCICE N-1
Charges nettes sur cessions de VMP		
TOTAL IV	59 181,80	73 411,24
B - RESULTAT FINANCIER (III-IV)	-59 181,80	-73 411,24
A + B - RESULTAT COURANT	252 828,51	438 839,35
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Subventions exceptionnelles		
Autres opérations de gestion	3 857,25	73 233,64
Produits des cessions d'immobilisations	34 583,33	19 000,00
Autres opérations en capital	151 799,45	175 370,44
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		
TOTAL V	190 240,03	267 604,08
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Subventions exceptionnelles		
Autres opérations de gestion	27 791,54	18 716,59
Valeur comptable des immo cédées	6 982,81	2 646,74
Autres opérations en capital	18 207,91	19 133,04
Dot. amort, dépréc et aux provisions		
TOTAL VI	52 982,26	40 496,37
C - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	137 257,77	227 107,71

17400 - SMIRTOM PICARDIE OUEST

COMPTE DE RÉSULTAT 1

[illegible]

ANNEXE

17400 - SMIRTOM PICARDIE OUEST
OPÉRATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS

Situation des opérations pour le compte de tiers soldées au 31/12/2017

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur

17400 - SMIRTOM PICARDIE OUEST
OPÉRATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS

Situation des opérations pour le compte de tiers non soldées au 31/12/2017

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur

EXECUTION BUDGETAIRE

17400 - SMIRTOM PICARDIE OUEST

RÉSULTATS BUDGÉTAIRES DE L'EXERCICE

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	7 135 576,59	12 161 981,31	19 297 557,90
Titres de recettes émis (b)	2 331 975,63	10 770 140,10	13 102 115,73
Réductions de titres (c)	0,00	1 118 917,05	1 118 917,05
Recettes nettes (d = b - c)	2 331 975,63	9 651 223,05	11 983 198,68
DÉPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	2 280 255,08	12 161 981,31	14 442 236,39
Mandats émis (f)	1 434 863,58	9 572 011,14	11 006 874,72
Annulations de mandats (g)	0,00	310 874,37	310 874,37
Dépenses nettes (h = f - g)	1 434 863,58	9 261 136,77	10 696 000,35
RÉSULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent	897 112,05	390 086,28	1 287 198,33
(h - d) Déficit			

17400 - SMIRTOM PICARDIE OUEST

RÉSULTATS D'EXÉCUTION DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS DES SERVICES NON PERSONNALISÉS

	RÉSULTAT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT : 2016	PART AFFECTÉE À L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2017	RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2017	TRANSFERT OU INTÉGRATION DE RÉSULTATS PAR OPÉRATION D'ORDRE NON BUDGÉTAIRE	RÉSULTAT DE CLÔTURE DE L'EXERCICE 2017
I - Budget principal					
Investissement	2 158 742,02	0,00	897 112,05	0,00	3 055 854,07
Fonctionnement	2 576 834,57	16 353,26	390 086,28	0,00	2 950 567,59
TOTAL I	4 735 576,59	16 353,26	1 287 198,33	0,00	6 006 421,66
II - Budgets des services à					
caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à					
caractère industriel					
et commercial					
TOTAL III					
TOTAL I + II + III	4 735 576,59	16 353,26	1 287 198,33	0,00	6 006 421,66

17400 - SMIRTOM PICARDIE OUEST

ÉTAT DE CONSOMMATION DES CRÉDITS

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

[illegible]

17400 - SMIRTOM PICARDIE OUEST
ÉTAT DE CONSOMMATION DES CRÉDITS
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

[illegible]

17400 - SMIRTOM PICARDIE OUEST

[illegible]

17400 - SMIRTOM PICARDIE OUEST
ÉTAT DE CONSOMMATION DES CRÉDITS
SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES

[illegible]

17400 - SMIRTOM PICARDIE OUEST

ÉTAT DE CONSOMMATION DES CRÉDITS

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget primitif 1	Décision modificative 2	Total Prévisions 3 = 1 + 2
011	Charges à caractère général	3 042 500,00	204 000,00	3 246 500,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	4 097 000,00	-109 000,00	3 988 000,00
65	Autres charges de gestion courante	147 000,00		147 000,00
66	Charges financières	63 000,00		63 000,00
67	Charges exceptionnelles	40 000,00	8 000,00	48 000,00
68	Dotations aux provisions et aux deprecia	318 000,00	-9 000,00	309 000,00
022	Dépenses imprévues de la section d'explo	45 000,00	-45 000,00	
TOTAL	DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	7 752 500,00	49 000,00	7 801 500,00
023	Virement à la section d'investissement (2 560 481,31	2 560 481,31
042	Opérations d'ordre de transfert entre se	1 800 000,00		1 800 000,00
TOTAL	DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT	1 800 000,00	2 560 481,31	4 360 481,31
TOTAL GENERAL		9 552 500,00	2 609 481,31	12 161 981,31

17400 - SMIRTOM PICARDIE OUEST

ÉTAT DE CONSOMMATION DES CRÉDITS

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Total prévisions 1	Émissions 2	Annulations 3	DEPENSES nettes 4=2-3	Solde prévisions / réalisations 5=1-4
011	3 246 500,00	3 416 878,66	249 512,35	3 167 366,31	79 133,69
012	3 988 000,00	3 916 535,41		3 916 535,41	71 464,59
65	147 000,00	155 100,67	36 245,30	118 855,37	28 144,63
66	63 000,00	84 298,52	25 116,72	59 181,80	3 818,20
67	48 000,00	45 999,45		45 999,45	2 000,55
68	309 000,00	240 000,00		240 000,00	69 000,00
022					
TOTAL	7 801 500,00	7 858 812,71	310 874,37	7 547 938,34	253 561,66
023	2 560 481,31				2 560 481,31
042	1 800 000,00	1 713 198,43		1 713 198,43	86 801,57
TOTAL	4 360 481,31	1 713 198,43		1 713 198,43	2 647 282,88
TOTAL GENERAL	12 161 981,31	9 572 011,14	310 874,37	9 261 136,77	2 900 844,54

17400 - SMIRTOM PICARDIE OUEST
ÉTAT DE CONSOMMATION DES CRÉDITS
SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES

[illegible]

17400 SMIRTOM PICARDIE OUEST
ÉTAT DE RÉALISATION DES OPÉRATIONS
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Émissions 1	Annulations 2	DEPENSES nettes 3 = 1 + 2
1641	Emprunts en euros	550 443,16		550 443,16
SOUS-TOTAL CHAPITRE 16	Emprunts et dettes assimilées	550 443,16		550 443,16
2031	Frais d'études	6 900,00		6 900,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 20	Immobilisations incorporelles	6 900,00		6 900,00
2121	Terrains nus	21 240,97		21 240,97
2128	Autres terrains	1 161,36		1 161,36
2131	Bâtiments	10 012,86		10 012,86
2135	Installations générales agencements et a	13 373,00		13 373,00
2154	Matériel industriel	126 156,06		126 156,06
2155	Outillage industriel	540,83		540,83
2182	Matériel de transport	329 515,85		329 515,85
2184	Mobilier	792,00		792,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 21	Immobilisations corporelles	502 792,93		502 792,93
2312	Terrains	239 638,36		239 638,36
2314	Constructions sur sol d'autrui	21 089,13		21 089,13
SOUS-TOTAL CHAPITRE 23	Immobilisations en cours	260 727,49		260 727,49
SOUS-TOTAL	CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS	1 320 863,58		1 320 863,58
TOTAL	DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	1 320 863,58		1 320 863,58
13913	Subvention d'équipement transférées au c	19 205,32		19 205,32
13916	Subventions d'équipement transférées au	199,09		199,09
13917	Subventions d'équipement transférées au	28 260,39		28 260,39
13918	Subventions d'équipement transférées au	66 335,20		66 335,20
SOUS-TOTAL OPERATION n° 040	Opérations d'ordre de transfert entre se	114 000,00		114 000,00
TOTAL	DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT	114 000,00		114 000,00

17400 SMIRTOM PICARDIE OUEST
ÉTAT DE RÉALISATION DES OPÉRATIONS
SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Émissions 1	Annulations 2	DEPENSES nettes 3 = 1 + 2
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES D'INVESTISSEM	1 434 863,58		1 434 863,58

17400 SMIRTOM PICARDIE OUEST
ÉTAT DE RÉALISATION DES OPÉRATIONS
SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Émissions 1	Annulations 2	RECETTES nettes 3 = 1 + 2
1064	Réserves règlementées	16 353,26		16 353,26
SOUS-TOTAL CHAPITRE 10	Dotations fonds divers et réserves	16 353,26		16 353,26
1641	Emprunts en euros	600 000,00		600 000,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 16	Emprunts et dettes assimilées	600 000,00		600 000,00
2033	Frais d'insertion	990,00		990,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 20	Immobilisations incorporelles	990,00		990,00
2118	Autres terrains	1 433,94		1 433,94
SOUS-TOTAL CHAPITRE 21	Immobilisations corporelles	1 433,94		1 433,94
SOUS-TOTAL	CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS	618 777,20		618 777,20
TOTAL	RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT	618 777,20		618 777,20
2182	Matériel de transport	6 982,81		6 982,81
28031	Amortissements frais d'études	3 088,68		3 088,68
2805	Concessions et droits similaires brevets	17 529,78		17 529,78
28121	Amortissements terrains nus	194 792,16		194 792,16
28125	Amortissements terrains bâtis	21 036,00		21 036,00
28128	Autres terrains	6 938,70		6 938,70
28131	Bâtiments	148 699,63		148 699,63
28135	Amortissements installations générales a	42 992,95		42 992,95
28138	Amortissements autres constructions	189 212,77		189 212,77
28154	Matériel industriel	601 932,52		601 932,52
28155	Outillage industriel	1 980,11		1 980,11
28157	Amortissements agencements et aménagemen	241,31		241,31
28182	Matériel de transport	440 676,33		440 676,33
28183	Matériel de bureau et matériel informati	19 322,06		19 322,06

17400 SMIRTOM PICARDIE OUEST
ÉTAT DE RÉALISATION DES OPÉRATIONS
SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Émissions 1	Annulations 2	RECETTES nettes 3 = 1 + 2
28184	Mobilier	8 953,47		8 953,47
28188	Amortissements autres	8 819,15		8 819,15
SOUS-TOTAL OPERATION n° 040	Opérations d'ordre de transfert entre se	1 713 198,43		1 713 198,43
TOTAL	RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT	1 713 198,43		1 713 198,43
	TOTAL GENERAL DES RECETTES D'INVESTISSEM	2 331 975,63		2 331 975,63

17400 SMIRTOM PICARDIE OUEST
ÉTAT DE RÉALISATION DES OPÉRATIONS
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Émissions 1	Annulations 2	DEPENSES nettes 3 = 1 + 2
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	202 860,48	17 269,75	185 590,73
6063	Autres fournitures d'entretien et de pet	127 350,89	590,30	126 760,59
6064	Fournitures administratives	4 156,18	85,56	4 070,62
6066	Carburants	299 147,38	265,56	298 881,82
6068	Autres matières et fournitures	74 688,86	25 467,74	49 221,12
611	Sous-traitance générale	1 375 337,69	84 368,93	1 290 968,76
6135	Locations mobilières	108 405,25	43 444,91	64 960,34
61521	Bâtiments publics	6 077,07		6 077,07
61523	Reseaux	10 752,75		10 752,75
61528	Autres	26 940,97	3 330,00	23 610,97
61551	Matériel roulant	79 224,33	4 377,37	74 846,96
61558	Autres biens mobiliers	2 185,31		2 185,31
6156	Maintenance	90 964,49	3 286,24	87 678,25
6161	Multirisques	10 462,00		10 462,00
6168	Autres	41 483,93		41 483,93
617	Etudes et recherches	83 944,50	43 100,50	40 844,00
618	Divers	22 465,55	834,32	21 631,23
6225	Indemnités au comptable et aux régisseur	1 810,43	100,00	1 710,43
6226	Honoraires	24 270,68	4 770,00	19 500,68
6227	Frais d'actes et de contentieux	5 980,00		5 980,00
6228	Divers	627,00		627,00
6231	Annonces et insertions	22 359,71		22 359,71
6236	Catalogues et imprimés	19 976,00		19 976,00
6237	Publications	13 704,07	4 000,00	9 704,07

17400 SMIRTOM PICARDIE OUEST
ÉTAT DE RÉALISATION DES OPÉRATIONS
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Émissions 1	Annulations 2	DEPENSES nettes 3 = 1 + 2
6238	Divers	48 031,49	7 750,00	40 281,49
6242	Transports sur ventes	31 582,53	2 847,26	28 735,27
6251	Voyages et déplacements	389,00		389,00
6256	Missions	3 609,16		3 609,16
6257	Réceptions	9 159,14		9 159,14
6261	Frais d'affranchissement	8 508,67		8 508,67
6262	Frais de télécommunications	18 367,21	1 262,28	17 104,93
627	Services bancaires et assimilés	7 589,90		7 589,90
6281	Concours divers -cotisations	997,00		997,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	19 279,34	2 361,63	16 917,71
6288	Autres	5 564,22		5 564,22
63512	Taxes foncières	658,00		658,00
6358	Autres droits	556 411,99		556 411,99
637	Autres impôts taxes et versements assimi	51 555,49		51 555,49
SOUS-TOTAL CHAPITRE 011	Charges à caractère général	3 416 878,66	249 512,35	3 167 366,31
6336	Cotisations au Centre National et aux Ce	37 456,64		37 456,64
6338	Autres impôts taxes et versements assimi	14 543,67		14 543,67
6411	Salaires, appointements, commissions de	2 624 842,45		2 624 842,45
6413	Primes et gratifications	830,00		830,00
6451	Cotisations à l'URSSAF	419 627,57		419 627,57
6453	Cotisations aux caisses de retraite	503 710,99		503 710,99
6454	Cotisations aux ASSEDIC	49 243,50		49 243,50
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux	5 886,00		5 886,00
6474	Versements aux autres oeuvres sociales	39 076,00		39 076,00

17400 SMIRTOM PICARDIE OUEST
ÉTAT DE RÉALISATION DES OPÉRATIONS
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Émissions 1	Annulations 2	DEPENSES nettes 3 = 1 + 2
6475	Médecine du travail pharmacie	16 079,02		16 079,02
6478	Autres charges sociales diverses	204 721,47		204 721,47
648	Autres charges de personnel	518,10		518,10
SOUS-TOTAL CHAPITRE 012	Charges de personnel et frais assimilés	3 916 535,41		3 916 535,41
6531	Indemnités	61 855,83		61 855,83
6533	Cotisations de retraite	3 025,14		3 025,14
6541	Créances admises en non-valeur	37 374,88		37 374,88
6542	Créances éteintes	14 279,52		14 279,52
658	Charges diverses de gestion courante	38 565,30	36 245,30	2 320,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 65	Autres charges de gestion courante	155 100,67	36 245,30	118 855,37
66111	Intérêts réglés à l'échéance	62 790,02		62 790,02
66112	Intérêts - rattachement des icne	21 508,50	25 116,72	-3 608,22
SOUS-TOTAL CHAPITRE 66	Charges financières	84 298,52	25 116,72	59 181,80
673	Titres annulés exercices antérieurs	27 791,54		27 791,54
678	Autres charges exceptionnelles	18 207,91		18 207,91
SOUS-TOTAL CHAPITRE 67	Charges exceptionnelles	45 999,45		45 999,45
6815	Dotations aux provisions pour risques et	160 000,00		160 000,00
6817	Dotations aux dépréciations des actifs c	80 000,00		80 000,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 68	Dotations aux provisions et aux deprecia	240 000,00		240 000,00
TOTAL	DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	7 858 812,71	310 874,37	7 547 938,34
675	Valeurs comptables des éléments d'actif	6 982,81		6 982,81
6811	Dotations aux Amortissements sur immobil	1 706 215,62		1 706 215,62
SOUS-TOTAL OPERATION n° 042	Opérations d'ordre de transfert entre se	1 713 198,43		1 713 198,43
TOTAL	DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT	1 713 198,43		1 713 198,43

17400 SMIRTOM PICARDIE OUEST
ÉTAT DE RÉALISATION DES OPÉRATIONS
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Émissions 1	Annulations 2	DEPENSES nettes 3 = 1 + 2
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES DE FONCTIONNE	9 572 011,14	310 874,37	9 261 136,77

17400 SMIRTOM PICARDIE OUEST
ÉTAT DE RÉALISATION DES OPÉRATIONS
SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Émissions 1	Annulations 2	RECETTES nettes 3 = 1 + 2
64198	Autres remboursements	178 470,48		178 470,48
6459	Remboursement sur charges de sécurité so	10 651,00		10 651,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 013	Atténuations de charges	189 121,48		189 121,48
703	Ventes de produits résiduels	960 077,80	138 341,71	821 736,09
706	Prestations de services	2 102 334,52	83 420,18	2 018 914,34
707	Ventes de marchandises	6 378,27		6 378,27
SOUS-TOTAL CHAPITRE 70	Ventes de produits fabriqués prestations	3 068 790,59	221 761,89	2 847 028,70
74	Subventions d'exploitation	1 876 944,69	349 310,33	1 527 634,36
SOUS-TOTAL CHAPITRE 74	Subventions d'exploitation	1 876 944,69	349 310,33	1 527 634,36
7581	FCTVA	422 659,31	422 659,31	
7588	Autres	4 922 729,60	77 185,52	4 845 544,08
SOUS-TOTAL CHAPITRE 75	Autres produits de gestion courante	5 345 388,91	499 844,83	4 845 544,08
7711	Dédits et pénalités perçus	900,00		900,00
7714	Recouvrement sur créances admises en non	1 860,59		1 860,59
7718	Autres produits exceptionnels sur opérat	1 096,66		1 096,66
775	Produits des cessions d'éléments d'actif	34 583,33		34 583,33
778	Autres produits exceptionnels	85 799,45	48 000,00	37 799,45
SOUS-TOTAL CHAPITRE 77	Produits exceptionnels	124 240,03	48 000,00	76 240,03
7817	Reprises sur dépréciations des actifs ci	51 654,40		51 654,40
SOUS-TOTAL CHAPITRE 78	Reprises sur provisions et dépréciations	51 654,40		51 654,40
TOTAL	RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	10 656 140,10	1 118 917,05	9 537 223,05
777	Quote-part des subventions d'investissem	114 000,00		114 000,00
SOUS-TOTAL OPERATION n° 042	Opérations d'ordre de transfert entre se	114 000,00		114 000,00
TOTAL	RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT	114 000,00		114 000,00

17400 SMIRTOM PICARDIE OUEST
ÉTAT DE RÉALISATION DES OPÉRATIONS
SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Émissions 1	Annulations 2	RECETTES nettes 3 = 1 + 2
	TOTAL GENERAL DES RECETTES DE FONCTIONNE	10 770 140,10	1 118 917,05	9 651 223,05

COMPTABILITE

DES DENIERS ET VALEURS

17400 - SMIRTOM PICARDIE OUEST

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2017

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée	Opérations non budgétaires	Opérations budgétaires	Total	Soldes
		Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit
1021	Dotation	358 593,16			358 593,16	358 593,16
10222	FCTVA	3 899 290,89			3 899 290,89	3 899 290,89
	Sous Total compte 1022	3 899 290,89			3 899 290,89	3 899 290,89
	Sous Total compte 102	4 257 884,05			4 257 884,05	4 257 884,05
1064	Rés règlementées	33 598,63		16 353,26	49 951,89	49 951,89
1068	Autres réserves	3 433 477,80			3 433 477,80	3 433 477,80
	Sous Total compte 106	3 467 076,43		16 353,26	3 483 429,69	3 483 429,69
	Sous Total compte 10	7 724 960,48		16 353,26	7 741 313,74	7 741 313,74
110	Report à nouveau solde créditeur	1 910 887,51	16 353,26 665 947,06		16 353,26 2 576 834,57	2 560 481,31
	Sous Total compte 11	1 910 887,51	16 353,26 665 947,06		16 353,26 2 576 834,57	2 560 481,31
12	Résultat exercice bénéf ou perte	665 947,06	665 947,06		665 947,06 665 947,06	0,00
	Sous Total compte 12	665 947,06	665 947,06		665 947,06 665 947,06	0,00
1313	Dépt	658 886,32			658 886,32	658 886,32

17400 - SMIRTOM PICARDIE OUEST

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2017

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée	Opérations non budgétaires	Opérations budgétaires	Total	Soldes
		Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit
1316	Autres EPL	3 529,01			3 529,01	3 529,01
1317	Budget communautaire fonds structurels	847 811,99			847 811,99	847 811,99
1318	Autres	1 697 845,86			1 697 845,86	1 697 845,86
	Sous Total compte 131	3 208 073,18			3 208 073,18	3 208 073,18
13913	Subv équipt transf - Dépt	443 652,12		19 205,32	462 857,44	462 857,44
13916	Subv équipt transf - autres EPL			199,09	199,09	199,09
13917	Subv équipt transf - BC et FS	452 166,30		28 260,39	480 426,69	480 426,69
13918	Subv équipt transf autres	1 018 832,37		66 335,20	1 085 167,57	1 085 167,57
	Sous Total compte 1391	1 914 650,79		114 000,00	2 028 650,79	2 028 650,79
	Sous Total compte 139	1 914 650,79		114 000,00	2 028 650,79	2 028 650,79
	Sous Total compte 13	1 914 650,79 3 208 073,18		114 000,00	2 028 650,79 3 208 073,18	1 179 422,39
15721	Prov gros entretien gdes révisions (nb)	480 000,00	160 000,00		640 000,00	640 000,00
	Sous Total compte 1572	480 000,00	160 000,00		640 000,00	640 000,00

17400 - SMIRTOM PICARDIE OUEST

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2017

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée	Opérations non budgétaires	Opérations budgétaires	Total	Soldes
		Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit
	Sous Total compte 157	480 000,00	160 000,00		640 000,00	640 000,00
	Sous Total compte 15	480 000,00	160 000,00		640 000,00	640 000,00
1641	Emprunts en euros	2 827 141,15		550 443,16 600 000,00	550 443,16 3 427 141,15	2 876 697,99
	Sous Total compte 164	2 827 141,15		550 443,16 600 000,00	550 443,16 3 427 141,15	2 876 697,99
16884	Int sur empts étab crédit	25 116,72	25 116,72 21 508,50		25 116,72 46 625,22	21 508,50
	Sous Total compte 1688	25 116,72	25 116,72 21 508,50		25 116,72 46 625,22	21 508,50
	Sous Total compte 168	25 116,72	25 116,72 21 508,50		25 116,72 46 625,22	21 508,50
	Sous Total compte 16	2 852 257,87	25 116,72 21 508,50	550 443,16 600 000,00	575 559,88 3 473 766,37	2 898 206,49
	Total classe 1	1 914 650,79 16 842 126,10	707 417,04 847 455,56	664 443,16 616 353,26	3 286 510,99 18 305 934,92	2 028 650,79 17 048 074,72
201	Frais d'établissement	7 089,29			7 089,29	7 089,29
2031	Frais d'études	15 428,40		6 900,00	22 328,40	22 328,40
2033	Frais d'insertion	990,00		990,00	990,00 990,00	0,00
	Sous Total compte 203	16 418,40		6 900,00 990,00	23 318,40 990,00	22 328,40

17400 - SMIRTOM PICARDIE OUEST

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2017

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée	Opérations non budgétaires	Opérations budgétaires	Total	Soldes
		Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit
2051	Concessions et droits assimilés	155 759,44			155 759,44	155 759,44
	Sous Total compte 205	155 759,44			155 759,44	155 759,44
	Sous Total compte 20	179 267,13		6 900,00 990,00	186 167,13 990,00	185 177,13
2111	Terrains nus	180 545,11			180 545,11	180 545,11
2118	Autres terrains	1 433,94		1 433,94	1 433,94 1 433,94	0,00
	Sous Total compte 211	181 979,05		1 433,94	181 979,05 1 433,94	180 545,11
2121	Terrains nus	5 957 284,93		21 240,97	5 978 525,90	5 978 525,90
2125	Terrains bâtis	209 827,04			209 827,04	209 827,04
2128	Autres terrains	88 909,24		1 161,36	90 070,60	90 070,60
	Sous Total compte 212	6 256 021,21		22 402,33	6 278 423,54	6 278 423,54
2131	Bâtiments	4 667 444,76		10 012,86	4 677 457,62	4 677 457,62
2135	Instal gales agent amégts const	370 712,38		13 373,00	384 085,38	384 085,38
2138	Autres constructions	1 715 861,22			1 715 861,22	1 715 861,22

17400 - SMIRTOM PICARDIE OUEST

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2017

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée	Opérations non budgétaires	Opérations budgétaires	Total	Soldes
		Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit
	Sous Total compte 213	6 754 018,36		23 385,86	6 777 404,22	6 777 404,22
2153	Instal à caractère spécif	23 522,85			23 522,85	23 522,85
2154	Mat indust	6 448 240,80	15 751,40	126 156,06	6 574 396,86 15 751,40	6 558 645,46
2155	Outillage industriel	49 724,21		540,83	50 265,04	50 265,04
2157	Agencet amégat mat outil indust	22 039,47			22 039,47	22 039,47
	Sous Total compte 215	6 543 527,33	15 751,40	126 696,89	6 670 224,22 15 751,40	6 654 472,82
2181	Instal gales agencet amngts divers	1 513,65			1 513,65	1 513,65
2182	Mat de transport	3 630 245,29	327 672,50	329 515,85 6 982,81	3 959 761,14 334 655,31	3 625 105,83
2183	Mat bureau mat informatique	264 851,59	1 264,00		264 851,59 1 264,00	263 587,59
2184	Mobilier	147 043,72		792,00	147 835,72	147 835,72
2188	Autres	85 092,36			85 092,36	85 092,36
	Sous Total compte 218	4 128 746,61	328 936,50	330 307,85 6 982,81	4 459 054,46 335 919,31	4 123 135,15
	Sous Total compte 21	23 864 292,56	344 687,90	502 792,93 8 416,75	24 367 085,49 353 104,65	24 013 980,84

17400 - SMIRTOM PICARDIE OUEST

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2017

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée	Opérations non budgétaires	Opérations budgétaires	Total	Soldes
		Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit
2312	Terrains			239 638,36	239 638,36	239 638,36
2314	Constructions sur sol autrui	43 808,28		21 089,13	64 897,41	64 897,41
	Sous Total compte 231	43 808,28		260 727,49	304 535,77	304 535,77
	Sous Total compte 23	43 808,28		260 727,49	304 535,77	304 535,77
2801	Amort frais étab	7 089,29			7 089,29	7 089,29
28031	Amort frais études	9 516,88		3 088,68	12 605,56	12 605,56
	Sous Total compte 2803	9 516,88		3 088,68	12 605,56	12 605,56
2805	Concessions droits similaires brevets	123 826,04		17 529,78	141 355,82	141 355,82
	Sous Total compte 280	140 432,21		20 618,46	161 050,67	161 050,67
28121	Amort terrains nus	5 210 451,13		194 792,16	5 405 243,29	5 405 243,29
28125	Amort terrains bâtis	64 107,00		21 036,00	85 143,00	85 143,00
28128	Autres terrains	3 271,78		6 938,70	10 210,48	10 210,48
	Sous Total compte 2812	5 277 829,91		222 766,86	5 500 596,77	5 500 596,77

17400 - SMIRTOM PICARDIE OUEST

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2017

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée	Opérations non budgétaires	Opérations budgétaires	Total	Soldes
		Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit
28131	Bâtiments	2 307 392,62		148 699,63	2 456 092,25	2 456 092,25
28135	Amort instal gales agenct amégat constru	106 378,14		42 992,95	149 371,09	149 371,09
28138	Amort autres constructions	189 212,77		189 212,77	378 425,54	378 425,54
	Sous Total compte 2813	2 602 983,53		380 905,35	2 983 888,88	2 983 888,88
28153	Instal à caractère spécif	23 522,85			23 522,85	23 522,85
28154	Mat indust	3 619 716,92	15 751,40	601 932,52	15 751,40 4 221 649,44	4 205 898,04
28155	Outillage industriel	46 034,68		1 980,11	48 014,79	48 014,79
28157	Amort agenct amégat mat outil indust	20 350,29		241,31	20 591,60	20 591,60
	Sous Total compte 2815	3 709 624,74	15 751,40	604 153,94	15 751,40 4 313 778,68	4 298 027,28
28181	Instal gales agenct amngts divers	1 513,65			1 513,65	1 513,65
28182	Mat de transport	2 330 776,50	327 672,50	440 676,33	327 672,50 2 771 452,83	2 443 780,33
28183	Mat bureau mat informatique	221 365,73	1 264,00	19 322,06	1 264,00 240 687,79	239 423,79
28184	Mobilier	99 994,47		8 953,47	108 947,94	108 947,94

17400 - SMIRTOM PICARDIE OUEST

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2017

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée	Opérations non budgétaires	Opérations budgétaires	Total	Soldes
		Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit
28188	Amort autres	16 065,23		8 819,15	24 884,38	24 884,38
	Sous Total compte 2818	2 669 715,58	328 936,50	477 771,01	328 936,50 3 147 486,59	2 818 550,09
	Sous Total compte 281	14 260 153,76	344 687,90	1 685 597,16	344 687,90 15 945 750,92	15 601 063,02
	Sous Total compte 28	14 400 585,97	344 687,90	1 706 215,62	344 687,90 16 106 801,59	15 762 113,69
	Total classe 2	24 087 367,97 14 400 585,97	344 687,90 344 687,90	770 420,42 1 715 622,37	25 202 476,29 16 460 896,24	24 503 693,74 15 762 113,69
4011	Fournisseurs	19 508,57	2 962 750,98 3 142 966,69		2 962 750,98 3 162 475,26	199 724,28
40172	Fournisseurs - oppositions		27 463,56 27 463,56		27 463,56 27 463,56	0,00
	Sous Total compte 4017		27 463,56 27 463,56		27 463,56 27 463,56	0,00
	Sous Total compte 401	19 508,57	2 990 214,54 3 170 430,25		2 990 214,54 3 189 938,82	199 724,28
4041	Fournis immob		921 522,53 924 504,53		921 522,53 924 504,53	2 982,00
	Sous Total compte 404		921 522,53 924 504,53		921 522,53 924 504,53	2 982,00
408	Fournis factures non parvenues	246 778,58	246 778,58 75 718,31		246 778,58 322 496,89	75 718,31
	Sous Total compte 40	266 287,15	4 158 515,65 4 170 653,09		4 158 515,65 4 436 940,24	278 424,59

17400 - SMIRTOM PICARDIE OUEST

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2017

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée	Opérations non budgétaires	Opérations budgétaires	Total	Soldes
		Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit
4111	Clients - amiable	1 584 579,42	8 279 587,31 7 580 754,05		9 864 166,73 7 580 754,05	2 283 412,68
4116	Clients - contentieux	292 425,41	1 677 502,44 1 671 982,46		1 969 927,85 1 671 982,46	297 945,39
	Sous Total compte 411	1 877 004,83	9 957 089,75 9 252 736,51		11 834 094,58 9 252 736,51	2 581 358,07
418	Clients - produits non encore facturés	386 729,40	96 000,00 386 729,40		482 729,40 386 729,40	96 000,00
	Sous Total compte 41	2 263 734,23	10 053 089,75 9 639 465,91		12 316 823,98 9 639 465,91	2 677 358,07
421	Personnel - rémunérations dues		2 274 069,81 2 275 004,32		2 274 069,81 2 275 004,32	934,51
422	Comité entreprise oeuvres sociales		39 076,00 39 076,00		39 076,00 39 076,00	0,00
427	Personnel - oppositions		18 141,61 18 141,61		18 141,61 18 141,61	0,00
	Sous Total compte 42		2 331 287,42 2 332 221,93		2 331 287,42 2 332 221,93	934,51
431	Sécurité sociale		743 345,87 743 345,87		743 345,87 743 345,87	0,00
437	Autres organismes sociaux		612 502,62 612 502,62		612 502,62 612 502,62	0,00
	Sous Total compte 43		1 355 848,49 1 355 848,49		1 355 848,49 1 355 848,49	0,00
4432	Opér particul avec Etat rec amiable		671 438,07 671 438,07		671 438,07 671 438,07	0,00

17400 - SMIRTOM PICARDIE OUEST

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2017

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 443			671 438,07 671 438,07				671 438,07 671 438,07			0,00
44551	Etat - TVA à décaisser		58 952,00	429 487,00 370 535,00				429 487,00 429 487,00			0,00
	Sous Total compte 4455		58 952,00	429 487,00 370 535,00				429 487,00 429 487,00			0,00
44562	Etat - TVA déduct sur immobilisations			154 083,71 154 083,71				154 083,71 154 083,71			0,00
44566	TVA déduct sur autres biens et services			392 679,67 389 637,88				392 679,67 389 637,88		3 041,79	
44567	Etat - crédit de TVA à reporter			205 393,00 179 132,00				205 393,00 179 132,00		26 261,00	
	Sous Total compte 4456			752 156,38 722 853,59				752 156,38 722 853,59		29 302,79	
44571	Etat - TVA collectée	6 151,59		866 978,06 873 129,65				873 129,65 873 129,65			0,00
	Sous Total compte 4457	6 151,59		866 978,06 873 129,65				873 129,65 873 129,65			0,00
44583	Rembst taxes sur chiffre affaire demandé			54 358,00				54 358,00		54 358,00	
	Sous Total compte 4458			54 358,00				54 358,00		54 358,00	
	Sous Total compte 445	6 151,59 58 952,00		2 102 979,44 1 966 518,24				2 109 131,03 2 025 470,24		83 660,79	
447	Autres impôts taxes verSEMENTS assimilés		165,00	660 520,03 660 355,03				660 520,03 660 520,03			0,00

17400 - SMIRTOM PICARDIE OUEST

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2017

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée	Opérations non budgétaires	Opérations budgétaires	Total	Soldes
		Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit
	Sous Total compte 44	6 151,59 59 117,00	3 434 937,54 3 298 311,34		3 441 089,13 3 357 428,34	83 660,79
4621	Créances cess immob - amiable	4 800,00	37 900,00 19 900,00		42 700,00 19 900,00	22 800,00
	Sous Total compte 462	4 800,00	37 900,00 19 900,00		42 700,00 19 900,00	22 800,00
466	Excédit de verSEment	5 413,51	12 218,59 15 078,93		12 218,59 20 492,44	8 273,85
46711	Autres comptes créditeurs		168 763,39 169 317,07		168 763,39 169 317,07	553,68
	Sous Total compte 4671		168 763,39 169 317,07		168 763,39 169 317,07	553,68
46721	Débiteurs divers - amiable	73 442,10	1 456 947,74 1 474 719,77		1 530 389,84 1 474 719,77	55 670,07
46726	Débiteurs divers - contentieux	19 384,60	1 762,35 16 221,63		21 146,95 16 221,63	4 925,32
	Sous Total compte 4672	92 826,70	1 458 710,09 1 490 941,40		1 551 536,79 1 490 941,40	60 595,39
	Sous Total compte 467	92 826,70	1 627 473,48 1 660 258,47		1 720 300,18 1 660 258,47	60 041,71
4686	Divers - charges à payer	36 345,30	36 345,30		36 345,30 36 345,30	0,00
4687	Divers - produits à recevoir	394 880,00	351 500,00 394 880,00		746 380,00 394 880,00	351 500,00
	Sous Total compte 468	394 880,00 36 345,30	387 845,30 394 880,00		782 725,30 431 225,30	351 500,00

17400 - SMIRTOM PICARDIE OUEST

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2017

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée	Opérations non budgétaires	Opérations budgétaires	Total	Soldes
		Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit
	Sous Total compte 46	492 506,70 41 758,81	2 065 437,37 2 090 117,40		2 557 944,07 2 131 876,21	426 067,86
4711	Verst des régisseurs		6 643,31 6 643,31		6 643,31 6 643,31	0,00
4712	Viremts réimputés		23 108,27 23 108,27		23 108,27 23 108,27	0,00
4713	Recettes perçues avant émission titres		1 714 680,80 1 714 680,80		1 714 680,80 1 714 680,80	0,00
471411	Excédent à réimputer - pers physiques	70,67	11 708,97 11 960,94		11 708,97 12 031,61	322,64
471412	Excédent à réimputer - personnes morales	4,52	48 092,49 48 087,97		48 092,49 48 092,49	0,00
	Sous Total compte 47141	75,19	59 801,46 60 048,91		59 801,46 60 124,10	322,64
47143	Flux d'encaissements à réimputer		367,50 367,50		367,50 367,50	0,00
	Sous Total compte 4714	75,19	60 168,96 60 416,41		60 168,96 60 491,60	322,64
4718	Autres recettes à régulariser	113,50	609 243,61 610 299,44		609 243,61 610 412,94	1 169,33
	Sous Total compte 471	188,69	2 413 844,95 2 415 148,23		2 413 844,95 2 415 336,92	1 491,97
4721	Dép sans mandatement préalable		818 991,44 818 991,44		818 991,44 818 991,44	0,00
4722	DACR commission carte bancaire		148,54 148,54		148,54 148,54	0,00

17400 - SMIRTOM PICARDIE OUEST

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2017

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée	Opérations non budgétaires	Opérations budgétaires	Total	Soldes
		Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit
4728	DACR - autres dépenses à régul		14 167,56 14 167,56		14 167,56 14 167,56	0,00
	Sous Total compte 472		833 307,54 833 307,54		833 307,54 833 307,54	0,00
4751	Redevables sur rôle		1 797 386,00 1 797 386,00		1 797 386,00 1 797 386,00	0,00
4757	Produits sur rôle		1 571 280,00 1 571 280,00		1 571 280,00 1 571 280,00	0,00
4758	TVA sur rôle		157 097,30 157 097,30		157 097,30 157 097,30	0,00
	Sous Total compte 475		3 525 763,30 3 525 763,30		3 525 763,30 3 525 763,30	0,00
4781	Frais de poursuites rattachés		1 867,76 1 867,76		1 867,76 1 867,76	0,00
4784	Arrondis sur déclaration de TVA		3,95 0,38		3,95 0,38	3,57
	Sous Total compte 478		1 871,71 1 868,14		1 871,71 1 868,14	3,57
	Sous Total compte 47	188,69	6 774 787,50 6 776 087,21		6 774 787,50 6 776 275,90	1 488,40
491	Dépréciat comptes de clients	461 030,56	52 976,26 80 000,00		52 976,26 541 030,56	488 054,30
	Sous Total compte 49	461 030,56	52 976,26 80 000,00		52 976,26 541 030,56	488 054,30
	Total classe 4	2 762 392,52 828 382,21	30 226 879,98 29 742 705,37		32 989 272,50 30 571 087,58	3 195 917,82 777 732,90

17400 - SMIRTOM PICARDIE OUEST

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2017

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
5115	Cartes bancaires à l'encaissement			54 360,50	54 360,50			54 360,50	54 360,50		0,00
51172	Chèques impayés			510,42	510,42			510,42	510,42		0,00
51178	Autres valeurs impayées			1 755,81	1 755,81			1 755,81	1 755,81		0,00
	Sous Total compte 5117			2 266,23	2 266,23			2 266,23	2 266,23		0,00
5118	Autres valeurs à l'encaissement			473 749,34	473 749,34			473 749,34	473 749,34		0,00
	Sous Total compte 511			530 376,07	530 376,07			530 376,07	530 376,07		0,00
515	Compte au trésor	3 306 683,00		10 520 027,63	9 576 965,39			13 826 710,63	9 576 965,39	4 249 745,24	
	Sous Total compte 51	3 306 683,00		11 050 403,70	10 107 341,46			14 357 086,70	10 107 341,46	4 249 745,24	
580	Opérations d'ordre budgétaires			1 827 198,43	1 827 198,43			1 827 198,43	1 827 198,43		0,00
584	Encaissements chèques par lecture opt			207 267,42	207 267,42			207 267,42	207 267,42		0,00
5872	Cpte pivot - ANV			37 658,99	37 658,99			37 658,99	37 658,99		0,00
	Sous Total compte 587			37 658,99	37 658,99			37 658,99	37 658,99		0,00
588	Autres virements internes			9 251,29	9 251,29			9 251,29	9 251,29		0,00

17400 - SMIRTOM PICARDIE OUEST

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2017

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée	Opérations non budgétaires	Opérations budgétaires	Total	Soldes
		Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit
	Sous Total compte 58		2 081 376,13 2 081 376,13		2 081 376,13 2 081 376,13	0,00
	Total classe 5	3 306 683,00	13 131 779,83 12 188 717,59		16 438 462,83 12 188 717,59	4 249 745,24 0,00
6061	Fournitures non stockables (eau,énergie)			202 860,48 17 269,75	202 860,48 17 269,75	185 590,73
6063	Autres fourniture entretien et petit équipt			127 350,89 590,30	127 350,89 590,30	126 760,59
6064	Fournitures administratives			4 156,18 85,56	4 156,18 85,56	4 070,62
6066	Carburants			299 147,38 265,56	299 147,38 265,56	298 881,82
6068	Autres matières et fournitures			74 688,86 25 467,74	74 688,86 25 467,74	49 221,12
	Sous Total compte 606			708 203,79 43 678,91	708 203,79 43 678,91	664 524,88
	Sous Total compte 60			708 203,79 43 678,91	708 203,79 43 678,91	664 524,88
611	Sous-traitance générale			1 375 337,69 84 368,93	1 375 337,69 84 368,93	1 290 968,76
6135	Locations mobilières			108 405,25 43 444,91	108 405,25 43 444,91	64 960,34
	Sous Total compte 613			108 405,25 43 444,91	108 405,25 43 444,91	64 960,34
61521	Bâtiments publics			6 077,07	6 077,07	6 077,07

17400 - SMIRTOM PICARDIE OUEST

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2017

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée	Opérations non budgétaires	Opérations budgétaires	Total	Soldes
		Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit
61523	Reseaux			10 752,75	10 752,75	10 752,75
61528	Autres			26 940,97 3 330,00	26 940,97 3 330,00	23 610,97
	Sous Total compte 6152			43 770,79 3 330,00	43 770,79 3 330,00	40 440,79
61551	Mat roulant			79 224,33 4 377,37	79 224,33 4 377,37	74 846,96
61558	Autres biens mobiliers			2 185,31	2 185,31	2 185,31
	Sous Total compte 6155			81 409,64 4 377,37	81 409,64 4 377,37	77 032,27
6156	Maintenance			90 964,49 3 286,24	90 964,49 3 286,24	87 678,25
	Sous Total compte 615			216 144,92 10 993,61	216 144,92 10 993,61	205 151,31
6161	Multirisques			10 462,00	10 462,00	10 462,00
6168	Autres			41 483,93	41 483,93	41 483,93
	Sous Total compte 616			51 945,93	51 945,93	51 945,93
617	Etudes et recherches			83 944,50 43 100,50	83 944,50 43 100,50	40 844,00
618	Divers			22 465,55 834,32	22 465,55 834,32	21 631,23

17400 - SMIRTOM PICARDIE OUEST

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2017

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée	Opérations non budgétaires	Opérations budgétaires	Total	Soldes
		Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit
	Sous Total compte 61			1 858 243,84 182 742,27	1 858 243,84 182 742,27	1 675 501,57
6225	Indemnités au comptable et régisseurs			1 810,43 100,00	1 810,43 100,00	1 710,43
6226	Honoraires			24 270,68 4 770,00	24 270,68 4 770,00	19 500,68
6227	Frais d'actes et de contentieux			5 980,00	5 980,00	5 980,00
6228	Divers			627,00	627,00	627,00
	Sous Total compte 622			32 688,11 4 870,00	32 688,11 4 870,00	27 818,11
6231	Annonces et insertions			22 359,71	22 359,71	22 359,71
6236	Catalogues et imprimés			19 976,00	19 976,00	19 976,00
6237	Publications			13 704,07 4 000,00	13 704,07 4 000,00	9 704,07
6238	Divers			48 031,49 7 750,00	48 031,49 7 750,00	40 281,49
	Sous Total compte 623			104 071,27 11 750,00	104 071,27 11 750,00	92 321,27
6242	Transports sur ventes			31 582,53 2 847,26	31 582,53 2 847,26	28 735,27
	Sous Total compte 624			31 582,53 2 847,26	31 582,53 2 847,26	28 735,27

17400 - SMIRTOM PICARDIE OUEST

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2017

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée	Opérations non budgétaires	Opérations budgétaires	Total	Soldes
		Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit
6251	Voyages et déplacements			389,00	389,00	389,00
6256	Missions			3 609,16	3 609,16	3 609,16
6257	Réceptions			9 159,14	9 159,14	9 159,14
	Sous Total compte 625			13 157,30	13 157,30	13 157,30
6261	Frais d'affranchissement			8 508,67	8 508,67	8 508,67
6262	Frais de télécommunications			18 367,21 1 262,28	18 367,21 1 262,28	17 104,93
	Sous Total compte 626			26 875,88 1 262,28	26 875,88 1 262,28	25 613,60
627	Services bancaires et assimilés			7 589,90	7 589,90	7 589,90
6281	Concours divers -cotisations			997,00	997,00	997,00
6283	Frais de nettoyage des locaux			19 279,34 2 361,63	19 279,34 2 361,63	16 917,71
6288	Autres			5 564,22	5 564,22	5 564,22
	Sous Total compte 628			25 840,56 2 361,63	25 840,56 2 361,63	23 478,93
	Sous Total compte 62			241 805,55 23 091,17	241 805,55 23 091,17	218 714,38

17400 - SMIRTOM PICARDIE OUEST

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2017

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée	Opérations non budgétaires	Opérations budgétaires	Total	Soldes
		Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit
6336	Cotisations au Centre National et CGFPT			37 456,64	37 456,64	37 456,64
6338	Autres impôts taxes et verst assimil			14 543,67	14 543,67	14 543,67
	Sous Total compte 633			52 000,31	52 000,31	52 000,31
63512	Taxes foncières			658,00	658,00	658,00
	Sous Total compte 6351			658,00	658,00	658,00
6358	Autres droits			556 411,99	556 411,99	556 411,99
	Sous Total compte 635			557 069,99	557 069,99	557 069,99
637	Autres impôts tax verst sur rému aut org			51 555,49	51 555,49	51 555,49
	Sous Total compte 63			660 625,79	660 625,79	660 625,79
6411	Salaires,appointements,commissions base			2 624 842,45	2 624 842,45	2 624 842,45
6413	Primes et gratifications			830,00	830,00	830,00
64198	Autres remboursements			178 470,48	178 470,48	178 470,48
	Sous Total compte 6419			178 470,48	178 470,48	178 470,48

17400 - SMIRTOM PICARDIE OUEST

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2017

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée	Opérations non budgétaires	Opérations budgétaires	Total	Soldes
		Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit
	Sous Total compte 641			2 625 672,45 178 470,48	2 625 672,45 178 470,48	2 447 201,97
6451	Cotisations à l'URSSAF			419 627,57	419 627,57	419 627,57
6453	Cotisations aux caisses de retraite			503 710,99	503 710,99	503 710,99
6454	Cotisations aux ASSEDIC			49 243,50	49 243,50	49 243,50
6458	Cotisations autres organismes sociaux			5 886,00	5 886,00	5 886,00
6459	Rembst charges sécu sociale prévoyance			10 651,00	10 651,00	10 651,00
	Sous Total compte 645			978 468,06 10 651,00	978 468,06 10 651,00	967 817,06
6474	Verst aux oeuvres sociales			39 076,00	39 076,00	39 076,00
6475	Médecine du travail pharmacie			16 079,02	16 079,02	16 079,02
6478	Autres charges sociales diverses			204 721,47	204 721,47	204 721,47
	Sous Total compte 647			259 876,49	259 876,49	259 876,49
648	Autres charges de personnel			518,10	518,10	518,10
	Sous Total compte 64			3 864 535,10 189 121,48	3 864 535,10 189 121,48	3 675 413,62

17400 - SMIRTOM PICARDIE OUEST

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2017

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée	Opérations non budgétaires	Opérations budgétaires	Total	Soldes
		Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit
6531	Indemnités			61 855,83	61 855,83	61 855,83
6533	Cotisations de retraite			3 025,14	3 025,14	3 025,14
	Sous Total compte 653			64 880,97	64 880,97	64 880,97
6541	Créances admises ANV			37 374,88	37 374,88	37 374,88
6542	Créances éteintes			14 279,52	14 279,52	14 279,52
	Sous Total compte 654			51 654,40	51 654,40	51 654,40
658	Charges diverses gest courante			38 565,30 36 245,30	38 565,30 36 245,30	2 320,00
	Sous Total compte 65			155 100,67 36 245,30	155 100,67 36 245,30	118 855,37
66111	Intérêts réglés à l'échéance			62 790,02	62 790,02	62 790,02
66112	Intérêts - rattachement des icne			21 508,50 25 116,72	21 508,50 25 116,72	3 608,22
	Sous Total compte 6611			84 298,52 25 116,72	84 298,52 25 116,72	59 181,80
	Sous Total compte 661			84 298,52 25 116,72	84 298,52 25 116,72	59 181,80
	Sous Total compte 66			84 298,52 25 116,72	84 298,52 25 116,72	59 181,80

17400 - SMIRTOM PICARDIE OUEST

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2017

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée	Opérations non budgétaires	Opérations budgétaires	Total	Soldes
		Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit
673	Titres annulés exercices antérieurs			27 791,54	27 791,54	27 791,54
675	Valeurs comptables éléments actif cédés			6 982,81	6 982,81	6 982,81
678	Autres charges exceptionnelles			18 207,91	18 207,91	18 207,91
	Sous Total compte 67			52 982,26	52 982,26	52 982,26
6811	DA - immob corpo et incorpo			1 706 215,62	1 706 215,62	1 706 215,62
6815	Dotat provisions pour risques et charges			160 000,00	160 000,00	160 000,00
6817	Dot dépréciat actifs circulants			80 000,00	80 000,00	80 000,00
	Sous Total compte 681			1 946 215,62	1 946 215,62	1 946 215,62
	Sous Total compte 68			1 946 215,62	1 946 215,62	1 946 215,62
	Total classe 6			9 572 011,14 499 995,85	9 572 011,14 499 995,85	9 264 744,99 192 729,70
703	Ventes de produits résiduels			138 341,71 960 077,80	138 341,71 960 077,80	821 736,09
706	Prestations de services			83 420,18 2 102 334,52	83 420,18 2 102 334,52	2 018 914,34
707	Ventes de marchandises			6 378,27	6 378,27	6 378,27

17400 - SMIRTOM PICARDIE OUEST

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2017

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée	Opérations non budgétaires	Opérations budgétaires	Total	Soldes
		Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit
	Sous Total compte 70			221 761,89 3 068 790,59	221 761,89 3 068 790,59	2 847 028,70
74	Subv exploitation			349 310,33 1 876 944,69	349 310,33 1 876 944,69	1 527 634,36
	Sous Total compte 74			349 310,33 1 876 944,69	349 310,33 1 876 944,69	1 527 634,36
7581	FCTVA			422 659,31 422 659,31	422 659,31 422 659,31	0,00
7588	Autres			77 185,52 4 922 729,60	77 185,52 4 922 729,60	4 845 544,08
	Sous Total compte 758			499 844,83 5 345 388,91	499 844,83 5 345 388,91	4 845 544,08
	Sous Total compte 75			499 844,83 5 345 388,91	499 844,83 5 345 388,91	4 845 544,08
7711	Dédits et pénalités perçus			900,00	900,00	900,00
7714	Recouvrement sur créances admises en nv			1 860,59	1 860,59	1 860,59
7718	Autres prod except sur opé gestion			1 096,66	1 096,66	1 096,66
	Sous Total compte 771			3 857,25	3 857,25	3 857,25
775	Produits cessions éléments actif			34 583,33	34 583,33	34 583,33
777	Quote part subv invest virée au résult			114 000,00	114 000,00	114 000,00

17400 - SMIRTOM PICARDIE OUEST

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêtée à la date du 31/12/2017

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée	Opérations non budgétaires	Opérations budgétaires	Total	Soldes
		Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit	Débit Crédit
778	Autres produits exceptionnels			48 000,00 85 799,45	48 000,00 85 799,45	37 799,45
	Sous Total compte 77			48 000,00 238 240,03	48 000,00 238 240,03	190 240,03
7817	Reprises dépréciations actifs circulants			51 654,40	51 654,40	51 654,40
	Sous Total compte 781			51 654,40	51 654,40	51 654,40
	Sous Total compte 78			51 654,40	51 654,40	51 654,40
	Total classe 7			1 118 917,05 10 581 018,62	1 118 917,05 10 581 018,62	0,00 9 462 101,57
	Total général	32 071 094,28 32 071 094,28	44 410 764,75 43 123 566,42	12 125 791,77 13 412 990,10	88 607 650,80 88 607 650,80	43 242 752,58 43 242 752,58

17400 - SMIRTOM PICARDIE OUEST
BALANCE DES VALEURS INACTIVES

Arrêtée à la date du 31/12/2017

[illegible]

17400 SMIRTOM PICARDIE OUEST

PAGE DES SIGNATURES

Vu et certifié par le comptable supérieur qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

À _____, le _____

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

Le comptable affirme, en outre, et sous les mêmes peines, que les recettes et dépenses portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de SMIRTOM PICARDIE OUEST pendant l'année 2017 et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

À _____, le _____

Vu par _____ qui certifie que le présent compte dont le montant des titres à recouvrer et des mandants émis est conforme aux écritures de sa comptabilité administrative, a été voté le par l'organe délibérant.

À _____, le _____

080036

TRES. POIX-DE-P-QUEVAUVILLERS

17400 SMIRTOM PICARDIE OUEST

Nombre de pages : 64

FIN DE DOCUMENT